
U d'/of OTTAWA
39003001477438

LES FRANÇAIS

EN ITALIE

AU XVIE SIÈCLE

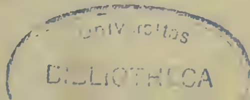
PAR TH. BACHELET



ROUEN

MÉGARD ET Cie, IMPRIM.-LIBRAIRES





Avis des Éditeurs.

Les Éditeurs de la **Bibliothèque morale de la Jeunesse** ont pris tout-à-fait au sérieux le titre qu'ils ont choisi pour le donner à cette collection de bons livres. Ils regardent comme une obligation rigoureuse de ne rien négliger pour le justifier dans toute sa signification et toute son étendue.

Aucun livre ne sortira de leurs presses, pour entrer dans cette collection, qu'il n'ait été au préalable lu et examiné attentivement, non-seulement par les Éditeurs, mais encore par les personnes les plus compétentes et les

plus éclairées. Pour cet examen, ils auront recours particulièrement à des Ecclésiastiques. C'est à eux, avant tout, qu'est confié le salut de l'Enfance, et, plus que qui que ce soit, ils sont capables de découvrir ce qui, le moins du monde, pourrait offrir quelque danger dans les publications destinées spécialement à la Jeunesse chrétienne.

Toute observation à cet égard peut être adressée aux Éditeurs sans hésitation. Ils la regarderont comme un bienfait non-seulement pour eux-mêmes, mais encore pour la classe si intéressante de lecteurs à laquelle ils s'adressent.

LES FRANÇAIS

EN ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

Situation de l'Italie et des États voisins à la fin du XVe siècle.

Influence de la position et de la configuration de l'Italie sur ses destinées générales. — Revue des Principautés italiennes au XVe siecle : — Milan. — Gênes et Venise. — Florence. — Rome. — Naples. — États secondaires. — Absence d'esprit national et militaire. — Tableau des mœurs. — Progrès de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne et de la maison d'Autriche — Causes des guerres d'Italie. — Division de ces guerres en deux périodes.

C'est un fait d'expérience générale, que la position géographique et la configuration d'un pays ont sur ses destinées une influence décisive. L'Italie en fournit un des exemples les plus frappants. Placée au milieu de la Méditer-

ranée, qu'elle coupe en deux grands bassins, à portée de l'Espagne, de la France, de la Grèce, de l'Asie et de la côte d'Afrique, elle peut exercer au dehors une action énergique et conquérir une brillante fortune. Elle a six cents lieues de côtes, des ports magnifiques et des forêts séculaires, une population de montagnards et de marins intrépides, des provinces fécondes qui nourriraient aisément trente millions d'hommes.

Mais il n'y a de puissance pour l'Italie qu'à la condition que ses habitants formeront un seul peuple. Or, les montagnes dont elle est hérissée, les vallées et les torrents qui la coupent, établissent des barrières entre les hommes et favorisent l'isolement; la direction d'un pouvoir central éprouve des difficultés presque insurmontables dans cette étroite presqu'île, dont les parties, fort éloignées les unes des autres, n'ont souvent d'autre lien que le souvenir d'une commune origine ou quelque fédération née d'intérêts fragiles. Comme le disait Bonaparte, l'Italie est trop longue et trop divisée. Le caractère des Italiens est aussi un obstacle à l'unité : chacun d'eux possède une grande énergie, mais aime à se développer seul; si le sentiment de la liberté est très-vif, en revanche il est jaloux, exclusif, égoïste. L'amour de l'isolement politique a toujours compromis en Italie cette liberté tant aimée cependant, et toujours si bravement défendue.

Une seule fois durant le cours des siècles, l'Italie parvint à cette union, à cette concentration de forces qui donne aux peuples un rang honorable dans l'histoire. Rome, à force d'habileté, de courage et d'infatigable persévérance, renversa toutes les barrières et mit la péninsule sous sa main; il lui fallut plusieurs siècles pour atteindre son but; mais lorsque des volontés individuelles elle n'eut formé qu'un seul faisceau, sa puissance devint irrésistible. Alors la position de l'Italie aida à sa fortune.

Le monde romain s'écroula. La nature, vaincue par l'énergie du peuple-roi, ne tarda pas à reprendre son empire, et l'Italie, rendue à elle-même, retourna à ses éternelles divisions. De là ces républiques nombreuses, dont l'histoire a rempli tout le moyen âge; de-là ces luttes souvent héroïques de la liberté italienne contre le despotisme des empereurs allemands; de là aussi ces discordes civiles qui épuisèrent les restes de l'énergie nationale, et qui aboutirent, dans les temps modernes, à la plus honteuse servitude sous des princes étrangers. De tous les points de l'horizon les calamités ont fondu sur l'Italie; la vallée du Pô est devenue le champ de bataille des puissances européennes.

A la fin du quinzième siècle, on distinguait en Italie six états principaux : Milan, Gênes, Venise, Florence, Rome et Naples.

Le grand duché de Milan comprenait les provinces de Milan, de Pavie, de Côme, de Lodi, de Novare, d'Alexandrie, de Tortone, de Bobbio, de Savone, d'Albenga, de Vintimille, de Crémone, de Parme et de Plaisance. Usurpé, en 1450, par un soldat de fortune, François Sforza, qui l'avait transmis à sa postérité, il tenait à peine par quelques liens féodaux à l'empire d'Allemagne, dont les Visconti s'étaient autrefois séparés. Le jeune duc Jean-Galéas Sforza était privé de tout pouvoir par son tuteur et son oncle, Ludovic le More*: il avait épousé Isabelle, fille d'Alphonse d'Aragon, « femme courageuse, dit Comines, qui eust volontiers donné crédit à son mari si elle eust pu ; mais il n'étoit guères sage et révéloit ce qu'elle lui disoit. » Ludovic, prince avare, cruel et perfide, employait les revenus de l'état, c'est-à-dire 600,000 ducats d'or par an, à corrompre les soldats et leurs chefs ; il donnait à l'empereur Maximilien la main de sa nièce Blanche-Marie, avec une dot de 400,000 ducats, afin d'obtenir pour lui-même l'investiture du duché de Milan. C'est à peine si Jean-Galéas et Isabelle, relégués à Pavie, recevaient de quoi vivre.

La république de Gênes, que de longues guerres contre Venise et la prise de Constantinople par les Turcs avaient

---

* Du mot italien *moro*, qui veut dire mûrier, symbole de la prudence. D'autres écrivent *le Maure*, à cause de son teint basané.

ruinée, s'offrait à tous les étrangers. Le roi de France, Louis XI, n'avait point voulu de cette ville inquiète et remuante. « Les Génois se donnent à moi! s'était-il écrié; eh bien! moi, je les donne au diable! » Gênes, momentanément soumise au marquis de Montferrat, fut déclarée, en 1490, fief de la couronne de France, sous la garde de Ludovic le More. Deux familles aristocratiques, les Adorni et les Fregosi, se disputaient avec un acharnement sans égal l'honneur de commander en second dans un ville soumise à des maîtres étrangers.

Venise venait de perdre, dans une guerre contre les Turcs, la plupart de ses possessions dans l'Archipel et en Morée; mais elle conservait toujours, sur le continent, les côtes de la Dalmatie, l'Istrie, le Frioul, les villes de Trévise, Vicence, Feltre, Bellune, Bassano, Vérone, Padoue, Rovigo, Crême, Bergame et Brescia. Enrichie par la conquête récente de l'île de Chypre, se croyant invincible dans ses lagunes, elle traitait indifféremment avec les chrétiens et avec les infidèles, et sacrifiait sans scrupule à ses intérêts non-seulement la sûreté de l'Italie entière, mais son honneur même. Resserrée à l'orient par les Ottomans, au nord par la maison d'Autriche, elle portait nécessairement ses vues sur les hauts cantons du Pô, sur le littoral de la Romagne, la Marche d'Ancône ou les provinces de Naples. Malgré ses récents échecs sur mer, elle avait encore plus de

trente mille matelots. De ses ports sortaient chaque année trois à quatre mille vaisseaux, les uns pour Oran, Cadix et Bruges, les autres pour l'Egypte et Constantinople. Un gouvernement oligarchique imprimait aux affaires une vigoureuse direction, engageait habilement les riches citoyens à placer une partie de leur fortune dans les fonds publics, et saisissait avec une merveilleuse adresse toutes les occasions d'agrandissement. Mais la dictature des trois inquisiteurs d'état, établie en 1454, tarit les sources intérieures de la prospérité de Venise : en moins d'un demi-siècle, malgré l'extension du territoire en Italie, les revenus diminuèrent de plus de 100,000 ducats. Le temps n'était pas loin où la découverte de l'Amérique et d'une nouvelle route pour se rendre aux Grandes-Indes allait ruiner la république. En effet, le centre du commerce européen se déplaça ; la puissance maritime appartint désormais aux nations qui avaient des ports sur l'Atlantique. Tandis que l'Espagne et le Portugal s'élançaient dans des voies inconnues jusque-là, Venise s'obstina à suivre les anciennes ; elle voulut entraver ses rivaux par des manœuvres jalouses, au lieu de les devancer par son activité ; et quand elle aurait pu s'entendre avec l'Egypte et s'assurer le passage de Suez, elle fournit sans succès des ingénieurs et des canons aux Indiens pour repousser les Portugais. Les guerres d'Italie lui portèrent le dernier coup ; car les états voisins, dont

elle avait excité la défiance par ses empiétements, se coalisèrent pour la perdre.

En Toscane, la république de Florence n'avait traversé des révolutions infinies que pour aboutir à une sorte de monarchie héréditaire. Dès le commencement du quatorzième siècle, Dante lui disait : « Que de fois je t'ai vue changer tes lois, tes monnaies, ton gouvernement ! Si tu as bon souvenir et que tes yeux s'ouvrent à la lumière, tu verras que tu ressembles au pauvre malade qui change de place sur son lit de plume, afin de tromper sa douleur. » Du moins, les Médicis donnèrent aux Florentins, depuis 1434, un peu de calme et de bonheur. Leur autorité s'appuyait sur une grande influence commerciale, sur d'immenses richesses, dont ils faisaient le plus généreux emploi ; un essor inouï des lettres, des sciences et des arts, remplaçait les anciennes agitations de la liberté. Les Médicis, tout en prenant le titre modeste de *premiers citoyens* de Florence, n'avaient conservé que pour la forme les magistratures républicaines. Les états libres de la Toscane, Arezzo, Pistoia, Lucques, Sienne, Pise, reconnaissaient leur domination.

Il fallait une grande force ou une grande habileté pour tenir les factions en bride, les écraser ou les tromper. Cosme Ier, Pierre Ier et Laurent le Magnifique y avaient réussi. Mais il en fut autrement de Pierre II, qui prit les rênes des affaires en 1492. C'était un homme aussi robuste

de corps que faible d'esprit : il visait surtout à se faire une réputation d'adresse comme joueur de balle, et d'habileté comme improvisateur; oubliant que la puissance de sa maison était d'origine populaire, il s'isola des plébéiens, et souleva, par ses débauches, des inimitiés implacables. Le moment était favorable pour un réveil des passions démocratiques. Un dominicain de Ferrare, Jérôme Savonarole, homme en qui l'exaltation venait trop souvent exaspérer des sentiments qui d'ailleurs eussent pu être louables, crut sentir en lui une impulsion secrète qui le destinait à réformer l'Église et l'état. Moine pauvre et sévère, portant d'ordinaire à la main une petite tête de mort en ivoire qui rappelait le néant des gloires humaines, amaigri par de longues austérités qui avaient donné une véritable transparence à son visage et à ses mains, en même temps qu'il appelait de tous ses vœux la réforme de la discipline ecclésiastique, il flétrissait la tyrannie des princes aussi bien que les mœurs trop mondaines du clergé. Il avait sommé, mais en vain, Laurent le Magnifique de rendre aux Florentins leurs anciennes libertés, et, sous un prince tel que Pierre II, ses prédications devaient obtenir un prodigieux succès. Cette double pensée de réforme religieuse et politique était si profonde chez lui, que la plupart de ses sermons en portent la trace : l'un des plus curieux est divisé en quatre points ; le premier traite de la crainte de Dieu, le second de l'amour

de la république, le troisième de l'oubli des injures, et le dernier de l'égalité des citoyens devant la loi. Savonarole connaissait le cœur de l'homme ; il savait que la première cause de la tyrannie est la corruption des sujets : aussi s'efforçait-il de raviver la liberté à l'aide de la morale. « Peuple florentin, s'écriait-il, je m'adresse aux méchants : tu sais qu'il est un proverbe qui dit : *Propter peccata veniunt adversa*, c'est-à-dire que les adversités viennent à cause des péchés. Quand le peuple hébreu faisait bien, et qu'il était ami de Dieu, tout lui tournait en prospérités ; au contraire, quand il se livrait à des méfaits, Dieu lui apprêtait un fléau. Florence, qu'as-tu fait ? qu'as-tu commis ? Hélas ! la mesure est pleine ; ta malice est arrivée au comble. Attends un grand fléau. Seigneur, tu m'es témoin que je me suis efforcé de prévenir par la prière cette inondation, cette ruine. Il n'y a plus rien à tenter. » Trouvant les vieillards *tous durs comme pierres*, il s'adressait à la jeunesse, et préparait ainsi la chute prochaine des Médicis.

Une seule puissance italienne, la papauté, avait fait preuve de patriotisme, et s'était efforcée d'unir toute l'Italie dans une même pensée de résistance aux Turcs. Nicolas V et Pie II firent de généreux mais stériles efforts pour organiser de nouvelles croisades. Leurs successeurs, Paul II, Sixte IV, Innocent VIII, se montrèrent trop préoccupés des intérêts de leur royaume temporel et du soin de procurer

des principautés aux membres de leur famille : l'autorité religieuse n'avait qu'à perdre dans ces débats avec les seigneurs laïques, et elle était peu respectée, surtout dans la Haute-Italie, où les souverains affectaient d'agir *en dépit de saint Pierre et de saint Paul.* Les États de l'Église s'étendaient alors de Ravenne à Ancône, et de Terracine à Civita-Vecchia : ils comprenaient la principauté de Ravenne, la Pentapole (c'est-à-dire Rimini, Sinigaglia, Fano, Pesaro et Ancône), le patrimoine de Saint-Pierre ou campagne de Rome. Le pape possédait encore en France Avignon et le comtat Venaissin, dans le royaume de Naples les duchés de Bénévent et de Ponte-Corvo. Les anciennes familles des Orsini et des Colonna avaient été enfin domptées, et l'adresse de la cour de Rome au milieu des négociations lui donnait un grand poids dans la politique générale.

En 1492, le conclave éleva sur la chaire de Saint-Pierre un ancien officier espagnol, Rodrigue Lenzuoli, qui avait pris le nom de Borgia de son oncle, le pape Calixte III. Cette élection, tous les graves historiens en conviennent, fut un malheur et une épreuve pour l'Église. Le nouveau pape fut loin de se montrer digne du titre auguste et saint dont il avait été décoré.

Rodrigue Borgia prit le titre d'Alexandre VI. Il avait des vices que toutes ses bonnes qualités ne pouvaient racheter. Il était, à la vérité, très-habile et très-péné-

trant ; il excellait dans le conseil, et possédait l'art de s'insinuer dans les esprits par la persuasion ; il savait manier les grandes affaires avec une adresse et une activité merveilleuses. Mais ces talents étaient obscurcis par des mœurs dépravées et une ambition dévorante. Il sacrifiait tout à l'élévation des enfants qu'il avait eus pendant le cours de sa carrière militaire et avant d'entrer dans l'état ecclésiastique. Alexandre VI montra, dans l'administration civile des États de l'Église, une énergie passionnée, dont il avait puisé le germe en Espagne ; il appesantit une main vigoureuse sur les barons, qu'il fit rentrer dans le devoir ; il réprima l'audace des brigands, qui avait été poussée à un tel point, que, durant la dernière maladie de son prédécesseur, deux cent vingt Romains avaient péri sous leurs coups. Cette sévérité impitoyable, mais nécessaire à l'ordre public, explique l'enthousiasme dont furent l'objet les premiers actes du pape. Il veilla aussi à l'approvisionnement de Rome, et, pendant tout son pontificat, la disette qui désolait l'Italie ne se fit pas sentir dans les États du Saint-Siége. Malheureusement la vie passée d'Alexandre VI portait une atteinte funeste à la considération dont la papauté devait jouir parmi les princes chrétiens.

Le royaume de Naples, l'état le plus étendu et le plus faible de l'Italie, obéissait à des princes d'Aragon depuis 1452. L'autorité de ces princes était très-précaire : outre que la

maison d'Anjou, leur rivale, comptait encore des partisans, les vassaux, souvent humiliés, mais toujours pourvus de seigneuries territoriales et des droits de la souveraineté, enlevaient une grande part de sa liberté d'action au pouvoir suprême. A l'époque où commencèrent les guerres d'Italie, une catastrophe était imminente; la conduite du roi Ferdinand Ier avait exaspéré tous les esprits. « Jamais ce prince n'eut compassion de son pauvre peuple, quant aux deniers. Il faisoit toute la marchandise du royaume... Aux lieux où croît l'olive, comme en la Pouille, ils l'achetoient lui et son fils à leur plaisir, et semblablement le froment, et avant qu'il fût mûr, et le vendoient après, et le plus cher qu'ils pouvoient. Et si ladite marchandise s'abaissoit de prix, contraignoient le peuple de la prendre*. » Ferdinand se souilla lâchement du sang d'une partie de la noblesse, qu'il avait attirée à une entrevue, sous prétexte de cimenter son union avec elle. Il blessait son peuple dans ses croyances et dans ses intérêts. « Il assistait au service divin, dit Varillas, sans qu'il parût joindre ses prières à celles des fidèles; il avait nommé pour 3,000 écus à l'archevêché de Tarente le fils d'un Juif qui se disait catholique; il distribuait le revenu des abbayes à ceux qui avaient soin de ses haras, de ses meutes et de ses oiseaux de chasse, à condition d'entretenir gra-

* COMINES.

tuitement un certain nombre de chevaux, de chiens et d'éperviers. Il surchargeait d'impôts ses sujets, et l'on raconte qu'ayant un jour voulu donner quelques écus d'or à François de Paule, ce saint les refusa, et, pour lui montrer que c'était véritablement la substance du peuple, il en rompit un dont il sortit du sang. »

A côté des grands états dont la situation vient d'être retracée, on comptait en Italie une foule de principautés secondaires. Les *comtes de Maurienne* avaient peu à peu étendu leur domination sur la Savoie, le Piémont, le Val-Romey, le pays de Gex, la Bresse, le Bugey, la ville ou seigneurie de Genève et le comté de Nice. Les marquisats de *Saluces* et de *Montferrat* appartenaient à une branche de la famille byzantine des Paléologues. La maison d'*Este* régnait à Ferrare, Modène et Reggio ; les *Gonzague* à Mantoue ; les *Grimaldi* à Monaco ; les *Pics* à la Mirandole ; les *Malespina* à Massa et à Carrare ; les *Manfredi* à Faënza ; les *Bentivoglio* à Bologne ; les *Baglioni* à Pérouse ; les *Montefeltro* dans le duché d'Urbin, etc. Toutes ces familles, également pauvres, étaient cependant prodigues, amoureuses d'éclat, avides de plaisirs.

L'Italie, à la fin du quinzième siècle, offrait une apparence de prospérité capable d'éblouir et de tromper les yeux les plus clairvoyants. L'imagination des poètes se plaisait à retrouver dans ces temps heureux les brillantes fic-

tions de l'âge d'or. Le principal historien de l'époque, Guichardin, s'y arrête avec complaisance. « Depuis dix siècles entiers, dit-il, l'Italie n'avait pas éprouvé un seul moment de prospérité égale à celle dont elle jouit. Alors on vit la culture la plus active étendre ses bienfaits sur toute cette belle et fertile contrée : non-seulement ses plaines riantes et ses fécondes vallées furent couvertes de fruits, mais même le sol stérile et ingrat des montagnes fut forcé de payer un tribut à l'industrie du laboureur ; et, sans reconnaître d'autre autorité que celle de sa noblesse et de ses chefs naturels, l'Italie était heureuse à la fois par le nombre et la richesse de ses habitants, par la magnificence de ses princes, par la grandeur et l'éclat imposant de plusieurs de ses cités. Abondante en hommes distingués par leur mérite dans l'administration des affaires publiques, illustres dans les arts et dans les sciences, elle jouissait au plus haut degré de l'estime et de l'admiration des nations étrangères. »

Enrichie par l'industrie, le commerce et l'agriculture, l'Italie était dans une position moins heureuse sous le rapport politique. Les divers états, faibles individuellement, n'avaient point assez de sagesse pour ajourner leurs divisions en face d'un péril commun ; ils étaient autant de foyers d'intrigues, d'où chacun tendait à s'agrandir aux dépens de ses voisins. De là une politique mobile et perfide, des traités sans cesse rompus, des guerres toujours

renaissantes. Cette absence d'esprit national, il faut sans doute l'attribuer à la décadence des institutions politiques. Il y avait alors en Italie une population de dix-huit millions d'habitants; on en comptait à peine dix-huit mille qui exerçassent les droits politiques. Les gouvernements s'étaient efforcés de réduire le nombre des citoyens participant aux affaires : Venise n'en comptait guère que deux à trois mille; Gênes, quatre à cinq mille; Florence, Sienne et Lucques en avaient entre elles environ cinq ou six mille. Deux siècles auparavant, on aurait trouvé dans la péninsule près de deux millions de citoyens jouissant des droits politiques. La plupart des villes avaient vu s'élever de petits tyrans, chefs de dynasties de fraîche date, dont l'autorité, reconnue seulement de fait, ne s'appuyait ni sur le principe de la légitimité, ni sur des services rendus, mais sur la force brutale. Ludovic le More, Pierre II et Alexandre VI eurent simultanément la pensée de constituer l'unité italienne, de former un royaume unique dont ils eussent été les souverains; mais l'antagonisme de leurs intérêts et de leurs passions rendit impossible un rapprochement entre les états, et l'Italie resta divisée, c'est-à-dire faible et exposée à la conquête.

L'esprit militaire était aussi nul en Italie que l'esprit national. Riches, occupés d'arts et de négoce, les Italiens n'avaient ni le temps, ni le désir de se faire soldats, et

préféraient acheter des mercenaires. A l'époque de Dante, Florence seule pouvait armer vingt-cinq mille hommes. Au XVe siècle, chaque état soldait une troupe d'aventuriers, de *condottieri*, engeance sans moralité, parce qu'elle se battait par métier, et dont la bassesse contribuait à discréditer de plus en plus l'usage des armes. Les guerres n'étaient ni meurtrières, ni décisives; car les mercenaires s'entendaient pour s'épargner mutuellement : un combat n'était qu'un tournoi, un jeu lucratif. Machiavel cite deux curieuses batailles : l'une, où la mêlée dura quatre heures, ne coûta qu'un homme d'armes aux vaincus, et encore s'était-il laissé tomber de cheval, et il fut étouffé par un escadron qui lui passa sur le corps; dans l'autre, qui se prolongea toute une demi-journée, il n'y eut personne de tué ni de blessé. Les *condottieri* s'entendaient beaucoup mieux à rançonner l'Italie qu'à la défendre. Leurs chefs, grands fanfarons, prenaient des noms terribles, tels que *Braccio di Ferro*, *Forte Braccio*. L'artillerie italienne était détestable; elle ne se composait que de canons en fer, traînés par des bœufs et très-difficiles à manœuvrer. En parlant du premier combat que livrèrent les Français en Italie, et où ils tuèrent une centaine d'hommes, Guichardin remarque que ce nombre de morts passait alors pour un grand carnage, et que cette manière de guerroyer ne se pratiquait plus depuis plusieurs siècles.

Enfin, la civilisation italienne, dont les dehors étaient si séduisants, cachait les vices précurseurs de la décadence des nations, la mollesse, la perfidie, la lâcheté, la corruption. Un jour, le duc de Gandia fut assassiné à Rome, et son corps jeté dans le Tibre. On interrogea un batelier qui gardait du bois sur la rive, et on lui demanda pourquoi, ayant été témoin du crime, il n'avait pas fait sur-le-champ sa déclaration. « C'est une chose qui m'arrive si souvent, répondit-il, de voir jeter des corps dans le fleuve, que je n'y prends plus garde. » Ce mot peut donner une idée des mœurs du temps. Si les Italiens du XV[e] siècle n'ont pas le courage des champs de bataille, en revanche ils tuent par derrière, ils empoisonnent leur ennemi, et jouent bien du stylet et de la dague. Quand, au siècle suivant, Luther fit son voyage à Rome, il exprimait encore naïvement combien l'Italie faisait peur aux bons Allemands : « Il suffit aux Italiens que vous regardiez dans un miroir, pour qu'ils puissent vous tuer. Ils peuvent vous ôter tous les sens par de secrets poisons. En Italie, l'air est pestilentiel. La nuit, on ferme exactement les fenêtres, et l'on bouche les fentes » Pendant les guerres d'Italie, les étrangers se tinrent en garde contre la perfidie et la duplicité des habitants; pour prévenir les meurtres et les empoisonnements, ils ne firent grâce à personne et massacrèrent régulièrement tous les prisonniers.

Au milieu de la dépravation morale de ses contemporains, Savonarole fit entendre des paroles prophétiques; il annonça à l'Italie des châtiments semblables à ceux qui frappèrent autrefois Babylone et Ninive. « Lorsqu'il n'apparaissait aucun signe dans le pays, et que l'on jouissait d'une profonde tranquillité, il prédit plusieurs fois l'arrivée d'armées formidables par leur force et leur nombre, qui renverseraient les murailles, anéantiraient les armées, incendieraient les villes. Il se donnait comme faisant ces prédictions, non avec le secours de la science humaine, ni par l'interprétation des Écritures, mais par une révélation divine toute spéciale*. » Dès l'année 1484, le moine dominicain annonça aux habitants de Brescia que leurs murs seraient un jour baignés de sang, et, vingt-huit ans plus tard, le peuple regarda la prise de la ville par les Français comme l'accomplissement de cette prophétie. A Florence, sous l'œil même de Pierre II, on l'entendit s'écrier : « Malheur! malheur! ô Italie! ô Rome! dit le Seigneur; je vous livrerai aux mains d'une puissance qui vous effacera d'entre les nations. Les barbares vont venir, affamés comme des lions. Et la mortalité sera si grande, que les fossoyeurs s'en iront par les rues en criant : *Qui a des morts?* Et alors l'un apportera son père, l'autre son

* Guichardin.

fils. O Rome! je te le répète, fais pénitence! Faites pénitence, ô Venise! ô Milan! » Les avertissements se succédèrent avec rapidité. Savonarole ajoutait avec une énergie croissante : « Un homme viendra qui envahira l'Italie en quelques semaines, sans tirer l'épée. Il passera les monts, comme autrefois Cyrus, et les rochers et les forts tomberont devant lui. — Hommes justes, montèz dans l'arche; voilà que les cataractes du ciel se sont ouvertes. Je vois les plaines inondées, et les montagnes se rapetisser au milieu des eaux. Voici, voici le jour de la vengeance du Seigneur! »

Machiavel comprit combien les états de l'Europe occidentale qui avoisinaient l'Italie étaient menaçants pour elle; il aperçut aisément le principe de leur supériorité. « Nulle province, dit-il, n'est unie et heureuse, si elle ne passe tout entière sous l'obéissance d'un prince ou d'une république, comme il est advenu à la France et à l'Espagne. » La France avait fait un pas immense sous le règne de Louis XI : l'humiliation des grands, l'extension considérable des domaines royaux, les progrès de la centralisation administrative, la concentration des pouvoirs entre les mains du monarque, lui donnaient cette unité qui l'ont rendue si redoutable à ses voisins pendant les temps modernes. Il y avait déjà, parmi les sujets, une certaine communauté d'idées, de sentiments, de mœurs et d'intérêts; et toutes

les forces individuelles, dominées par l'énergique volonté du prince, pouvaient être employées à des entreprises extérieures. L'héritier de Louis XI, Charles VIII, était porté par caractère à tenter des conquêtes. A peine âgé de vingt-trois ans, il lui tardait de sortir de l'inaction à laquelle l'avaient longtemps condamné la défiance de son père et le gouvernement de sa sœur Anne de Beaujeu. Sa jeunesse avait été nourrie de funestes lectures : on ne lui avait mis entre les mains que le *Rosier des Guerres*, compilation de brillants faits d'armes dont Louis XI lui-même était l'auteur, ainsi que le livre de Quinte-Curce, les *Commentaires* de César et quelques romans de chevalerie. Son imagination s'échauffa ; il se crut appelé à imiter les exploits des anciens paladins. C'était à Charlemagne surtout qu'il aimait à être comparé ; et lorsqu'il eut un fils d'Anne de Bretagne, en 1492, il lui donna le nom de Charles-Roland, comme pour lui marquer d'avance le rôle qu'il aurait à jouer. Il oubliait cette sage maxime de son père, qu'*un village sur la frontière vaut mieux qu'un royaume au-delà des monts.*

Le voisinage de l'Espagne semblait peut-être moins dangereux aux Italiens ; car les forces de Ferdinand le Catholique étaient épuisées par sa lutte récente contre les Maures de Grenade, et la découverte de l'Amérique, qui se bornait encore à celle de quelques îles, ne lui fournis-

sait pas les ressources qu'en tirèrent ses successeurs. Cependant, il était aisé de prévoir que l'Espagne, parvenue, comme la France, à l'unité, tendrait à s'agrandir, surtout avec un prince ambitieux, avide et rusé. Du jour où Ferdinand aurait réparé ses pertes par de nouveaux armements, il devait se souvenir qu'à côté de son île de Sicile, une branche collatérale de la maison d'Aragon régnait sur le royaume de Naples, et, comme ce royaume avait été naguère détaché de ses domaines patrimoniaux, au profit d'un prince illégitime, il était naturel qu'il songeât à le revendiquer. Les Français et les Espagnols se sont, en effet, rencontrés en Italie, tantôt pour se la partager, tantôt pour s'en disputer les dépouilles.

L'autorité monarchique s'était également fortifiée en Angleterre à la fin du XVe siècle. La terrible guerre des Deux-Roses, qui agita ce pays pendant trente ans, avait épuisé, décimé la noblesse : le pouvoir royal, au temps de Henri VII, fondateur de la dynastie des Tudors, n'eut qu'à recueillir pacifiquement les fruits de la lutte. Sans doute, l'Angleterre n'avait pas un intérêt prochain aux destinées de l'Italie, et si, pendant les guerres du XVIe siècle, elle intervint tour-à-tour en faveur de la France et de l'Autriche, ce fut le plus souvent dans un intérêt d'équilibre européen. Henri VII reçut plusieurs fois des subsides de son parlement pour faire la guerre en France ; mais ses

attaques ou ses menaces ne furent jamais assez sérieuses pour que Charles VIII et Louis XII en fussent inquiets et détournassent leur attention de l'Italie. Ces princes savaient que le roi d'Angleterre, dévoré d'avarice, vendait, au prix de quelques pièces d'or, la paix à ses ennemis.

L'empire d'Allemagne était divisé, et la puissance impériale n'imposait plus guère le respect. Maximilien, proclamé par les électeurs en 1493, a cependant été vanté par les écrivains de sa nation. Beau de sa personne, de manières vives et gracieuses, hardi jusqu'à la témérité, il rappelait, par ses qualités et ses défauts, les chevaliers du moyen âge. On le voyait s'égarer en chassant le chamois sur les hautes cimes du Tyrol. Son courage brillait dans les tournois et dans les combats. Naturellement éloquent, aimant les lettres et les arts, parlant avec facilité la plupart des langues de l'Europe, il cultivait la peinture et la musique; il avait des connaissances en architecture, en métallurgie, en géographie, en histoire. Le tort de Maximilien fut de se laisser toujours entraîner par son imagination ardente, et de se jeter dans des entreprises au-dessus de ses forces. Ses ressources étaient assez médiocres. « L'Autriche, la plus considérable de ses provinces, avait été naguère épuisée par les exactions de Mathias Corvin et par les ravages de l'armée hongroise. Le revenu annuel de la Styrie, de la Carinthie et de la Carniole, n'excédait

pas 14,000 marcs d'argent. Le produit des mines du Tyrol, qui était regardé comme la partie la plus importante des revenus de Maximilien, ne s'élevait qu'à 150,000 florins par an. Les provinces extérieures suffisaient à peine aux frais de leur administration et de leur défense. Les Pays-Bas donnaient, à la vérité, un revenu considérable; mais l'emploi était surveillé par les états, et d'ailleurs, Maximilien avait remis le gouvernement de ces provinces à l'archiduc son fils *. » Maximilien aggravait ses embarras par une folle prodigalité. On raconte que, son père Frédéric III lui ayant offert un jour une corbeille de fruits et une bourse d'or, il accepta la première, et distribua l'autre entre ses gens. « Ce sera un dissipateur, s'écria Frédéric. — Je ne veux pas, répondit Maximilien en rappelant une parole d'un ancien Romain, je ne veux pas être le roi de l'or, mais de ceux qui le possèdent. » Ce fut parce qu'il avait très-peu d'argent, qu'il fit toujours triste figure. Lorsqu'il alla épouser Marie de Bourgogne, la riche héritière de Charles le Téméraire, elle dut renouveler sa garde-robe, pour qu'il pût paraître décemment. Fiancé plus tard à Anne de Bretagne, il ne put conclure le mariage, faute de trouver 1,000 écus d'or. Pendant les guerres d'Italie, il accepta de Henri VIII, roi d'Angleterre, un subside de 100

* W. Coxe, *Hist. de la maison d'Autriche.*

couronnes par jour, et les Italiens ne lui donnaient que le nom de *Maximilien Court-d'Argent.*

Malgré sa pénurie, Maximilien fut, comme Charles VIII et Ferdinand le Catholique, un adversaire pour les principautés italiennes. Quand même il n'aurait pas eu à revendiquer certains droits de souveraineté des anciens empereurs sur le nord de la péninsule, son esprit entreprenant et chevaleresque l'aurait poussé au milieu des guerres de ses contemporains. D'ailleurs, en qualité de chef de la maison d'Autriche, il devait tendre à se frayer un chemin vers l'Adriatique, et sur son passage se trouvaient les possessions de Venise. Son mariage avec la nièce de Ludovic le More lui donna la facilité d'intervenir dans les affaires d'Italie.

Il faut compter les Suisses parmi les instruments de la ruine de l'Italie. La cupidité les arrachant à leurs paisibles demeures, ils se mirent à la solde des puissances qui se disputaient la péninsule. Ils passaient tour à tour du Milanais à la France, et de la France à l'Allemagne. On a estimé à près de 150,000,000 ce que les Suisses reçurent, dans les premières années du seizième siècle, soit en solde de guerre, soit en argent distribué aux divers cantons. La France a particulièrement profité des services de la Suisse pendant toute la durée des temps modernes. Un jour, l'un des ministres de Louis XIV, Louvois, disait avec humeur :

« Si l'on avait rassemblé tout l'or donné par la France aux Suisses, il y aurait de quoi paver un chemin de Paris jusqu'à Bâle. — Il est vrai, lui répondit le colonel des Suisses ; mais si l'on recueillait tout le sang que les Suisses ont versé pour la France , il y en aurait assez pour emplir un canal de Bâle jusqu'à Paris. » D'après des calculs authentiques, la Suisse fournit à la France, de 1480 à 1715, sept cent mille hommes, et retira en subsides et en pensions au-delà de 1,100,000,000 de florins. Les mercenaires Suisses ont été surtout employés dans les guerres au-delà des Alpes; et, si l'on a pu appeler l'Italie le *tombeau des Suisses*, on ajouterait avec raison qu'elle doit à ce peuple une grande partie de ses maux.

Les causes des guerres d'Italie au seizième siècle sont de deux sortes, les unes générales , les autres particulières.

Parmi les causes générales, signalons d'abord la situation des grandes monarchies de l'Europe. Il est évident que la France , l'Espagne , l'Angleterre, l'Autriche , parvenues à l'unité après de longs efforts, débarrassées des luttes intestines que le règne de la féodalité avait engendrées, devaient tendre à des conquêtes extérieures : il fallait un but vers lequel pussent être dirigées les forces de chaque nation, concentrées par le despotisme royal. Le triste spectacle de l'anarchie qui régnait en Italie, et l'espoir d'y trouver une proie facile à saisir, auraient suffi pour déterminer l'invasion des étrangers.

Ensuite, l'Italie, par la beauté de son climat et la fertilité de son territoire, par les séductions de son luxe et de ses richesses, par la splendeur de ses arts, a de tout temps fasciné les peuples voisins. Cet irrésistible attrait arracha, dès l'antiquité, les nations barbares à leurs solitudes. Les Gaulois, selon la tradition, furent poussés vers Rome par le désir de subjuguer le pays d'où l'on avait apporté chez eux de si beaux raisins. La vue de quelques oranges, prises par des pèlerins à Salerne, engagea, dit-on, les Normands du moyen âge à tenter la conquête de la Sicile et de Naples. Au commencement de ce siècle, le poète allemand Gœthe s'écriait encore avec enthousiasme : « O Italie! auprès de toi l'Allemagne est le Groënland. »

Des causes particulières ont amené les hostilités entre l'Italie et les puissances voisines. Le comte de Provence, René d'Anjou, qui avait autrefois disputé la couronne de Naples aux princes d'Aragon, avait légué à Louis XI, en 1481, outre ses domaines féodaux de France, les droits qu'il croyait avoir sur le midi de l'Italie, et le titre de roi de Jérusalem. Louis XI fut assez prudent pour ne pas s'engager dans des guerres lointaines Mais son fils Charles VIII, imbu des idées chevaleresques, n'était pas homme à renoncer à des prétentions qui devaient lui fournir l'occasion de s'illustrer.

La maison d'Orléans élevait, de son côté, des réclama-

tions sur le Milanais. Un frère de Charles VI avait épousé jadis Valentine Visconti, fille du duc de Milan, dont la dot était le comté d'Asti et le droit pour ses enfants et leur postérité d'hériter du Milanais à défaut d'héritiers mâles de son père. Son petit-fils Louis d'Orléans, qui succéda à Charles VIII sous le nom de Louis XII, regardait les Sforza comme des usurpateurs, et n'attendait qu'une occasion de les déposséder.

Ajoutons que les Italiens firent intervenir les étrangers dans leurs querelles. En effet, le roi de Naples, Ferdinand Ier, indigné des mauvais traitements que sa petite-fille Isabelle endurait de la part de Ludovic le More, menaça ce prince de ses armes, et conclut à cet effet un traité d'alliance avec Pierre II. Ludovic, se voyant entouré d'ennemis, chercha du secours au dehors, et envoya des ambassadeurs à Charles VIII (1493). « Il commença à faire sentir à ce jeune roy des fumées et gloires d'Italie, lui remontrant le droit qu'il avait en ce beau royaume de Naples, qu'il lui sçavoit bien blasonner et louer *. » Le pape Alexandre VI, désirant se venger de Ferdinand, qui accueillait ses ennemis, et espérant obtenir pour ses fils quelques fiefs dans les états napolitains, appuya les démarches de Ludovic. Le prédécesseur d'Alexandre VI, Innocent VIII, n'avait cessé, pendant trois

* Comines.

ans, d'appeler aussi Charles VIII contre Naples. Parmi les grands de France, il ne manqua pas d'adversaires de l'expédition ; l'amiral de Graville et Comines, entre autres, la regardaient comme très-hasardeuse. Anne de Beaujeu, quoique l'absence de son frère dût lui rendre un pouvoir qu'elle avait déjà exercé, disait : « Aller en Italie, c'est vouloir payer cher un long repentir. » Crèvecœur montrait, du côté des Pays-Bas, le véritable et légitime accroissement de la France. Mais les envoyés de Milan avaient acheté deux favoris de Charles VIII, Étienne de Vesc, son valet de chambre, dont il avait fait un sénéchal de Beaucaire, et Guillaume Briçonnet, qui de marchand était devenu trésorier-général des finances et évêque de Saint-Malo. Il y avait enfin à la cour de France un certain nombre d'émigrés napolitains, tels que les princes de Salerne et de Bisignano, qui s'efforçaient d'attirer dans leur pays les armes de Charles VIII, pour renverser la dynastie d'Aragon. Le cardinal de la Rovère demandait que Rome fût délivrée de la tyrannie et des scandales d'Alexandre VI. « De tous côtés, dit Comines, les peuples d'Italie commençoient à prendre cœur pour les François, désirant nouvelletés, voulant voir choses qu'ils n'eussent vues de longtemps. »

Le roi se rendit sans peine à des sollicitations qui flattaient ses secrètes pensées. Il conclut avec Ludovic un traité, d'après lequel ce prince fournissait 200,000 ducats, et s'en-

gageait à faire équiper dans le port de Gênes autant de vaisseaux que l'on voudrait, à laisser aux troupes françaises le libre passage à travers la Lombardie, et à entretenir à ses frais pendant toute la guerre cinq cents hommes d'armes; en revanche, Charles VIII promettait de donner à Ludovic la principauté de Tarente et de le défendre contre ses ennemis. Par ce moyen, Ludovic cherchait non-seulement à résister aux attaques du roi de Naples, mais à neutraliser les droits de la maison d'Orléans sur le Milanais.

C'est un triste spectacle qu'offrent, à la veille de l'invasion française, les princes qui règnent en Italie. Le duc de Ferrare, Hercule d'Este, beau-père de Ludovic, appelle les Français; car il espère dans cette occasion reprendre aux Vénitiens la Polésine de Rovigo. Deux Médicis conspirent contre leur cousin Pierre II, et promettent à Charles VIII une forte somme d'argent s'il vient en Italie. Le cardinal de la Rovère, l'évêque Gentile d'Arezzo, le noble florentin Pierre Soderini lui garantissent aussi de prompts secours d'hommes et d'argent. Aussi le roi de France s'écriait : « Allons où nous appellent la gloire de la guerre, la discorde des peuples et l'assistance de nos amis. »

Les guerres d'Italie, qui commencent en 1494, ne se sont terminées qu'en 1559. Elles peuvent se diviser en deux périodes. Dans la première, de 1494 à 1516, la France entreprend une véritable guerre de succession, dans le but

de conquérir tour à tour le royaume de Naples et le Milanais. Dans la seconde, de 1521 à 1559, la question s'agrandit : la maison d'Autriche, dont les domaines ont pris en peu d'années un accroissement prodigieux, menace, par ses idées de monarchie universelle, l'indépendance de toute l'Europe ; François Ier, tout en croyant peut-être ne servir que son ambition ou sa rancune contre Charles-Quint, dirige la résistance des états de l'Occident, et les sauve en se défendant lui-même. Cette lutte a coûté à la France d'immenses sacrifices ; mais on ne pouvait payer trop cher les libertés nationales, et Charles-Quint découragé alla cacher au fond d'un cloître son dépit de n'avoir pas vaincu.

CHAPITRE II.

Expédition de Charles VIII en Italie.

Projets de Charles VIII. — Popularité de l'expédition d'Italie. — Traités avec l'Angleterre, l'Espagne et l'Autriche. — Ambassades envoyées aux États italiens. — 1494. Départ de l'armée française. Imprévoyance et prodigalités du roi. — Terreur des Italiens. — Préparatifs de défense. — Itinéraire de Charles VIII à travers la Lombardie. — Entrée en Toscane. — Négociations avec Pierre II de Médicis. — Ambassade de Savonarole au roi. — Proclamation de la liberté à Pise. — Passage de Charles VIII à Florence. — Traité avec Alexandre VI. — 1495. Occupation du royaume de Naples par les Français. — Leur conduite dans le pays conquis. — Ligue de Venise contre Charles VIII. — Retraite de ce prince. — Bataille de Fornovo. — 1496. Les Français sont chassés du royaume de Naples. — État de l'Italie après l'expédition de Charles VIII.

Dans la pensée de Charles VIII et de ses contemporains, l'expédition française ne devait pas se borner à la conquête

du royaume de Naples. On répandait des prophéties annonçant que Charles conquerrait non-seulement l'empire de Constantin, mais le royaume de David. Un certain Jean Michel avait des visions, où le roi de France délivrait le tombeau du Christ, et réformait l'Église et le christianisme. Au-delà des monts, J.-B. Spagnuoli rappelait dans ses vers la prophétie de Saint-Ange, ce carme du XIIIe siècle, qui avait annoncé la délivrance du monde par l'épée d'un monarque français. Un contemporain de Charles VIII, maître Guilloche, de Bordeaux, traça en détestables vers son itinéraire de Paris à Jérusalem :

Il fera de si grands batailles,
Qu'il subjuguera les Itailles.
Ce fait, d'illec il s'en ira,
Et passera de là les mers ;
Entrera puis dedans la Grèce,
Où, par sa vaillante prouesse,
Sera nommé le roi des Grecs.
En Jérusalem entrera,
Et mont Olivet montera.

Ainsi, Charles VIII voulait conquérir l'Italie, et surtout le royaume de Naples, comme héritier des droits de la maison d'Anjou ; puis passer dans l'empire grec, ainsi qu'avaient fait les Normands du XIe siècle ; s'avancer jusqu'à Constantinople et en chasser les Turcs ; rendre au culte

chrétien la mosquée de Sainte-Sophie; se faire reconnaître empereur; traverser le Bosphore, l'Asie-Mineure et la Syrie, sur les traces des anciens croisés; entrer à Jérusalem, et s'y faire couronner roi, comme l'héritier des maisons de Brienne, de Lusignan et d'Anjou. Il est certain qu'il avait des intelligences dans l'Albanie : l'archevêque de Durazzo promettait aux Français que les descendants de Scanderberg se soulèveraient à leur approche ; on était convenu que le roi irait d'Otrante à Valone, et marcherait de Valone sur Constantinople. Voilà pourquoi les Italiens pensaient que le danger était plus menaçant pour les Turcs que pour eux-mêmes.

L'expédition d'Italie fut véritablement populaire. Il n'y eut que les Parisiens qui firent entendre à Charles VIII le langage de la franchise; ils lui disaient : « Contemplez, sire, au besoin que votre république a de vous; avisez votre âge et peu de santé. Pensez que la fortune peut être contraire. » Le roi répondit sèchement : « Ni la charité du pays, ni la dévotion de service envers votre roi, vous émeut à causer cette harangue devant moi, qui ne demande ou prétends demander aucun conseil de vous en cette affaire*. » Charles VIII donnait un aliment aux idées et aux passions françaises, à cet invincible besoin de mou-

---

* *La Mer des histoires.*

vement, d'action et d'influence européenne. Il ouvrait une carrière à ces nobles qui s'ennuyaient dans leurs châteaux, depuis que la royauté avait diminué leur importance. On était fatigué de la politique froide de Louis XI. Comme l'a remarqué Brantôme, « le Français ne fut jamais, qu'il n'aimât à mener les mains, sinon contre l'étranger, plutôt contre soi-même. Aussi le Bourguignon et le Flamand disent de nous, que, quand le Français dort, le diable le berce. »

Dans son ardeur de saisir l'Italie, Charles VIII abandonna à ses voisins une partie des provinces que son père avait réunies à la couronne. Il espérait assurer ainsi ses derrières, et empêcher que la France ne fût attaquée durant son absence. Par le traité d'Etaples, il reconnut une dette de sa femme Anne de Bretagne envers l'Angleterre, pour 620,000 écus d'or; il en promit 125,000 autres, comme arrérages de la pension que son père s'était engagé à payer autrefois à Édouard IV : les 745,000 écus (environ huit millions) devaient être remboursés en quinze ans, dans la ville de Calais, à raison de 50,000 par année. Enfin, une rente de 25,000 écus était assurée à Henri VII et à ses successeurs.

Pour acheter la neutralité de Ferdinand le Catholique, Charles VIII signa un autre traité à Barcelone : il rendit au roi d'Espagne le Roussillon et la Cerdagne, clefs de

la France du côté des Pyrénées, qui avaient été engagées à Louis XI par Jean II, en échange de 300,000 écus; et il fit complet abandon de cette somme. Toutefois, les droits de la France sur les deux comtés furent réservés pour être examinés par des commissaires; le Roussillon et la Cerdagne devaient retourner à la France, si l'Espagne manquait à ses engagements. Ferdinand ne devait marier ses enfants ni à ceux du roi d'Angleterre, ni à ceux de Maximilien; clause qu'il ne tarda pas à violer.

Un dernier traité, conclu à Senlis avec Maximilien, rendit à ce prince la Franche-Comté, l'Artois et le Charolais, provinces qui faisaient partie de l'héritage de sa première femme Marie de Bourgogne, et sur lesquelles Louis XI avait mis la main.

En même temps, des ambassadeurs étaient envoyés à divers états d'Italie, pour leur demander d'aider la maison de France à recouvrer ses anciens droits. Pierre II était bien décidé à soutenir, au contraire, les Napolitains; mais, afin de ne pas compromettre les marchands qui étaient établis en grand nombre dans le royaume de Charles VIII, il fit une réponse évasive. Comines avait été chargé d'offrir aux Vénitiens, au nom du futur conquérant de Naples, les villes de Brindes et d'Otrante. « Ils me firent, dit-il, les meilleures paroles du monde du roi et de toutes les affaires, car ils ne croyoient point qu'il allât guère loin-

Quant à l'offre que je leur fis, ils me firent dire qu'ils étoient ses amis et ses serviteurs, et qu'ils ne vouloient point qu'il achetât leur amour; aussi le roi ne tenoit pas encore ces places. » Ils ajoutaient « que aide ne lui pourroient-ils faire, à cause de la suspicion des Turcs; et que de conseiller à un si sage roi, et qui avoit si bon conseil, ce seroit trop grande présomption à eux; mais que plutôt lui aideroient que de lui faire ennui. »

Qu'importait, d'ailleurs, à Charles VIII le concours de quelques puissances secondaires? Après avoir remis le gouvernement du royaume à Anne de Beaujeu et à son mari le duc de Bourbon, il s'avança vers le Midi, où se réunissait l'armée française. Cette armée comptait environ trente mille hommes, dont huit mille hallebardiers suisses, six mille arbalétriers, et autant de fantassins gascons portant l'arquebuse; elle était soutenue de cent quarante gros canons et de douze cents pièces de montagne, portées à dos ou tirées par des chevaux. On partait avec l'ardeur et la gaîté de l'imprévoyance. « Toutes choses nécessaires leur défailloient, dit Comines: le roi, qui ne faisoit que saillir du nid, jeune d'âge, faible de corps, et plein de son vouloir, étoit peu accompagné de sages gens, ni de bons chefs, aussi léger d'argent que de sens... Ils n'avoient ni tentes, ni pavillons. Une chose avoient-ils bonne, c'étoit une gaillarde compagnie, pleine de jeunes gentilshommes,

mais en peu d'obéissance. Ainsi, il faut conclure que ce voyage fut conduit de Dieu, tant à l'aller qu'au retourner; car le sens des conducteurs n'y servit de guère. »

Ce n'étaient que fêtes sur la route. « Le gentil roy ne songeoit qu'à donner aux seigneurs et aux dames force beaux plaisirs et passe-temps, et des beaux tournois à la mode de France, qui ont toujours emporté le prix pardessus tous les autres; jeux guerriers où il étoit toujours des mieux tenans et des mieux faisans*. » Lyon lui fit une réception magnifique. On lit dans les Mémoires de Bayard que Charles fut là « parmi les princes et gentilshommes, menant joyeuse vie à faire joûtes et tournois chaque jour, et, au soir, à danser et baller avec les dames du lieu, qui sont volontiers belles et de bonne grâce. » A Grenoble, les rues étaient tendues et parées de tapisseries, « et devant, histoires et beaux mystères parfaitement démontrés, désignant l'excellent honneur et louange du roi et de la reine. » Le voyage du roi fut, suivant une relation contemporaine, « une pompe continuelle, et une fête solennisée avec toutes les réjouissances imaginables. Ce n'étoit partout, comme en pleine paix, que festins, que tables mises par les chemins et par les rues, que concerts de musique, poésies, représentations et mille gentillesses; de sorte

* Brantôme.

qu'on pouvoit dire qu'il alloit à la conquête d'un royaume au son des violons et marchant sur la jonchée et les fleurs. »

Ces prodigalités insensées épuisèrent rapidement toutes les ressources de l'expédition. Il fallut emprunter à gros intérêts (56 p. 100) chez les banquiers italiens, pour pouvoir entrer en Italie : la maison des Sauli, à Gênes, prêta 100,000 ducats; un marchand milanais 50,000. Le roi, *un peu remplumé*, ne savait quelle route tenir. Son grand-écuyer Pierre d'Urfé, dirigeait l'armement de plusieurs galères dans le port de Gênes, et les habitants de cette ville proposaient de venir chercher ses troupes à Marseille, afin de les transporter sur les côtes du royaume de Naples. Mais, de cette manière, on aurait évité le passage périlleux des Alpes, et Charles VIII regarda comme au-dessous de lui de ne pas franchir ces montagnes à l'exemple d'Annibal. Après avoir envoyé Comines à Besançon, avec un corps d'observation pour reconnaître les passages; après avoir détaché en avant, par le Saint-Bernard et le Simplon, Eberard ou Evrard d'Aubigny, de la famille écossaise des Stuarts, il prit le commandement du gros de l'armée, et partit de Vienne le 23 août 1494. Il remonta la Durance jusqu'au mont Genèvre, et descendit ensuite le revers oriental de cette montagne, en longeant le cours de la Doire. L'artillerie et les bagages, envoyés sur le Rhône jusqu'à la mer, furent transportés sur les rives du golfe de la Spezia.

Charles VIII avait à peine atteint les Alpes, que déjà la terreur se répandait en Italie. « Ceux qui faisaient profession de connaître l'avenir par le secours de l'art ou par une inspiration divine assuraient que, depuis plusieurs siècles, nulle partie du monde n'avait vu des révolutions aussi terribles que celles qui allaient effrayer l'Italie. Le récit de plusieurs prodiges arrivés en divers endroits redoublait l'horreur de ces prophéties. On disait que, dans la Pouille, on avait vu, au milieu de la nuit, trois soleils environnés d'épaisses nuées, que sillonnaient les tonnerres et les éclairs; que, du côté d'Arezzo, une multitude de fantômes armés avaient paru dans l'air pendant plusieurs jours sur des chevaux d'une grosseur énorme, au son des tambours et des trompettes; qu'on avait vu suer, en plusieurs lieux, les images et les statues des saints; qu'il était né un grand nombre d'hommes et d'animaux monstrueux; qu'enfin, mille et mille choses s'étaient opérées contre l'ordre de la nature. La terreur de ces prodiges s'accroissait par le souvenir de ce que les historiens rapportaient de la nation gauloise, qui, ayant autrefois couru et ravagé l'Italie, désolé la ville de Rome par le fer et par le feu, et subjugué plusieurs provinces de l'Asie, avait fait sentir le poids de ses armes à presque toutes les parties du monde*. »

* Guichardin.

On s'explique la peur des Italiens par l'effet de ces formidables pièces d'artillerie, instruments *plus diaboliques qu'humains*, que traînait avec elle l'armée française. « Partout où se présentait le canon, dit un poète, chaque édifice se hâtait de faire la révérence. » L'aspect des soldats eux-mêmes n'avait rien de rassurant. « L'armée du petit roy Charles VIII étoit épouvantable à voir. De tous ceux qui se rangeoient sous les enseignes et bandes des capitaines, la plupart étoient gens de sac et de corde; méchants garnements échappés de la justice, et surtout fort marqués de la fleur de lys sur l'épaule; essorillés, et qui cachoient, à dire vrai, cette mutilation de leurs oreilles par longs cheveux hérissés, barbes horribles, autant pour cette raison que pour se rendre effroyables à leurs ennemis; d'ailleurs, habillés à la pendarde, portant chemises longues qui leur duroient plus de trois mois sans changer; montrant poitrine velue, pelue, et, à travers leurs chausses bigarrées et déchiquetées, la chair de leurs cuisses *. »

Le poète Cariteo excita l'Italie à repousser l'étranger; mais ce fut en vain qu'il cria à ses compatriotes : « Nobles esprits, Italie bien aimée, quel vertige vous pousse à jeter le sang latin à d'odieuses nations? » Les états du nord demeurèrent sourds à ses plaintes. Mais Alexandre VI, dé-

* Brantôme.

taché du parti français par le récent mariage de son fils Guifry avec une fille naturelle d'Alphonse II, qui venait de succéder à Ferdinand Ier, essaya d'arrêter l'invasion de Charles VIII. Dans un bref apostolique, il protesta contre la tentative du roi d'établir par les armes son droit au royaume de Naples, alléguant que ses prédécesseurs en avaient accordé l'investiture à la maison d'Aragon. Charles se contenta de répondre que « dès longtemps il avait fait un vœu à Monsieur saint Pierre de Rome, et que nécessairement il devait l'accomplir au péril de sa vie. » Alexandre VI et Alphonse II firent des préparatifs de défense. L'un permit à Ferdinand le Catholique, dont le trésor était vide, de faire prêcher une croisade en Espagne, sous la condition qu'une partie de l'argent serait employée à la guerre contre la France. L'autre envoya une ambassade au sultan Bajazet II, dans le but d'obtenir 6,000 chevaux et autant de fantassins : cette négociation n'eut aucun résultat pour l'Italie, les Turcs s'étant contentés de faire des armements en Albanie, dans le cas où les Français voudraient débarquer à Valone. Du moins, le duc Ferdinand de Calabre, fils d'Alphonse, marcha vers la Romagne avec une partie de l'armée napolitaine ; le prince Frédéric, frère du roi, se mit à la tête des navires réunis dans le port de Livourne, et attendit la flotte française. Les Bentivoglio de Bologne, les petits princes de la Romagne et le duc d'Urbin se ral-

lièrent à la cause de l'indépendance italienne, et Pierre II promit de défendre les passages des Apennins.

La marche de Charles VIII dans le nord de l'Italie ne rencontra aucun obstacle. Au contraire, Blanche, douairière de Savoie, sa proche parente et son alliée, lui ouvrit ses forteresses, et lui fit une pompeuse réception à Turin (5 septembre). « Elle étoit habillée d'un fin drap noir frisé, travaillé à l'antique, bordé de gros saphirs, diamants, rubis et autres pierres fort riches et précieuses. Elle portoit sur son chef un gros tas d'affiquets subrunis de fin or, remplis d'escarboucles, de balais et hyacinthes, avec des houpes dorées, gros fanons et bouquets d'orfévrerie mignardement travaillés. Elle avoit à son col des colliers à grands roquets, garnis de grosses perles orientales, des bracelets de même en ses bras, et autres parures fort rares; et ainsi richement vêtue, elle étoit montée sur une haquenée, laquelle étoit conduite par six laquais de pied, bien accoutrés de fin drap d'or broché. Elle avoit à sa suite une bande de demoiselles ordonnées et équipées de si bonne manière, qu'enfin il n'y avoit rien à redire... Toutes les rues étoient tendues de fin drap d'or et de soie, et d'autres riches parements, et garnies de grands échafauds remplis de mystères, tant de la loi de nature que de la loi écrite, gestes poétiques et histoires du Vieil et du Nouveau Testament; ce qui étoit ainsi continué depuis

l'entrée des faubourgs de ladite ville jusques au château, auquel le roi entra pour y loger en très-grand triomphe, au son de la mélodieuse harmonie des trompettes et des clairons. Il ne faut pas omettre que dans ladite ville furent ce jour faits, en quantité d'endroits, plusieurs repuës franches, où il fut abondamment donné à manger et à boire à tous passans et repassans*. » Les habitants de Turin offrirent à Charles VIII un cheval, qu'il nomma *Savoie*, et qu'il monta constamment dans le cours de cette expédition; il voulut, à l'exemple d'Alexandre, que son chroniqueur en fit mention répétée.

Il trouva le même accueil à Casal, chez la marquise de Montferrat. Celle-ci lui avait dit, par formule de politesse, qu'elle se mettait à sa disposition, elle et tous ses biens. Charles la prit au mot, et lui emprunta, ainsi qu'il avait fait à la duchesse de Savoie, ses diamants et ses pierreries, qu'il mit en gage pour 24,000 ducats.

Le 9 septembre, les Français arrivèrent à Asti. Là, Charles VIII tomba malade; le découragement s'empara de lui, et il se serait peut-être décidé à retourner dans ses états, si le cardinal de la Rovère ne lui eût fait honte de son irrésolution, et si Ludovic le More ne fût venu en toute hâte le charmer par des fêtes et de nouveaux divertisse-

* Journal de Desrey.

ments. On apprit, d'ailleurs, que le duc d'Orléans, qui était allé rejoindre la flotte à Gênes, venait de repousser le prince Frédéric près de Rapallo, et que le corps de troupes commandé par d'Aubigny avait, par sa seule approche, fait reculer Ferdinand de Calabre aux environs d'Imola. Ces nouvelles ranimèrent les espérances du roi, qui se dirigea sur Pavie.

Il voulut voir dans cette ville le jeune Jean-Galéas, qui, épuisé par l'abus des plaisirs, presque dépourvu de sens, languissait atteint d'une maladie que le poison avait peut-être causée. Le duc n'osa faire entendre aucune plainte en présence de Ludovic le More; mais Isabelle se jeta aux pieds de Charles VIII, implorant sa pitié pour son époux expirant, pour son fils au berceau, pour sa famille menacée dans Naples par les armes de la France. Cette scène toucha vivement le monarque; cependant il ne se sentit pas assez de force pour renoncer à son entreprise, et il demeura fidèle à son traité avec Ludovic. L'armée était parvenue à Plaisance, lorsque la nouvelle de la mort de Galéas arriva: Ludovic, quittant aussitôt le camp français, courut à Milan, où il publia les lettres d'investiture que l'empereur Maximilien lui avait envoyées d'avance, et prit le titre et les armes de duc. Les Français, indignés « de cette coutume d'empoisonner, originaire et commune en cette vénéneuse Italie, » demandaient qu'on châtiât Ludovic; le duc d'Or-

léans proposait de s'emparer du Milanais pour son propre compte. Charles VIII résista à toutes les instances, afin de poursuivre sa route vers Naples : Ludovic n'en conserva pas moins un vif ressentiment des menaces dont il avait été l'objet, et de la crainte qu'on lui avait inspirée ; dès ce moment, il songea à se séparer de l'alliance française, et quand on quitta le Milanais, c'était un ennemi.

Charles VIII se dirigea vers la Toscane, en passant par la ville de Parme, et, afin d'effrayer ses ennemis, livra au pillage Fivizzano et Sarzane, deux petites places qui appartenaient aux Florentins. L'impétuosité meurtrière des Français fut *chose nouvelle et de grande épouvante.* « Les pauvres Italiens n'avoient jamais rien vu de pareil. » (Comines). Les passages des Apennins n'étaient occupés ni par les troupes du pape, ni par celles de Pierre II. Alexandre VI, ayant à réprimer une insurrection des Colonna, qui s'étaient emparés d'Ostie, avait été contraint de rappeler ses soldats de la Romagne. Pierre II, que les attaques de Savonarole réduisaient à l'impuissance, et que les intérêts du commerce florentin empêchaient aussi de prendre les armes, crut se tirer d'embarras en négociant avec le roi, et alla le trouver à Pontremoli. Il obéissait à un double sentiment de terreur et d'espérance ; car la lutte eût été trop inégale, et il comptait sur la protection des Français, devenus ses alliés, pour résister au parti populaire de Florence.

Pierre II, rompant ses engagements avec Alphonse II, offrait à Charles le passage et des vivres. Mais, comme on s'était aperçu que sa démarche n'avait rien de spontané, on lui demanda de livrer Sarzanella, Pietra-Santa, Librafatta, Pise et Livourne, et de prêter aux Français 200,000 ducats. Pierre II consentit à tout : « Ceux qui traitèrent avec le duc, dit Comines, m'ont conté, en se raillant et se moquant de lui, qu'ils étoient ébahis comme il leur accorda si grande chose à quoi ils ne s'attendoient pas. » Pierre n'avait pas été autorisé par la république à faire de pareilles concessions ; à son retour, les Florentins le reçurent comme un traître. L'entrée du palais lui fut interdite ; on le poursuivit à coups de pierres dans les rues. Vainement il essaya, en jetant quelques pièces de monnaie, de soulever le peuple en sa faveur. L'insurrection était générale. Les Médicis furent proscrits et leurs biens confisqués ; Pierre II s'enfuit à Bologne, et de là à Venise.

Le nouveau gouvernement de Florence envoya son chef Savonarole en ambassade auprès de Charles VIII, qui venait d'entrer à Pise. Le moine dit au roi : « Venez avec confiance, venez joyeux ; car vous êtes l'envoyé de celui qui triompha, pour le salut de l'humanité, sur l'arbre de la croix. Écoutez-moi, prince : de par la très-sainte Trinité, et de par toute la cour céleste, je vous somme de faire miséricorde, à l'exemple de notre divin Maître, à cette Florence où, mal-

gré de nombreux péchés, Dieu conserve des cœurs fidèles. Le serviteur de Dieu qui vous parle vous exhorte à défendre les veuves, les orphelins, les pauvres, et surtout les épouses du Christ. Rappelez-vous notre Sauveur, qui, sur le gibet, pardonna à ses bourreaux; et Dieu étendra votre royaume, et il vous donnera la victoire. » Charles VIII se contenta de répondre qu'il agirait pour le mieux, et qu'il traiterait les Florentins comme des alliés.

Mais il s'était déjà engagé envers les habitants de Pise. Cette ville, qui subissait la domination de Florence depuis quatre-vingt-sept ans, avait accueilli les Français comme des libérateurs; le roi avait dit qu'il serait heureux de la voir rendue à la liberté, et il n'en fallut pas davantage pour que, après le départ de l'ambassade florentine, le peuple proclamât la république pisane au nom de la France. Les gouverneurs étrangers furent mis à mort; une garnison française occupa la citadelle; le lion de Florence, symbole de la servitude des Pisans, fut précipité dans l'Arno, et l'image du roi libérateur le remplaça.

Charles VIII attentait à la souveraineté de Florence. Aussi les esprits étaient-ils déjà mal disposés en sa faveur, lorsqu'il arriva dans cette ville (17 novembre). Il y entra, comme dans un place conquise, sur un cheval cuirassé, le casque en tête, l'épée à la main, et portant la lance sur la cuisse. D'autres imprudences achevèrent de le compromettre : il

dit aux magistrats de la nouvelle république qu'il n'avait pas encore décidé s'il ferait gouverner leur ville en son nom par les Médicis, ou bien s'il en chargerait quelques officiers français de concert avec eux. Les Florentins indignés se préparèrent à la résistance; des troupes de *condottieri*, appelées de toute la Toscane, furent placées dans les maisons qui étaient comme autant de citadelles. L'armée française pouvait être écrasée dans les rues. Charles VIII se résigna à n'être que l'hôte, et non le maître de Florence. Il paraissait disposé à se contenter d'une somme d'argent; mais ses demandes furent si exorbitantes, que le gonfalonier Pierre Capponi, cédant à son indignation, arracha l'écrit où elles étaient consignées des mains du secrétaire royal, le déchira et le foula aux pieds en présence de Charles, en s'écriant : « Si ce sont là vos conditions, faites sonner la trompette et battre le tambour; nous allons sonner nos cloches et nous préparer au combat. » Cette hardiesse réussit par son excès même; le roi pensa qu'elle ne pouvait provenir que de grandes forces, et on en vint à un arrangement sous des conditions assez douces : Florence était déclarée ville alliée et confédérée, sous la protection perpétuel de la France; elle payait 120,000 ducats comme subside de guerre, et révoquait le décret de confiscation porté contre les Médicis, mais sans leur permettre de revenir; Pise et Livourne devaient rester entre les mains de Charles jusqu'à

la fin de son expédition. Ce traité fut juré le 26 novembre; deux jours après, les Français partirent pour Sienne, où ils entrèrent le 2 décembre, et y mirent garnison.

A la nouvelle de l'occupation de la Toscane par Charles VIII, la terreur avait saisi les populations de la Romagne. Ferdinand de Calabre s'était bientôt replié vers Rome, et le prince Frédéric ramenait sa flotte dans les ports du royaume de Naples. Quand les Français atteignirent les États de l'Église, les seigneurs rivalisèrent d'empressement à se soumettre: les Orsini et les Colonna livrèrent tout le pays jusqu'aux frontières napolitaines; les Sforza de Pesaro, les Bentivoglio de Bologne, les Montefeltro d'Urbin, se séparèrent de l'armée de Ferdinand; la populace de Rome allait criant: *La paix, la paix!* Trois cardinaux du parti français, Sforza, Colonna et la Rovère, exhortaient Charles VIII à convoquer un concile et à déposer Alexandre VI comme simoniaque.

Le pape en fut troublé au point de perdre toute présence d'esprit. Il chercha à négocier avec les Français; puis, rassuré par l'arrivée de Ferdinand, il fit arrêter les envoyés du roi qui étaient venus parlementer avec lui. Il songeait tour à tour à se défendre et à fuir. Au milieu de ces hésitations, Charles VIII parut devant Rome: le 31 décembre, les Napolitains sortirent, sans oser combattre, par la porte de Saint-Sébastien, tandis que les Français entraient par la porte del Popolo. Alexandre VI, sous la menace de l'artillerie bra-

quée contre le château Saint-Ange, se décida à traiter, le 11 janvier 1495. Il remettait au roi les places de Civita-Vecchia, de Spolète et de Terracine, pour les occuper jusqu'après la fin de la guerre ; César Borgia devait l'accompagner durant quatre mois en qualité de cardinal-légat, mais en réalité comme otage de la fidélité de son père ; Briçonnet et Philippe de Luxembourg, évêque du Mans, recevaient le chapeau de cardinal. Enfin, il y avait à Rome un prince turc, dont Charles VIII voulait se servir pour l'expédition qu'il méditait contre Constantinople : c'était Djem ou Zizim, chassé de la Turquie par son frère Bajazet II, réfugié d'abord chez les chevaliers de Rhodes, puis livré à Alexandre VI, qui recevait, disait-on, du sultan des sommes considérables pour ne le point laisser échapper. Charles exigea que Djem lui fût remis.

Charles VIII passa près d'un mois à Rome. La première fois qu'Alexandre VI osa se montrer, il eut à se défendre de l'empressement des soldats ; avides de voir un pape, ils se précipitèrent comme des forcenés dans le palais, et leur adoration brutale lui fit croire qu'il était à sa dernière heure. Le roi protesta solennellement de son respect pour le chef de l'Église ; mais, tout le temps qu'il resta dans la ville, la justice fut administrée par ses officiers, et non par ceux du pape ; et il fit élever une superbe potence comme signe de sa juridiction. Ce fut alors aussi qu'il acheta à

André Paléologue, neveu du dernier empereur d'Orient, ses droits sur Constantinople, moyennant une pension de 4,300 ducats.

L'armée française partit de Rome, le 28 janvier. Elle était divisée en deux corps. L'un, sous Fabrice Colonna et Robert de Lenoncourt, s'avança par le comté de Tagliacozzo, dans l'espoir que les Abruzzes, qui étaient autrefois dévouées à la maison d'Anjou, se mettraient en révolte ouverte. En effet, on trouva partout un accueil empressé ; les habitants d'Aquila firent même frapper une monnaie au coin de Charles VIII. Le condottiere Barthélemy d'Alviano, qui devait s'opposer à cette division des ennemis, dut battre en retraite, parce qu'il avait en face de lui des forces trop supérieures.

Le second corps, dirigé par le roi en personne, marcha vers la Terre de Labour. Les deux forteresses de Monte-Fortino et de Mont-Saint-Jean, aux portes de Palestrina, furent emportées d'assaut. A Velletri, César Borgia disparut furtivement, et l'on eut encore une autre preuve de la duplicité d'Alexandre VI ; on apprit qu'il refusait de livrer Spolète, comme il s'y était engagé. Dans la même ville, un ambassadeur espagnol, Antonio de Fonseca, se présenta devant Charles VIII, et eut avec lui une scène extrêmement vive : il déclara que son maître n'avait adhéré au traité de Barcelone que dans la supposition que le roi de France,

avant toutes choses, se tournerait contre les Turcs, et n'entreprendrait rien contre Naples sans faire décider préalablement sur ses droits par des arbitres ; il déchira le traité, et annonça que Ferdinand le Catholique ne permettrait pas la ruine de la maison d'Aragon. Charles VIII, sans s'effrayer de cette menace, poursuivit son chemin.

Alphonse II n'avait point osé attendre les Français. Le jour même où ceux-ci sortaient de Rome, il avait abdiqué. « Il entra en telle peur, dit Comines, que toutes les nuits ne cessait de crier qu'il voyait les Français, que les arbres et les pierres criaient : France ! » Réfugié à Mazzara, en Sicile, il y mourut après avoir pris l'habit monastique. Ferdinand de Calabre, proclamé sous le nom de Ferdinand II, ne put ramener à lui les Napolitains depuis longtemps aigris par la tyrannie des Aragonais, même en rendant la liberté aux prisonniers d'état retenus par son père. Ses soldats, attaqués près de San-Germano, se débandèrent au premier choc; le passage de Garigliano fut forcé, et les Français s'avancèrent vers Capoue. Ferdinand II, apprenant alors qu'une insurrection venait d'éclater à Naples contre lui, partit pour la comprimer, et laissa le commandement à un émigré milanais, Jean-Jacques Trivulzio. Celui-ci, déjà vendu à Charles VIII, lui ouvrit Capoue (18 février). Ce fut là que mourut Djem : un contemporain, Jean Burchard, protonotaire du Siége apostolique, affirme qu'on avait déjà

donné au malheureux prince un poison lent, quand on le remit entre les mains des Français ; et il reproduit la lettre où Bajazet II promettait à Alexandre VI 300,000 ducats, *s'il aidait son frère Djem à sortir le plus tôt possible des misères de la vie.*

Le roi de Naples n'aurait pu défendre même sa capitale : un parti, d'accord avec la garnison, voulait le livrer aux ennemis. Désespérant de l'avenir, il réunit la noblesse et les bourgeois sur la place publique, pour leur annoncer qu'il abandonnait la couronne et le royaume : tandis qu'une partie du peuple l'écoutait, l'autre pillait ses bagages et volait ses chevaux. Il monta sur un vaisseau avec toute sa famille, et fit voile pour l'île d'Ischia, dont il poignarda le gouverneur qui ne voulait pas le recevoir. Il ne pouvait détacher ses yeux de la côte de Naples, et s'écriait avec le Psalmiste : « Si le Seigneur ne garde pas la ville, c'est en vain que se fatiguent ses défenseurs. »

Aussitôt après le départ de Ferdinand II, des envoyés napolitains se rendirent auprès de Charles VIII à Aversa, et déposèrent les clefs de la ville à ses pieds. Selon l'expression de Guichardin, le roi, « plus heureux que César même, et vainqueur avant d'avoir vu, » fit son entrée dans Naples, le 22 février, au milieu des acclamations de la multitude, qui semait des fleurs sur son passage et l'appelait le libérateur de l'Italie. Il y déploya l'appareil fastueux des empe-

reurs d'Orient, la couronne d'or en tête, le sceptre d'une main, le globe de l'autre. D'Aubigny alla recevoir la soumission de la Calabre; la plupart des forteresses du royaume s'ouvrirent aux Français. Telle était cependant l'imprudence de Charles VIII, qu'il laissa encore quelques places entre les mains des Aragonais, Bari, Brindes, Otrante, Turpia, Amanzia, Gallipoli, Scilla et Reggio. Ferdinand II, paisible à Ischia, offrit de reprendre Naples comme un fief du roi de France; sa demande fut rejetée; mais à son tour il n'accepta pas le duché que Charles proposait de créer pour lui dans quelque coin de ses états.

L'expédition de Charles VIII n'avait pas duré six mois. Alexandre VI disait que les Français étaient venus *avec des éperons de bois et la craie à la main*, parce que les fourriers allaient en avant, marquant les logements avec de la craie, et que les hommes d'armes, pour ne point se fatiguer du poids de leur armure, s'avançaient à cheval, en veste du matin, et les pieds dans des pantoufles auxquelles ils adaptaient une petite broche de bois en guise d'éperons*. Les armes françaises inspiraient un si grand effroi, que les Turcs établis dans l'Albanie et dans l'Epire s'enfuirent à la nouvelle de la prise de Naples, tandis que les Grecs se soulevaient de toutes parts et recouvraient leur liberté.

* Brantôme.

Mais Charles VIII manqua à l'espoir des chrétiens, et l'insurrection fut noyée dans le sang de quarante mille victimes.

Maître du royaume de Naples, Charles VIII mécontenta bientôt toutes les classes de la population. Étranger aux haines des Angevins et des Aragonais, il ne mit entre eux aucune distinction. Au lieu de réintégrer dans leurs biens les seigneurs que Ferdinand Ier avait dépouillés, il rendit une ordonnance qui maintenait les nouveaux acquéreurs dans les possessions confisquées : le comte de Celano avait repris par force l'ancien patrimoine de sa famille; Charles VIII « bailla main forte, dit Comines, pour l'en jeter. » Il voulut transporter à Naples la politique des rois de France, qui consistait à ménager le peuple et à combattre la féodalité : ainsi, il diminua les impôts de plus de 200,000 ducats, et abattit la juridiction des nobles, restée intacte dans le pays. Il froissa l'amour-propre des habitants de plusieurs cités, en refusant de donner audience à ceux qui lui apportaient les clefs en signe de soumission. Tout le royaume fut traité en pays conquis : des Français reçurent le commandement des villes et des forteresses ; le sénéchal de Beaucaire réclama la principauté de Nola ; Briçonnet sollicita les plus riches bénéfices. François d'Alègre fut nommé gouverneur de la Basilicate; Guillaume de Villeneuve eut la ville de Trani ; d'Aubigny devint duc de Squillace et

connétable du royaume de Naples, etc. Enfin, Charles VIII se livra à une vie de plaisirs, dont l'exemple fut contagieux : ses soldats mirent les magasins de Naples au pillage ; bientôt rassasiés d'or, épuisés par les débauches, ils aspirèrent à retourner dans leur patrie pour y faire le récit de leurs prouesses. La facilité de la conquête les avait jetés dans une infatuation funeste. Charles VIII, selon l'expression de Guichardin, n'avait pas été obligé de tendre une seule tente, ni de rompre une seule lance. «Il ne sembloit plus aux nôtres, dit Comines, que les Italiens fussent hommes ; » et quand on leur apprit que, derrière eux, une formidable coalition s'organisait, ils ne voulurent pas d'abord y croire ; ils ne pensaient pas « qu'il y eût en Italie autres gens qu'eux qui portassent armes. »

Les progrès rapides des Français en Italie avaient inspiré aux différents états les appréhensions les plus vives pour l'avenir du pays, et tandis que Charles VIII s'endormait au milieu des fêtes, les inimitiés qu'il avait accumulées sur sa route faisaient explosion. Une coalition s'était formée à Venise ; Ludovic en était l'âme. Le duc de Milan savait que Charles l'accusait de la mort de Jean-Galéas ; qu'il accordait une grande faveur à Trivulzio, son ennemi, et à quelques bannis de Gênes ; que la principauté de Tarente, promise autrefois à ses services, ne lui serait point abandonnée : de plus, le duc d'Orléans n'avait pas accompagné l'armée

française à Naples ; mais, avec la garnison d'Asti, il annonçait l'intention de réaliser ses projets sur Milan. Venise ne pouvait souffrir en Italie d'autre prépondérance que la sienne, et espérait, en entrant dans le complot, obtenir quelques places maritimes du royaume de Naples. Le duc de Ferrare s'excusa de participer lui-même à la ligue ; mais il laissa son fils Alphonse passer au service de Ludovic. Les Florentins, quoique Charles VIII ne leur montrât aucun égard et négociât avec Pierre II, lui restèrent fidèles, d'après l'avis de Savonarole : d'ailleurs, ils craignaient Milan, Venise et le pape, encore plus que les Français. Alexandre VI ne se déclara pas ouvertement ; mais il refusa l'investiture de Naples à Charles VIII, ne pouvant lui pardonner d'avoir soutenu les grands vassaux de l'état romain.

Les confédérés italiens cherchèrent à s'appuyer sur l'Autriche et l'Espagne. Maximilien, animé contre Charles VIII par d'anciennes querelles, se croyait encore lésé dans ses droits impériaux par l'expédition de Naples, et craignait de laisser à la France la suzeraineté de l'Italie. Ferdinand le Catholique redoutait les prétentions de la maison d'Anjou sur la Sicile; il envoya un ambassadeur, Suarez de Mendoza, pour prendre part aux conférences de Venise.

Comines représentait la France auprès de cette république il vit bien venir l'envoyé d'Espagne, ainsi que

l'évêque de Trente, ambassadeur de Maximilien, l'évêque de Côme et le vicomte Francisco Bernardino, fondés de pouvoirs de Ludovic; il soupçonna une intrigue, mais sans pouvoir la pénétrer. La ligue de Venise fut conclue, le 31 mars 1495. Le lendemain, le doge Lorédan manda Comines, afin de lui en donner notification officielle. « Il m'apprit, dit cet historien, qu'au nom de la sainte Trinité, avait conclu ligue avec notre Saint-Père le pape, le roi des Romains, le roi de Castille et le duc de Milan, à trois fins : la première, pour défendre la chrétienté contre le Turc ; la seconde, à la défense de l'Italie ; la tierce, à la préservation de leurs états, et que je le fisse savoir au roi. » Une armée espagnole, commandée par Gonzalve de Cordoue, devait être envoyée en Sicile, afin de rétablir sur le trône de Naples la dynastie aragonaise ; une flotte vénitienne attaquerait en même temps les ports napolitains occupés par les Français; quarante mille hommes, levés par la république, attendraient Charles VIII à la descente de l'Apennin ; Ludovic se chargeait d'assiéger Asti et d'en chasser le duc d'Orléans, tandis que Ferdinand le Catholique entrerait en France par les Pyrénées, et Maximilien par la Champagne. Henri VII avait même promis d'envahir la Picardie. Cette ligue vraiment européenne montre que l'isolement des peuples a cessé ; alors commence la nouvelle politique des temps modernes, dont le principe fondamental est le maintien de l'équilibre

entre les puissances : l'équilibre semble rompu par la France, les autres états comprennent qu'il est de leur intérêt à tous de s'unir pour qu'il soit rétabli.

Charles VIII fut informé de ce qui se passait par son ambassadeur. Il n'eut pas plutôt donné communication de la nouvelle, que les soldats français se mirent à représenter devant lui des pièces de circonstance, tragédies et comédies, où ils tournaient en ridicule les puissances coalisées. Néanmoins, le roi ne voulut pas se laisser couper la retraite, et se disposa à regagner ses états. Un simulacre de gouvernement fut établi à Naples : Gilbert de Bourbon, comte de Montpensier, reçut le titre de vice-roi ; c'était, dit Comines, « un bon chevalier, hardi, mais peu sage ; il ne se levait qu'il ne fût midi. » D'Aubigny devait rester comme gouverneur en Calabre. Étienne de Vesc commanda la ville de Gaëte. De vingt mille hommes qui lui restaient, Charles en laissa onze mille, et partit avec les autres, le 20 mai.

De Naples, il alla droit à Rome, où il entra le 1er juin. Le pape, qui venait de recevoir deux mille cinq cents hommes de troupes alliés, s'enfuit cependant à Orvieto, et de là à Pérouse. Charles fit remettre Terracine et Civita-Vecchia aux officiers pontificaux, mais garda Ostie, et traversa les états romains, sans autre acte d'hostilité que le pillage de Toscanelle, où l'on n'avait pas voulu le rece-

voir. Arrivé à Sienne (13 juin), il y laissa une garnison de trois cents hommes pour complaire à l'un de ses parents, Louis de Luxembourg, comte de Ligny, qui espérait se créer ainsi une principauté. Sur la route de Pise, il rencontra Savonarole, qui lui reprocha sa mauvaise foi envers les Florentins et le menaça de la colère du Ciel. Les Florentins offraient 100,000 écus, trois cents lances et deux mille fantassins, si Pise leur était rendue. Mais les habitants de cette ville firent paraître devant le roi leurs femmes en deuil, tenant leurs enfants par la main; cette scène excita sa pitié, et il rejeta les propositions des Florentins. Quelques hommes furent laissés à Pise, pour la défendre contre Florence, et les chevaliers français, n'ayant pas d'argent à donner aux habitants, se dépouillèrent de leurs riches éperons et de leurs colliers d'or.

Les confédérés, croyant que les Français iraient rejoindre Livourne où mouillait leur flotte, avaient fait occuper les deux passages du Val de Taro et du Mont-Cencruccio. Mais Charles VIII s'esquiva par une issue négligée, le pas de la Biche, qu'une charrette mise en travers, dit Comines, et deux pièces d'artillerie, eussent suffi pour garder. Il arriva à Pontremoli le 29 juin : quelques Suisses ayant été tués par les habitants de cette ville, leurs compagnons se vengèrent par un massacre général, et le feu qu'ils mirent aux maisons dévora en même temps les ma-

gasins de l'armée. Un détachement, sous les ordres du vieux comte de Bresse, Philippe de Savoie, fut envoyé de Pontremoli vers l'état de Gênes, afin d'y exciter une révolte en faveur des Français : mais cette expédition n'eut aucun succès, et la flotte française, qui l'avait secondée, fut battue par celle de Ludovic, dans le golfe de Rapallo.

Au passage de l'Apennin, on rencontra des difficultés inouïes. Les chevaux ne pouvaient plus traîner l'artillerie; les Suisses s'attelèrent aux pièces de canon et les charrièrent jusqu'au-delà des montagnes. Les nobles eux-mêmes portaient les boulets et les poudres. Louis II, sire de la Trémouille, parut, dit-on, *noir comme un Maure*, quand on eut terminé le passage. L'armée lombardo-vénitienne, forte de quarante mille hommes, campait sur les bords du Taro, un peu au-delà de Fornovo ou Fornoue, bourg situé à trois lieues de Parme : elle était sous les ordres du marquis de Mantoue, Jean-François II de Gonzague, du comte de Cajazzo, Robert de San-Severino, et des provéditeurs vénitiens Luca Pisani et Marco Trevisani. Tout le pays était hostile aux Français, au point que ceux-ci, dans la crainte d'être empoisonnés, faisaient manger du pain à leurs chevaux avant d'en goûter eux-mêmes. Charles VIII n'avait plus que huit mille hommes harassés de fatigue; il engagea néanmoins la bataille (6 juillet).

Les détails de l'action prouvent chez les Français une grande ignorance dans l'art de la guerre, ou une rare imprudence. L'avant-garde, dirigée par le maréchal de Gié et Trivulzio, franchit la rivière; elle pouvait être aisément coupée, car le roi ne la suivit qu'à un long intervalle, et, à l'arrière-garde, la cohue des bagages et des valets était effroyable. Aussi, le corps de bataille fut un instant enfoncé; le bâtard de Bourbon fut fait prisonnier à vingt pas du roi, qui manqua de se laisser prendre lui-même. La *furie française* et la bravoure inébranlable des Suisses réparèrent le mal. Les stradiotes, redoutable milice albanaise que Venise avait prise à sa solde, auraient pu mieux soutenir le choc que les Italiens; mais Trivulzio, connaissant leur amour du pillage, se débarrassa d'eux en leur abandonnant quelques bagages, et bientôt la déroute des coalisés fut complète. Il y avait longtemps que la péninsule n'avait vu un pareil massacre : les Italiens, montés sur des chevaux plus faibles que ceux de l'ennemi, et couverts d'armures plus pesantes, étaient aisément renversés, et on ne leur faisait aucun quartier. Leur perte s'éleva à plus de trois mille hommes, tandis que leurs adversaires eurent à peine deux cents morts, presque tous valets de bagages. On raconte que les Français se hâtaient même d'éventrer les prisonniers, dans la pensée qu'ils avaient avalé leur or pour le soustraire à la rapacité de

l'ennemi. Bayard, qui en était à sa première campagne, fit des prodiges de valeur à Fornoue; il eut deux chevaux tués sous lui, et prit un drapeau à l'ennemi : le roi le fit chevalier. Charles VIII avait payé bravement de sa personne ; neuf chevaliers, sachant que les Vénitiens devaient diriger tous leurs efforts de son côté, avaient pris les mêmes vêtements que lui, afin d'attirer sur eux les coups qu'on lui destinait. Il se montra digne de ce dévouement par sa valeur. « Il sembloit, dit Comines, que ce jeune homme fût tout autre que sa nature ne portoit, ni sa taille, ni sa complexion ; car il étoit fort craintif à parler... Mais le cheval le montroit grand; et avoit le visage bon et de bonne couleur, et la parole audacieuse et sage. Et sembloit bien que frère Hiéronyme (Savonarole) m'avoit dit vrai, quand il me dit que Dieu le conduisoit par la main, et qu'il auroit bien affaire au chemin, mais que l'honneur lui en demeureroit. »

La victoire de Fornoue assura la retraite des Français, mais ne rétablit pas leurs affaires en Italie. Le roi continua sa route par Plaisance, sans autre obstacle qu'un corps de stradiotes qu'il tailla en pièces sur les bords de la Trebia, et parvint à Asti, puis à Turin, où de nouvelles fêtes lui firent oublier ses périls. Le duc d'Orléans, qui s'était emparé de Novare, y était bloqué par Ludovic, dont les troupes venaient d'être renforcées par dix mille lansque-

nets allemands, il réclama instamment du secours. Charles VIII se contenta d'envoyer en Suisse le bailli de Dijon, pour y lever cinq mille soldats; il en vint au moins vingt mille, mais la place était déjà évacuée. La noblesse française aspirant à repasser les Alpes, le roi envoya Comines à Casal pour traiter avec Ludovic. La paix fut signée à Verceil, le 10 octobre : Novare était rendue au duc de Milan ; Gênes lui restait aussi, mais comme fief de la France ; le roi pouvait continuer dans cette ville ses armements contre Naples ; il promettait de ne pas seconder les prétentions du duc d'Orléans sur Milan ; Ludovic s'engageait à payer 50,000 ducats à ce duc, donnait quittance au roi de 80,000 ducats qu'il lui avait prêtés, et renonçait à l'alliance de Ferdinand II. Enfin, tous les Milanais qui avaient tenu pour la France étaient amnistiés, et Trivulzio rentrait dans la jouissance de ses biens. Si, dans l'espace de deux mois, Venise n'accédait pas à la paix, Ludovic se joindrait à la France pour lui faire la guerre. Aucun des deux partis ne devait observer fidèlement les conditions.

Ce traité mécontenta les mercenaires suisses, qui avaient compté sur un riche butin : ils se jetèrent sur le camp français, et Charles VIII fut obligé de leur payer trois mois de solde. Il partit précipitamment de Turin, le 22 octobre : le 27, il était à Grenoble.

A peine avait-il quitté le royaume de Naples, que les

Vénitiens et les Espagnols attaquèrent les troupes qu'il y avait laissées. Antonio Grimani, avec vingt-quatre galères vénitiennes, s'empara de Monopoli et de Pulignano. Ferdinand II, aidé de Prosper Colonna et de Gonzalve de Cordoue, vint débarquer en Calabre; mais il fut défait par d'Aubigny, à Seminara (24 juin), et ne se crut en sûreté qu'après avoir repassé le détroit de Messine. Les marchands de Sicile lui ayant fourni soixante vaisseaux, il alla recevoir la soumission de Salerne et d'Amalfi, puis se présenta devant Naples. Les habitants, qui l'avaient délaissé quelques mois auparavant, le reçurent avec enthousiasme (7 juillet); Gilbert de Montpensier défendit jusqu'à la fin de l'année le Château-Neuf et le Château de l'Œuf. Quand le sire de Précy et le prince de Bisignano, vainqueurs à Eboli, arrivèrent avec les soldats des provinces pour le délivrer, il venait de rendre ces deux positions à Ferdinand II. Capoue, Aversa et Otrante suivirent l'exemple de Naples.

En 1496, les généraux reçurent de France un renfort de mille hommes; ce secours insuffisant ne permit pas à Gilbert de tenir la campagne. Au contraire, Ferdinand obtint de Venise une coopération plus active, en lui abandonnant, outre Monopoli et Pulignano, Otrante, Brindes et Trani. Le vice-roi français, bloqué dans la ville d'Atella, dut capituler le 20 juillet; relégué avec ses troupes sur la côte de Pouzzoles, il vit périr de misère et de maladie ses

derniers compagnons, et fut enlevé lui-même par la peste aux environs de Baïa (5 octobre). D'Aubigny, après une résistance héroïque, évacua la Calabre; la convention de Groppoli lui assura le libre retour en France. Sur ces entrefaites, Ferdinand II mourut (7 octobre); ce fut son oncle Frédéric III qui reçut les clefs de Gaëte, de Venosa, de Tarente et de Monte S.-Angelo, les dernières places que les Français occupaient encore dans le royaume de Naples. Il y avait longtemps que le seigneur de Ligny s'était fait chasser de Sienne. Les gouverneurs français des villes retenues aux Florentins en Toscane vendirent leur retraite pour quelques milliers de ducats, en sorte qu'il ne resta pas un pouce de terre à Charles VIII en Italie.

Telle fut l'issue de cette expédition suggérée par la vanité, follement conduite, et qui n'eut d'autre résultat que l'épuisement de l'armée et des finances. Charles VIII n'avait point renoncé au royaume de Naples. « Il avoit toujours à cœur de faire accomplir le retour en Italie, et confessoit bien y avoir fait des fautes largement, et les contoit, et lui sembloit que, si une autre fois il y pouvoit retourner et recouvrer ce qu'il avoit perdu, il pourvoyeroit mieux à la garde du pays qu'il n'avoit fait *. » Mais les embarras de Briçonnet dans les finances et les remontrances

* Comines.

des parlements sur l'épuisement du trésor le contraignirent d'ajourner ses projets. Il se contenta de repousser l'invasion des Espagnols en Languedoc, et les poursuivit jusque dans le Roussillon. Ferdinand le Catholique, Maximilien et Henri VII, étonnés de cette vigoureuse défense qu'ils n'avaient pas prévue, renouvelèrent les anciens traités.

L'Italie ne profita point de l'expérience des dernières années. La retraite des Français la rendit à ses éternelles divisions.

En effet, Alexandre VI se mit à faire la guerre à ses barons révoltés et aux villes libres de l'état romain. Il pardonna aux Colonna, qui avaient de bonne heure abandonné le parti français pour soutenir la maison d'Aragon, mais confisqua les biens des Orsini. Avec l'appui de Gonzalve de Cordoue, il reprit Ostie.

La famille des Fregosi à Gênes essaya de soustraire cette ville au joug de Ludovic, mais sans pouvoir y réussir, quoiqu'elle fût soutenue par un corps de troupes françaises sous les ordres de Trivulzio (1497).

Venise, jalouse de Florence, prit fait et cause contre elle en faveur de Pise, et cette cité parvint ainsi à conserver l'indépendance qu'elle avait reçue de Charles VIII.

Ludovic le More, par défiance envers les Vénitiens, invita Maximilien à venir se faire couronner en Italie. L'empereur, à qui la diète de Worms refusa des subsides, ne

put amener avec lui que quinze cents fantassins et trois cents chevaux. Il aurait voulu pousser jusqu'à Rome, afin de recevoir la couronne des mains du pape. Il fut arrêté en chemin par la résistance des Florentins, qui refusèrent de le prendre pour arbitre de leurs différends avec Pise; après leur avoir pris Livourne, il essaya de les forcer dans leur ville, mais la nouvelle de l'approche d'une flotte française le fit partir en toute hâte, et il regagna l'Allemagne, méprisé des Italiens.

Florence eut aussi ses discordes civiles. Pierre II, qui avait des intelligences dans la ville, essaya par deux fois d'y rentrer; mais les bandes qu'il avait enrôlées dans la Romagne furent repoussées. Cinq citoyens, convaincus de conspiration en sa faveur, furent condamnés à mort, et Savonarole, qui cependant avait rétabli l'appel au peuple, viola la loi en ordonnant l'exécution immédiate de la sentence. Les ennemis du moine saisirent cette occasion pour saper son autorité. Comme il annonçait toujours le retour du roi de France, et que Charles VIII n'arrivait pas, ils commencèrent à le traiter de faux prophète. De plus, Savonarole avait mécontenté une partie de la population par ses réformes; ceux qui voulaient conserver leurs mœurs faciles et leurs habitudes de mollesse, supportaient avec peine ses prédications austères; on lui faisait un crime d'avoir entassé sur la place publique une foule de

livres, de tableaux et de statues, qui lui paraissaient offenser la morale, et d'y avoir mis le feu. Certaines de ses propositions, développées dans la chaire évangélique, furent déférées comme hérétiques à la cour de Rome par le moine Augustin Mariano. Malgré les injonctions d'Alexandre VI, Savonarole continua ses discours religieux et politiques, rejeta l'offre du chapeau de cardinal, brava l'excommunication même, et attaqua avec violence l'autorité et la conduite privée du souverain pontife.

Un événement imprévu amena la fin de cette lutte. Le franciscain François de la Pouille défia Savonarole de prouver par un miracle la vérité de ses prédications, et, afin de le convaincre d'imposture, offrit de subir avec lui l'épreuve du feu. Savonarole n'accepta pas, et son crédit fut ruiné dans l'esprit de la multitude, qui avait accueilli avec joie l'espérance d'un pareil spectacle. Un de ses disciples, Dominique de Pescia, releva le défi. Le 7 avril 1498, un bûcher fut dressé sur la place du palais : au moment fatal, Savonarole exigea que son champion subît l'épreuve en tenant à la main une hostie consacrée; mais le franciscain s'y refusa, craignant que la religion ne fût compromise dans l'esprit des peuples, si l'hostie venait à brûler avec celui qui la portait. La journée se passa en discussions ; une pluie torrentielle éteignit le bûcher, et l'épreuve n'eut pas lieu. Le lendemain, les Florentins, qui

se croyaient dupes d'une comédie, envahirent le couvent de Saint-Marc, et se saisirent de Savonarole. Traduit devant un tribunal, auquel s'adjoignirent deux inquisiteurs envoyés par Alexandre VI, il fut mis sept fois à la torture et condamné à être brûlé vif.

Six semaines auparavant, la mort avait prématurément frappé Charles VIII. Il laissa au duc d'Orléans, qui prit le nom de Louis XII, le soin de poursuivre l'exécution de ses desseins sur l'Italie.

CHAPITRE III.

Guerres de Louis XII dans le Milanais et le Royaume de Naples.

Alliance de Louis XII avec les Borgia. — Traité avec Venise contre Ludovic. — 1499. Première Conquête du Milanais par les Français. — 1500. Deuxième Conquête. — Guerre de Pise. — Succès de César Borgia dans la Romagne. — Traité de Grenade entre Louis XII et Ferdinand le Catholique. — 1501. Conquête et partage du royaume de Naples. — 1502. Rupture entre la France et l'Espagne. — 1503. Traité de Lyon. — Batailles de Cerignola, de Seminara et du Garigliano. — 1504. Ruine des Borgia. — Traités de Blois.

Louis XII, en montant sur le trône, ajouta à son titre de roi de France ceux de roi de Naples et de Jérusalem, et de duc de Milan ; il manifesta ainsi l'intention de soutenir ses prétentions comme descendant de Valentine Visconti et

comme héritier de la maison d'Anjou. Le parlement de Paris proclama en même temps la légitimité de ses droits sur l'Italie.

Plus prudent que son prédécesseur, Louis négociait avant de combattre. Un intérêt grave le poussa d'abord à s'unir avec les Borgia. La veuve de Charles VIII, Anne de Bretagne, s'était retirée dans son duché : elle disait aux dames de sa compagnie, « qu'elle demeureroit plutôt toute sa vie veuve d'un roi, que de se rabaisser à un moindre que lui ; toutefois, qu'elle ne désespéroit tant de son bonheur, qu'elle ne pensât encore être un jour reine de France régnante, comme elle l'avoit été, si elle vouloit *. » Son contrat de mariage portait que, dans le cas où elle survivrait au roi, elle épouserait son successeur. Mais Louis XII était marié à Jeanne, fille de Louis XI ; quoique cette princesse rachetât par ses vertus les défauts physiques de sa personne, il n'éprouvait que de l'éloignement pour elle. Ne voulant pas laisser échapper une province aussi importante que la Bretagne, il demanda et obtint, à force d'intrigues et de séductions, du pape Alexandre VI, l'autorisation de divorcer.

Après avoir consommé son union avec Anne de Bretagne (8 janvier 1499), Louis XII s'entendit avec les Vénitiens

---

* Brantôme.

pour faire la guerre à Ludovic le More. Par le traité de Blois (15 avril), Venise reconnut les droits du roi de France sur le duché de Milan, promit de lui fournir quinze cents chevaux et quatre mille fantassins, outre qu'elle attaquerait le Milanais du côté de l'est, et se réserva, comme prix de son concours, Crémone et la Ghiara d'Adda *. Par le traité de Genève (13 mai), le passage fut assuré aux Français à travers les états du duc Philibert II de Savoie, qui donnait même deux cents lances et six cents cavaliers : le roi, de son côté, s'engagea à solder ces auxiliaires, et à payer au duc et à son frère une pension de 32,000 livres. Les anciens traités avec les Suisses furent renouvelés à Lucerne : Louis XII promit de payer aux ligues suisses une pension perpétuelle de 20,000 livres, plus un secours annuel de 20,000 florins lorsque les Suisses auraient des guerres à soutenir; de leur côté, les cantons devaient fournir tout ce qu'ils pourraient de gens de guerre, à raison de 4 florins et demi de solde mensuelle par tête. Le pacte était offensif et défensif envers et contre tous, le Saint-Siége excepté.

Les circonstances étaient très-favorables à l'ambition de Louis XII : Henri VII était occupé à pacifier l'Irlande, à créer la marine anglaise, à punir quelques aventuriers qui

* On appelle ainsi les terres qui bordent l'Adda.

lui disputaient la couronne ; Ferdinand le Catholique, loin de protéger l'Italie, méditait déjà l'usurpation du royaume de Naples ; l'archiduc Philippe le Beau, fils de Maximilien, et gouverneur des Pays-Bas, ne réclamait, pour prix de sa neutralité, que les villes d'Hesdin, d'Aire et de Béthune ; une guerre contre les Suisses et une révolte de la Gueldre et de la Frise retenaient les soldats de l'empereur ; Florence ne songeait qu'à replacer les Pisans sous le joug, et Frédéric III remédiait aux désastres que la guerre précédente avait causés dans les états napolitains. L'armée française n'avait qu'à se montrer pour conquérir le Milanais. Louis XII assura, du reste, la paix de son royaume, en renouvelant les traités de Senlis, d'Estaples et de Barcelone.

Ludovic ne fut même pas soutenu par son beau-père le duc de Ferrare. Il crut pouvoir se débarrasser des Vénitiens, en suscitant contre eux le sultan Bajazet. Celui-ci se contenta d'enlever à la république les places qui lui restaient sur les mers de la Grèce, et d'envoyer Scander, pacha de Bosnie, commettre quelques dévastations dans le Frioul jusqu'aux rives de la Livenza. Cette alliance du duc de Milan avec les Turcs ne fit qu'augmenter la haine que lui portaient les Italiens.

Les troupes françaises se réunirent à Lyon, sous le commandement du comte de Ligny, de Stuart d'Aubigny et de Trivulzio. A leur approche, Gênes chassa de son territoire

toutes les garnisons milanaises. Le château d'Arazzo, sur les bords du Tanaro, se rendit dès les premiers coups de canon (13 août); la garnison d'Annone fut passée au fil de l'épée après un jour de combat. Des places plus importantes, Valenza, Bassignano, Voghera, Castel-Nuovo, Ponte-Corone, Tortone, ouvrirent leurs portes : un réfugié napolitain, Galéas de San-Severino, qui commandait au nom de Ludovic, laissait tout le pays à découvert, et l'on ne sait s'il faut l'accuser de trahison ou d'incapacité. Le 26 août, les Français entrèrent dans Alexandrie; Pavie fit ensuite sa soumission. Le comte de Cajazzo, opposé aux Vénitiens, ne put les empêcher de s'emparer de toutes les villes entre l'Oglio et l'Adda, de pousser leurs avant-postes jusqu'à Lodi, et d'assiéger Crémone.

Les habitants de Milan refusèrent de se défendre; ils tuèrent même Antoine Landriano, le trésorier de leur duc. Ludovic, ne voyant plus d'espoir, fit partir pour l'Allemagne ses enfants et ses trésors, sous la garde de son frère, le cardinal Ascanio, et se dirigea à son tour vers la Valteline, d'où il se rendit à Inspruck, dans les états de l'empereur. On rapporte qu'en sortant de Milan (2 septembre), il dit aux ambassadeurs vénitiens ces paroles prophétiques : « Vous m'avez amené le roi de France à dîner, je vous prédis qu'il ira souper chez vous. » Bernardino de Corte, à qui il avait remis le soin de garder la citadelle, la livra aux Français,

moyennant une somme d'argent : le mépris dont il fut l'objet le poussa à se donner la mort. Les arbalétriers gascons renversèrent à coups de flèches la statue de Ludovic, chef-d'œuvre de Léonard de Vinci.

La conquête du Milanais n'avait duré que vingt jours. Louis XII fit une entrée triomphale à Milan, le 6 octobre. Il se montra affable et bienveillant à ses nouveaux sujets. Les impôts, qui, sous Ludovic, s'élevaient à 1,700,000 livres, furent réduits à 622,000. Les nobles recouvrèrent plusieurs de leurs domaines confisqués, ainsi que le droit de chasse dont les ducs de Milan les avaient dépouillés. On n'exerça aucune poursuite contre les partisans des Sforza. Les prélats furent affranchis de l'obligation de fournir chacun un bœuf pour la table ducale. Un sénat, composé de deux évêques, de quatre officiers et de onze personnages de robe, nommés à vie, sous la présidence d'un grand-chancelier, reçut la prérogative de suspendre les décrets royaux, à l'imitation des parlements français. Louis XII protégea les gens de lettres et les artistes, augmenta le traitement des professeurs dans les écoles, et arma chevaliers plusieurs capitaines distingués.

Pendant son séjour à Milan, Louis XII reçut les ambassadeurs de presque tous les états d'Italie. Il conclut une alliance avec les Florentins, qui lui promirent leurs secours contre Naples, aussitôt qu'ils seraient rentrés en possession

de Pise. Ferrare, Bologne, Mantoue, le Montferrat, s'unirent avec la France. Le roi donna à César Borgia trois cents lances et quatre mille Suisses, sous les ordres d'Yves d'Alègre, pour reconquérir la Romagne. Il nomma Philippe de Ravenstein, de la maison de Clèves, gouverneur de Gênes, et choisit Trivulzio pour administrer Milan, espérant que les Milanais obéiraient avec moins de répugnance à un compatriote qu'à un étranger. La domination française en Italie lui paraissait solidement assise, il retourna dans son royaume.

Le Milanais fut perdu aussi rapidement qu'il avait été conquis. Trivulzio donna à son gouvernement le caractère d'un régime de faction, et se laissa entraîner aux rancunes de l'exil. Attaché de cœur et de famille au parti guelfe ou démocratique, il se rendit odieux à la noblesse par son implacable sévérité; il laissa des bandes françaises mettre à sac les propriétés des Gibelins. La bourgeoisie ne fut pas plus ménagée : un jour, Trivulzio tua, de sa main, sur la place du marché, quelques bouchers qui refusaient de payer la gabelle. Enfin, les Milanais étaient désenchantés de Louis XII, qu'ils avaient cru assez riche pour abolir tous les impôts; ils le blâmaient d'avoir accordé du secours à César Borgia pour faire une guerre injuste aux seigneurs Romagnols, et d'avoir contraint le fils de Jean-Galéas à prendre l'habit monastique.

On avertit Ludovic du revirement qui s'opérait dans les esprits. Il enrôla aussitôt cinq cents hommes d'armes bourguignons et francs-comtois, et huit mille fantassins suisses, malgré le directoire fédéral, et promit une pièce d'or par tête de Français qu'on lui présenterait. A son approche, la ville de Côme se souleva. La population se prononça partout avec tant d'unanimité, que Trivulzio, abandonnant Milan, Pavie et Parme, se replia vers Novare, où il attendit les secours du roi. Ludovic rentra dans sa capitale, le 5 février 1500, et ce peuple, qui l'avait chassé naguère, témoigna la plus vive allégresse. Les Vénitiens tinrent bon dans Lodi et Plaisance; ce fut en vain que Ludovic chercha à se reconcilier avec eux et avec Florence : il n'y eut que quelques petits princes, rentrés dans leurs fiefs confisqués par les Français, qui se joignirent à lui.

A la nouvelle des événements de la Lombardie, Louis XII avait envoyé le bailli de Dijon et le cardinal d'Amboise en Suisse, pour y lever des troupes. Dix mille mercenaires se rendirent à Asti, où La Trémouille s'était déjà posté avec quinze cents lances et six mille fantassins français. Cette armée marcha jusqu'à Novare, que Ludovic venait d'enlever à Yves d'Alègre. Les Suisses formaient, des deux côtés, la plus grande partie de l'infanterie : mais ceux du duc de Milan étaient des aventuriers, engagés individuellement, tandis que ceux de La Trémouille avaient pris les armes avec

l'assentiment du directoire fédéral, et marchaient sous la bannière de leurs cantons. Il arriva de Suisse un ordre qui rappelait les mercenaires des deux armées, ou leur enjoignait de servir le même parti, pour éviter qu'ils se rencontrassent les armes à la main. Dès lors, la cause de Ludovic fut perdue : ses Suisses refusèrent de combattre contre les drapeaux de leur république, et les soldats lombards et albanais, effrayés de rester seuls en face de l'ennemi, ne tardèrent pas à se disperser. Des rapports s'établirent entre les deux camps : il fut convenu que les Suisses de Ludovic retourneraient librement dans leur pays avec tout leur bagage, ainsi que les guerriers bourguignons et francs-comtois. Les officiers français demandaient que le duc de Milan leur fût livré ; mais les Suisses répondirent « que jà par eux ne seroit remis ; mais que si entre eux se pouvoit trouver, sans empêchement se pourroit prendre ; dont fut appointé que, le lendemain matin, ils passeroient désarmés, deux à deux, entre l'armée de France, afin que si ledit seigneur Ludovic, en état dissimulé entre eux se cuidoit sauver, tout à clair pût être avisé *. » Ludovic, déguisé en cordelier, espérait passer parmi les aumôniers de régiment ; mais un soldat du canton d'Uri le désigna au bailli de Dijon, pour la somme de 200 écus (10 avril). On l'envoya au château de

* Jean d'Auton.

Loches, où il vécut jusqu'en 1510 : quelques auteurs prétendent qu'il était enfermé dans une cage de fer ; d'autres, que c'était seulement une chambre ténébreuse où il dut rester sans livres, sans papier, ni encre. On voit encore à Loches quelques vers, que sa main avait, dit-on, tracés, et dans lesquels il déplorait la ruine de sa puissance et sa longue captivité. Son frère, le cardinal Ascanio, saisi par les Vénitiens aux environs de Plaisance, fut livré aux Français, qui l'enfermèrent dans la tour de Bourges. Ce fut pendant la conquête du duché de Milan que Bayard conçut l'audacieux projet d'enlever avec cinquante hommes d'armes Binasco, défendu par trois cents cavaliers. Il attaqua cette troupe devant les portes de la ville et la dispersa ; mais, emporté par son ardeur, il entra avec les fuyards dans Binasco et fut fait prisonnier. Les ennemis, émerveillés de sa jeunesse et de son courage, lui rendirent la liberté.

Les Suisses, auxquels Louis XII devait ses succès, élevèrent des prétentions exorbitantes. Le roi ayant refusé de les satisfaire, ils s'emparèrent, en retournant dans leur pays, de la ville de Bellinzona, l'une des clefs du Milanais. Le seigneur de Chaumont, Charles d'Amboise, neveu du cardinal chargé de gouverner Milan, fit oublier, par sa douceur et son équité, les violences de Trivulzio. Toutefois, quelques états d'Italie, Lucques, Bologne, Sienne, Mantoue, coupables d'avoir secondé Ludovic le More, ou

accusés de s'être réjouis de ses succès, furent frappés d'énormes contributions.

Louis XII avait promis à Florence de l'aider à soumettre Pise. Une armée de six cents lances et de sept mille fantassins, sous la conduite de Hugues de Beaumont, fut envoyée en effet contre cette ville. Les Pisans, qui devaient leur liberté à Charles VIII, sortirent de leur ville en criant : *Vive la France!* et apportèrent des vivres au camp. Deux officiers français furent conduits à l'Hôtel-de-Ville, où on leur montra le portrait du feu roi, entouré de tous les signes d'honneur que l'on décerne aux triomphateurs. Comme ils déclarèrent qu'ils avaient été chargés de les combattre, les Pisans leur dirent : « que, à l'aide de Dieu et de Notre-Dame, jusqu'à la mort contre les Florentins défendroient leur franchise. Toutefois avertirent les François que les eaux des puits et des fontaines d'autour Pise étoient toutes empoisonnées et corrompues, et qu'ils se gardassent d'en boire, mais sûrement bussent de l'eau du fleuve. Et aussi requirent aux François qu'il leur plût ne se trouver contre eux à l'assaut, mais à eux, et aux Allemands et Florentins, laissassent la mêlée *. » Le sentiment du devoir et la discipline l'emportèrent cependant sur les affections du cœur, et Beaumont ordonna un assaut (24 juin) ; les Pisans le repoussèrent au

* Jean d'Auton.

cri de *Pise et France!* « Sur le soir, saillirent de Pise aux torches et aux falots les femmes de la ville, faisant la recherche, par les haies et buissons, pour trouver les malades et blessés. Et tous ceux qu'elles purent voir et rencontrer, aimablement les prirent par les mains, et doucement les levèrent, puis par sous les bras les emmenèrent peu à peu jusques à la ville, et dedans leurs hôtels les logèrent, où furent tant traités à souhait et soigneusement pansés, que oncques ne furent mieux venus. » Les assiégeants, touchés du dévouement de Pise à la France, forcèrent leurs chefs de lever le siége : ils disaient avoir vu rebondir les boulets de leurs canons sur les murs de la ville consacrée à la Vierge. Le mauvais succès de cette expédition irrita Louis XII contre les Florentins, que l'on accusait d'avoir causé les revers éprouvés par les armes françaises. Ce fut pour apaiser ce ressentiment, et pour obtenir de nouveaux secours, qu'ils députèrent en France Machiavel. Celui-ci conclut un nouveau traité par lequel le roi garantissait à la république ses possessions actuelles, mais sans lui promettre son assistance pour recouvrer la souveraineté de Pise.

Les soldats de Beaumont furent envoyés dans la Romagne, au service de César Borgia. La situation des États de l'Église était déplorable. Les Orsini sur la rive droite du Tibre, les Colonna sur la rive gauche, se faisaient une guerre acharnée, détruisant les moissons, arrachant les

vignes, brûlant les oliviers : la campagne de Rome se changeait en désert. C'était encore pis dans la Romagne. Quelques villes, comme Ancône, Assise, Spolète, Terni, Narni, se gouvernaient en république. Des familles nobles avaient établi leur tyrannie dans les autres : c'étaient les maisons de Varano et de Fogliano dans la Marche, les Vitelli à Civita-di-Castello, une branche des Sforza à Pesaro, les Malatesti à Rimini, les Baglioni à Pérouse, les Manfredi à Faënza, les Riario à Imola et à Forli, etc. Les vicaires pontificaux eux-mêmes s'étaient transformés en princes indépendants. Poussés par de petites animosités, ne reconnaissant plus ni Dieu ni loi, les seigneurs romagnols avaient recours les uns contre les autres aux perfidies, aux coups de stylet, aux empoisonnements ; ils organisaient des bandes d'assassins sur leurs terres. Les faits atroces que l'histoire a conservés sont à peine croyables. Un gentilhomme de l'Ombrie écrasa contre une muraille la tête des enfants de son ennemi, égorgea sa femme enceinte, et cloua contre sa porte un autre enfant, comme trophée de sa vengeance. Le seigneur de Fermo, Jean Fogliano, fut égorgé dans un festin, avec les principaux citoyens de la ville, par son neveu Oliverotto, qu'il avait comblé de bienfaits.

César Borgia avait fondé, sur la haine qu'inspiraient les seigneurs, son plan de se former une grande principauté dans la Romagne, et Louis XII avait acheté son union avec

la cour pontificale par la promesse de soutenir l'exécution de ce plan. Le fils du pape, dont la devise était *César ou rien*, a formé de nombreux disciples en politique : il a fait une science du crime, il en a tenu école et donné leçon. Lorsqu'il avait besoin d'argent, il envoyait commettre un meurtre ; et personne n'osait demander justice, dans la crainte d'être aussi victime de ses coups. Il fit jeter dans le Tibre son propre frère le duc de Gandia ; il étrangla un de ses beaux-frères, qu'il n'avait pu empoisonner ; il égorgea, sous le manteau même d'Alexandre VI, Perotto, le favori du pontife. Il avait coutume de dire : « Ce qui ne se fait pas à midi se fait le soir. » Pour atteindre son but, il ne regardait pas aux moyens, persuadé que le succès justifie tout. Dans sa lutte contre les seigneurs de la Romagne, César Borgia se fit un appui de la faveur du peuple, répétant que « celui qui veut dompter les grands doit faire beaucoup. » Il ne recula ni devant la perfidie, ni devant la cruauté ; il sema l'inimitié entre les seigneurs, afin de les écraser les uns par les autres. Avec l'aide des Français, il s'empara d'Imola et de Forli en 1499, de Pesaro et de Rimini en 1500, de Faënza en 1501. Le jeune souverain de Faënza, Astorre de Manfredi, qui s'était rendu à condition de garder sa liberté et ses revenus héréditaires, fut envoyé à Rome, et étranglé avec son frère Ottaviano. César « mena si bien et si beau tous ces tyranneaux, qu'il les réduisit au

petit pied. » Alexandre VI, ayant alors distribué douze chapeaux de cardinaux à ses créatures, obtint la majorité des voix dans le sacré collége, et fit détacher des États de l'Église toute la Romagne, dont on fit un duché pour son fils.

Du reste, César Borgia a bien mérité du pays, en lui rendant la sécurité. Il délivra la Romagne d'une féodalité oppressive, la purgea de tous les malfaiteurs, qui furent frappés de mort ou d'exil, fit respecter partout les personnes et les propriétés, et maintint le bon ordre par une police sévère. Cruel dans l'accomplissement même du bien, et voulant s'épargner l'odieux des exécutions qu'il avait ordonnées, il envoya à l'échafaud le ministre Ramiro d'Orco, instrument de sa justice ou de ses vengeances.

Louis XII était maître de la Lombardie; il n'était pas demeuré étranger aux événements de la Romagne. Il lui restait à porter ses armes dans le royaume de Naples, où les Français avaient une tache à effacer. Frédéric III, qui s'attendait, en effet, à être attaqué, offrit, pour avoir la paix, un tribut, l'hommage féodal et ses principales forteresses. Louis commit l'inconcevable faute de rejeter cette proposition, qui lui donnait tous les avantages de la victoire; et, supposant que la principale cause de l'insuccès de Charles VIII avait été le mauvais vouloir et la jalousie de Ferdinand le Catholique, il résolut de s'en faire un ami, en

l'associant au partage des états napolitains. Un traité d'alliance fut conclu à Grenade, le 11 novembre 1500 : le roi d'Espagne devait avoir la Pouille et la Calabre, avec le titre de duc ; Louis XII, la ville de Naples, la Terre de Labour, le port de Gaëte, les Abruzzes, et le titre de roi de Naples et de Jérusalem. On stipula en outre que Ferdinand percevrait les 200,000 ducats payés d'ordinaire pour les moutons qui passaient l'été dans les montagnes des Abruzzes, et l'hiver dans les plaines de la Pouille ; qu'il en partagerait le produit avec le roi de France ; que celui-ci renoncerait encore à toutes ses prétentions sur le Roussillon et la Cerdagne. Les deux princes devaient obtenir du pape Alexandre VI l'investiture de leurs nouvelles provinces.

Ce traité fut tenu secret, et l'exécution en avait été combinée avec une rare perfidie. En effet, Louis XII devait attaquer Naples ouvertement : on supposait que Frédéric III appellerait à son aide les Espagnols, ses alliés naturels ; et Gonzalve de Cordoue, envoyé en Sicile avec des forces considérables sous le prétexte d'aider les Vénitiens engagés alors dans une guerre contre les Turcs en Morée, prendrait, comme ami, possession des places napolitaines, pour y introduire ensuite les Français.

Une armée de seize mille hommes, sous les ordres de d'Aubigny, se réunit à Parme ; on y voyait des chefs illustres, La Trémouille, Louis d'Ars, Bayard, Yves d'Al-

légre, Gaspard de Coligny, et Jacques de Chabannes, seigneur de La Palice, que la chanson a immortalisé par le ridicule, au grand scandale de l'histoire. Philippe de Ravenstein prépara dans les ports de Gênes et de Toulon une flotte portant six mille cinq cents hommes de débarquement. L'expédition partit le 1er juin 1501, par la route de Pontremoli et de Pise, rallia en chemin César Borgia, traversa toute la Toscane, dont le libre passage avait été accordé d'avance par le gonfalonier de Florence, Pierre Soderini, et arriva devant Rome le 25. Ce jour-là, Alexandre VI communiqua au collége des cardinaux une bulle qui dépouillait Frédéric de ses états, et les partageait entre la France et l'Espagne. Gonzalve de Cordoue, déjà appelé dans le royaume de Naples, soutint que ce partage était une calomnie infâme, et n'avoua le traité de Grenade qu'à l'arrivée de d'Aubigny sur les bords du Vulturne. Frédéric, privé de ses places fortes par cette trahison, essaya néanmoins de défendre celles qui lui restaient : il confia Capoue à Fabrice Colonna, Naples à Prosper Colonna, et s'enferma lui-même dans Aversa. Le 25 juillet, Capoue fut prise après quelques jours de résistance : les Français y pénétrèrent pendant qu'on discutait les conditions de la capitulation, tuèrent sept mille habitants, et mirent en pièces toute la garnison ; Prosper Colonna fut fait prisonnier. Frédéric évacua bientôt Aversa, puis Naples, où d'Aubigny

entra le 19 août, et s'enfuit dans l'île d'Ischia. Six jours après, bloqué par Philippe de Ravenstein, il se remit à la générosité des Français. Il reçut de Louis XII le titre de duc d'Anjou, une pension de 30,000 ducats, et alla vivre en Touraine, libre de ses actions, mais surveillé ; il y vécut jusqu'en 1504. On doit dire, à la gloire des lettres, que le poète Sannazar, seul ami qui lui était resté fidèle, avait vendu ses biens pour lui adoucir les rigueurs de l'exil, et l'avait suivi en France, où il lui ferma les yeux. Le second fils de Frédéric, Alphonse, qui l'avait accompagné, mourut en 1515 à Grenoble. L'aîné, Ferdinand, pressé dans Tarente par les Espagnols, se rendit sous la condition expresse de conserver sa liberté : Gonzalve de Cordoue, qui le lui avait juré sur l'hostie, l'envoya cependant en Espagne, où on le retint prisonnier jusqu'à sa mort.

Le royaume de Naples fut partagé conformément au traité de Grenade. Mais cette odieuse conquête n'engendra que la discorde. En effet, Ferdinand le Catholique s'était ménagé des prétextes pour rompre avec les Français et les chasser de leurs provinces : par oubli ou à dessein, on n'avait point parlé de la Basilicate et de la Capitanate dans les conditions du partage. Louis d'Armagnac, duc de Nemours, qui avait été nommé vice-roi des possessions françaises, réclama les deux principautés comme appartenant aux Abruzzes ; Gonzalve de Cordoue prétendait qu'elles se rattachaient à la

Pouille. Après bien des plaintes et des discussions de part et d'autre, les hostilités éclatèrent en juin 1502.

Les Français, bien que décimés par les maladies, avaient l'avantage du nombre. Mais la dissension régnait parmi eux: une partie de l'armée n'avait pas vu sans regret et sans murmures la disgrâce de d'Aubigny, que le roi avait privé du commandement en chef au profit du duc de Nemours. Gonzalve avait attiré à lui les Colonna ; mais les princes de Salerne et de Bisignano avaient entraîné beaucoup de Napolitains dans le parti français. Louis XII, qui attribuait la rupture à un malentendu, ordonna à ses troupes de rester sur la défensive ; les Espagnols, de leur côté, désiraient attendre des renforts. Durant quelques mois, la guerre ne consista qu'en défis, tournois, apertises d'armes, qui rappellent les combats de l'ancienne chevalerie. Ainsi Bayard tua en combat singulier un cousin du roi d'Espagne, le capitaine Alonzo de Sotomayor. On cite encore une lutte de onze Français contre onze Espagnols, une autre de treize Français contre treize Italiens. De son côté, d'Aubigny vengea noblement ses injures en conquérant pied à pied la Calabre ; il amena à capituler la place de Canosa, que défendaient Peralta et Pedro de Navarre, deux des meilleurs capitaines espagnols ; Gaspard de Coligny surprit Cérignola ; La Palice, gouverneur de Ruvo, provoqua Gonzalve de Cordoue, qui jugea prudent de ne pas répondre à son défi.

C'est ce qui fit dire à l'espagnol Mendoce : « Heureux La Palice ! que Ferdinand avec toute sa puissance, que Gonzalve avec toute son habileté, me paraissent petits auprès de toi ! » Enfin le duc de Nemours resserra Gonzalve de Cordoue dans Barletta.

L'année 1503 commença favorablement pour les Français. Hugues de Cardonne, ayant débarqué en Calabre avec des troupes de Sicile, fut battu à Terra-Nova par d'Aubigny. Les Espagnols allaient être complètement expulsés, lorsque Louis XII se laissa endormir par de feintes négociations. Le gendre de Ferdinand le Catholique, Philippe le Beau, traversait alors la France pour se rendre dans son gouvernement des Pays-Bas : complice ou instrument de trahison, il ouvrit des conférences pour la paix dans la ville de Lyon. Un traité, conclu le 5 avril, décida que Charles, fils de Philippe le Beau, épouserait Claude de France, fille de Louis XII ; les fiancés, encore en bas âge, recevraient tout le royaume de Naples à l'époque de leur mariage ; si l'union n'était pas consommée, Ferdinand et Louis XII rentreraient dans leurs droits. En attendant, le traité de Grenade était confirmé, et Philippe le Beau devait administrer les provinces contestées.

Louis XII, victime de la duplicité de son rival, suspendit ses armements ; mais Gonzalve de Cordoue protesta que son maître ne lui avait donné aucun ordre, et poussa la

guerre avec une nouvelle activité. Quand on en reçut la nouvelle en France, Philippe le Beau, qui était encore à Lyon, craignit d'être retenu comme otage ; le roi s'empressa de le rassurer : « J'aime mieux perdre, s'il le faut, lui dit-il, une couronne que je puis recouvrer, que l'honneur, dont la perte est irréparable. » Ferdinand le Catholique, en refusant de ratifier le traité de Lyon, prouva qu'il n'avait voulu que gagner du temps, et comme Louis XII se plaignait d'avoir été déjà trompé deux fois par lui, il s'écria avec impudence : « Il en a menti, l'ivrogne ; je l'ai trompé plus de dix. »

Le résultat de la guerre était facile à prévoir. De nouvelles troupes espagnoles, amenées par Fernando d'Andrades, rallièrent celles de Hugues de Cardonne, battirent d'Aubigny près de Seminara (21 avril), et reprirent toute la Calabre. Le duc de Nemours, ayant voulu châtier les habitants de Castellaneta de leur défection aux Espagnols, laissa Gonzalve de Cordoue sortir de Barletta et prendre La Palice dans Ruvo. La Palice fut conduit sous les murs de la citadelle qui tenait encore ; on lui avait annoncé que, s'il n'engageait son lieutenant Cormon à se rendre, il serait immédiatement pendu. Il engagea au contraire les soldats à bien se défendre, et dit à l'officier : « Regardez-moi comme un homme mort, et faites votre devoir. » Gonzalve se respecta assez pour ne pas exécuter ses menaces. Lorsqu'il

revint à Barletta, il avait reçu un renfort de deux mille cinq cents hommes. Une bataille s'engagea à Cérignola (28 avril); Nemours y périt avec près de quatre mille hommes. Fabrice Colonna soumit aux Espagnols Aquila et les Abruzzes; Prosper Colonna, qui s'était racheté, prit Capoue et Suessa; les villes de la Pouille et de la Capitanate s'empressèrent, par une prompte reddition, de gagner la faveur du vainqueur. D'Aubigny, enfermé dans la petite forteresse d'Angitula, se rendit aussi, et acheta de sa propre captivité le libre départ pour ses compagnons d'armes. Enfin, Gonzalve de Cordoue fut reçu à Aversa et à Naples par les habitants; le Château-Neuf ne put tenir que jusqu'au 11 juin, et celui de l'Œuf se rendit au commencement de juillet: l'honneur d'avoir pris ces deux forteresses appartient à Pedro de Navarre, qui introduisit le premier l'usage des mines dans les siéges. Il ne resta aux Français que Gaëte et Venouse, où Yves d'Alègre et Louis d'Ars avaient recueilli quelques débris de l'armée.

Louis XII ne se laissa pas abattre par les revers. Deux escadres partirent de Marseille, afin de porter des secours dans le midi de l'Italie; battues et fracassées par des tempêtes, elles rentrèrent au port. Deux corps d'armée firent une diversion, l'un du côté de Fontarabie, sous les ordres du sire d'Albret et du maréchal de Gié, l'autre dans le Roussillon avec le maréchal de Rieux: les Espagnols les re-

poussèrent également. Un effort plus grand fut tenté au-delà des Alpes ; vingt mille hommes passèrent en Italie. La Trémouille devait les commander, mais il tomba malade : son successeur, le marquis de Mantoue, qui s'était mis au service de la France après avoir été l'adversaire de Charles VIII, fut impopulaire parmi les soldats, et se laissa battre partout où il fit rencontre des Espagnols. Il résigna son autorité entre les mains du marquis de Saluces, vice-roi de Naples, que Gonzalve de Cordoue, retranché sur les bords du Garigliano, laissa se morfondre dans les marais par des pluies effroyables. Il se livrait chaque jour quelques escarmouches entre les chevaliers des deux partis. Ce fut alors que Bayard, avec un héroïsme qui rappelle celui d'Horatius Coclès, défendit seul, contre trois cents Espagnols, un pont jeté sur la rivière, et sauva l'armée française en retardant la marche de l'ennemi : depuis cette époque, il prit un porc-épic pour emblème. Enfin, le 27 décembre, Gonzalve attaqua ses ennemis épuisés, les mit en pleine déroute, et s'empara de leur artillerie et de leurs équipages. Pierre de Médicis, qui servait dans les troupes françaises, se noya à cette bataille du Garigliano.

La garnison de Gaëte se rendit, le 1er janvier 1504, après avoir obtenu la liberté de se retirer et la délivrance de d'Aubigny et de La Palice. Louis d'Ars défendit encore Venouse pendant quelques jours ; enfin, il s'ouvrit un passage au

milieu des ennemis, fit à travers l'Italie une brillante retraite, et ramena ses hommes d'armes en France. Tout le royaume de Naples fut une seconde fois perdu. Louis XII alla au-devant des braves soldats de Louis d'Ars, et leur fit rendre partout les plus grands honneurs ; il interdit à tous les autres la terre de France jusqu'à ce qu'ils eussent recouvré l'honneur ; il fit pendre ou envoyer aux galères les trésoriers de l'armée qui l'avaient laissée mourir de faim. Le marquis de Saluces était mort, pendant la retraite, de fatigue et de chagrin. La seule compagne de 1503 avait coûté, outre la solde ordinaire des troupes, plus de 3,000,000, dont 1,200,000 livres volés par les trésoriers et fournisseurs.

Un autre désastre vint frapper Louis XII : ce fut la ruine des Borgia ses alliés. César, non content de la Romagne, s'était emparé de l'île d'Elbe et de Piombino en 1501, du duché d'Urbin en 1502, de Civita-di-Castello et de Pérouse en 1503, et avait attiré à Sinigaglia les derniers seigneurs qui lui avaient résisté, et qui payèrent de leur sang la sottise de s'être livrés à sa foi. Souvent les Italiens se plaignirent à Louis XII de l'ambition de son allié : mais ce prince fut sourd à toutes les plaintes ; l'importance qu'il attachait à l'amitié du pape fit taire ses scrupules, ou bien il céda aux conseils de Georges d'Amboise, à qui César avait fait espérer la tiare pontificale.

Aussitôt après la mort d'Alexandre VI*, les Orsini et les Colonna rentrèrent dans Rome ; tous les barons, naguère dépouillés de leurs domaines, les ressaisirent. Louis XII aurait voulu faire donner la tiare à Georges d'Amboise ; mais le conclave élut le cardinal François Piccolomini, sous le nom de Pie III ; ce vieillard étant mort vingt-cinq jours après, les voix se portèrent sur le cardinal de la Rovère, qui s'appela Jules II. Le nouveau pape, ennemi déclaré des Borgia, fit arrêter César, et ne le relâcha qu'après lui avoir fait signer l'ordre de rendre aux troupes pontificales les forteresses de la Romagne. César, poursuivi de tous côtés et réduit aux abois, se remit entre les mains de Gonzalve de Cordoue, qui avait promis de respecter sa liberté : il croyait que *la parole des autres vaudrait mieux que la sienne.* Mais le général espagnol, qui avait pour maxime que *la toile d'honneur devait être d'un tissu lâche*, l'embarqua pour l'Espagne (26 mai 1504). On le retint pendant trois ans dans la forteresse de Medina del Campo ; il s'en échappa, s'enfuit auprès du roi de Navarre, Jean d'Albret, son beau-frère, et périt en combattant pour lui contre des vassaux rebelles.

* Qu'une tradition fort répandue, mais non appuyée sur des preuves authentiques, fait mourir des suites d'un poison qu'il prit par erreur, et que, de concert avec son fils César, il avait préparé pour un autre.

Les puissances qui s'étaient disputé l'Italie signèrent la paix à Blois, le 22 septembre. Il y eut trois traités distincts. Par le premier, Louis XII obtenait de Maximilien l'investiture du Milanais pour lui et ses héritiers mâles, et même pour Claude sa fille, sous la réserve d'un paiement de 120,000 florins, et moyennant l'hommage annuel et un tribut d'une paire d'éperons d'or. Par le second, Claude de France était de nouveau promise à Charles d'Autriche, ou, si ce prince mourait avant le mariage, à son frère Ferdinand, avec une dot composée des duchés de Milan, de Bretagne et de Bourgogne, des comtés d'Auxonne, d'Auxerre, de Blois, de Mâcon et de Bar-sur-Seine. Par le troisième, le roi de France et l'empereur s'unissaient contre Venise, afin de conquérir et de partager les possessions de cette république sur la terre ferme.

On a peine à comprendre comment Louis XII signa de pareils traités. La ligue contre Venise, alors amie de la France, et son auxiliaire contre Ludovic le More, était une ingratitude et une perfidie; elle ne pouvait tourner qu'au profit de la maison d'Autriche, qui enlevait ainsi aux Français leurs seuls alliés en Italie, et qui préparait pour elle-même la conquête du Milanais. L'union de Claude de France avec Charles d'Autriche, aux conditions où elle était contractée, aurait eu pour résultat de démembrer la France, et de faire passer dans une maison étrangère une partie de

ses provinces. Il paraît que ce fatal projet avait été conçu par Anne de Bretagne, et qu'elle l'imposa à son mari : n'ayant point eu de fils qui pût hériter de la couronne, ardente ennemie de François d'Angoulême, neveu et successeur présumé de Louis XII, elle avait l'orgueil que sa fille devînt la plus puissante princesse de l'Europe. Louis XII ne sut pas résister aux obsessions de la reine Anne, « qui, selon l'expression de Brantôme, n'avait pas l'air de France agréable, » et préférait les intérêts de sa Bretagne et ceux de sa famille aux intérêts du royaume. Mais, à peine échappé à une grave maladie dont on avait abusé, il se repentit des traités conclus en son nom ; il put se convaincre de la répugnance et des craintes qu'ils inspiraient à tous les Français. Les états-généraux, réunis à Tours en 1506, demandèrent l'annulation des conventions faites avec Maximilien, et le roi fut très-aise de rejeter sur son peuple la responsabilité de cette violation de la foi jurée. A la prière des états et en leur présence, Claude de France fut fiancée à François d'Angoulême.

Louis XII informa les parties intéressées que les traités de Blois ne seraient pas mis à exécution. Ce pouvait être un motif de guerre. Mais Maximilien, tout en se plaignant hautement, n'avait pas les moyens d'agir ; il se borna à de vaines menaces. Philippe le Beau, alors mourant, n'était point en état de soutenir les intérêts de son fils Charles, et

le roi de France put encore se donner un vernis de générosité, en déclarant qu'il n'arracherait point à cet enfant son héritage des Pays-Bas. Enfin, Ferdinand le Catholique, veuf d'Isabelle, avait fait récemment sa paix particulière avec Louis XII, dont il avait épousé la nièce, Germaine de Foix ; on était d'accord que cette princesse apportait en dot les droits des Français sur le royaume de Naples, tout en les réservant dans le cas où Ferdinand décéderait avant elle et sans lui laisser d'enfants. D'ailleurs, le roi d'Espagne avait besoin de la paix pour affermir son autorité menacée en Castille, et sa haine singulière contre son petit-fils Charles, qu'il devait cependant appeler un jour à lui succéder, l'empêcha de réclamer en sa faveur contre la violation des traités de Blois.

Les puissances européennes demeurèrent donc en paix, quoiqu'elles eussent de graves motifs de se faire la guerre.

CHAPITRE IV.

Ligue de Cambrai et Sainte-Ligue.

Le pape Jules II. — 1507. Châtiment des Génois révoltés contre la France. — 1508. Ligue de Cambrai contre Venise. — 1509. Bataille d'Agnadel. — Traités de Venise avec ses ennemis. — Siége de Padoue. — 1510. Négociations de Jules II hostiles à la France. — Concile de Tours. — Hostilités dans la Romagne. — 1511. Concile de Pise. — Sainte-Ligue contre la France. — 1512. Expédition de Gaston de Foix en Italie. — Sac de Brescia. — Bataille de Ravenne. — Rentrée des Médicis à Florence et des Sforza dans le Milanais. — Guerre en Navarre. — 1513. Mort de Jules II. — Bataille de Novarre. — Invasion de la France par les alliés.

La nécessité de se défendre contre les Français, les Espagnols et les Allemands, n'avait point ramené la concorde en Italie. Au commencement du XVIe siècle, Machiavel signalait encore la plaie de ce malheureux pays. « L'Italie,

dit-il, est aujourd'hui sans chef, sans institutions, sans lois. Vaincue, déchirée, conquise, elle étale aux regards de ses enfants des ruines de toute espèce. Étendue sans force et sans vie, elle attend un sauveur qui la guérisse de ses blessures, qui mette fin aux déchirements de la Lombardie et aux pillages du royaume de Naples. Prosternée au pied des saints autels, elle prie Dieu qu'il lui envoie un vengeur pour la purifier des cruautés et des outrages qu'elle a soufferts. Tout humiliée qu'elle est par les barbares, on la voit disposée à suivre une bannière commune, s'il se présente un homme qui prenne cette bannière et qui la déploie. »

Cet homme, ce fut Jules II. Il était brusque, impétueux, irascible, mais il avait la franchise d'un soldat : ses emportements étaient de la nature de l'éclair, ils ne laissaient pas de traces. On le trouve presque toujours dans les arsenaux, au milieu des canons, ou en pleine mer sur un navire : il porte une cotte de mailles sur la poitrine, monte à cheval comme un écuyer, et manie l'épée en véritable condottieri. Animé de pensées belliqueuses, politique habile, doué d'un coup d'œil prévoyant et sûr, plutôt prince que pontife, il a fait dire de lui qu'il avait jeté dans le Tibre les clefs de saint Pierre, pour ne conserver que l'épée de saint Paul. Italien de cœur, il confond dans une même haine Espagnols, Allemands et Français, tour à tour con-

quérants et oppresseurs de sa patrie, et il ne prendra de repos que s'il parvient à chasser ces *barbares:* établir la domination temporelle de l'Église sur les états de la péninsule, non pas dans l'intérêt de sa propre famille, ainsi que l'avait tenté Alexandre VI, mais au profit de la papauté; balancer les uns par les autres les peuples étrangers jusqu'au jour de les rejeter tous hors de l'Italie, tel est le double but de ses efforts. Pour l'atteindre, il a déployé un remarquable esprit de suite et une rare vigueur. Une parole caractérise parfaitement Jules II. Le sculpteur Michel-Ange l'avait représenté tenant un livre à la main : « ce n'est pas un livre qu'il me faut, lui dit le pontife, mais une épée. » Sur des médailles frappées à cette époque, on le voyait, un fouet à la main, chassant les barbares de l'Italie, et foulant aux pieds l'écu de France. Selon l'expression de Michel-Ange, il ne bénissait pas le monde, il le foudroyait.

L'arrestation de César Borgia et la saisie de ses forteresses avaient été le commencement de l'œuvre de Jules II. La Romagne étant rentrée sous son autorité, il attaqua les usurpateurs de ses droits dans les villes de Pérouse et de Bologne. A la fin d'août 1506, il se porta sur Pérouse, accompagné de vingt-quatre cardinaux et de quatre cents hommes d'armes. Le seigneur de la ville, Jean-Paul Baglione, que le parricide, l'inceste et le sacrilége n'avaient pas effrayé, recula devant une lutte contre le souverain

pontife, et vint se livrer à sa générosité. Jules II, moyennant la remise de la ville et des forts, lui accorda sa grâce et la jouissance de ses biens. Bologne fut également délivrée de la tyrannie de Jean Bentivoglio, et fut désormais administrée par un sénat de quarante citoyens.

Dans cette dernière expédition, le pape avait eu le secours de la France. Néanmoins, il avait le plus vif désir de voir Gênes, sa ville natale, affranchie du joug de Louis XII, qu'elle subissait depuis la chute de Ludovic le More. Le bruit avait aussi couru en Italie que le roi se proposait de passer les Alpes à la tête d'une armée, et, avec l'appui de huit cardinaux, de trente évêques et archevêques de déposer Jules II pour lui substituer le cardinal d'Amboise. Le pape ne fut pas complètement étranger au soulèvement des Génois contre la France. Les affaires intérieures de la ville avaient, d'ailleurs, préparé cette révolution. Les familles des Fieschi, des Doria, des Spinola et des Grimaldi, auxquelles le gouvernement français accordait la prépondérance, se montraient fières et hautaines; chaque noble avait fait graver sur son épée ou son poignard ces mots insultants: « *Châtie le vilain.* » Les bourgeois voulaient qu'on fournît de l'artillerie aux Pisans, qui étaient toujours en guerre avec Florence; les seigneurs insistaient pour qu'on les abandonnât à eux-mêmes. On en vint à des insultes journalières entre les riches et les pauvres, entre

le *peuple gras* et le *peuple maigre*. Enfin, le 18 juillet 1506, un noble leva la main sur un bourgeois, et lui prit des champignons qu'il marchandait sur une place publique : ce fut le signal de la révolte. Le peuple pilla les palais et les galeries des seigneurs, tua deux Doria, et arracha à François de la Rochechouart, qui commandait en l'absence de Philippe de Ravenstein, un réglement accordant aux bourgeois les deux tiers des places dans le gouvernement. Une partie de la noblesse s'était enfuie à Asti, auprès de Ravenstein : celui-ci la ramena dans Gênes (15 août), mais sanctionna ce qu'avait fait son lieutenant. L'insolence de Louis de Fiesque, dont le peuple n'avait pu obtenir l'éloignement, amena une seconde sédition : Ravenstein fut contraint de sortir de la ville (25 octobre), après avoir mis le château en défense. Jules II et Maximilien s'étant inutilement employés auprès de Louis XII en faveur des Génois, ceux-ci abattirent les armes de France, et ressuscitèrent le vieux titre de doge, qui fut conféré à Paul de Novi, contre-maître d'une teinturerie de soie (15 mars 1507). C'était un homme actif, capable de commander, et, quoique le seigneur de Chaumont, gouverneur du Milanais, interceptât toute communication entre Gênes et la Lombardie, il parvint à réunir trente mille paysans. La ville fut mise en état de défense ; on enleva les vivres et les

fourrages de tous les environs, afin de ne laisser qu'un désert aux ennemis.

Louis XII, ayant reçu des nobles Génois la promesse de 100,000 ducats en or, passa les Alpes, à la tête de cinquante mille hommes, et se dirigea sur Gênes, qui avait été déjà bombardée par la garnison française du château. Du haut d'une montagne voisine de la place, Bayard, qui avait le plus profond mépris pour les roturiers, cria plaisamment aux assiégés : « Holà, marchands, défendez-vous avec vos aunes, et laissez les piques et lances, lesquelles n'avez accoutumées. » Cependant, les premières attaques furent chaudement reçues, et le feu des Génois était si vif, que La Palice, voyant les Suisses se rebuter, leur dit avec colère : « Retournez, poltrons, retournez ; si j'en vois un seul quitter le terrain, je le ferai tailler en pièces. » Mais la discorde régnait dans Gênes : les riches, dans la crainte du pillage, se refusaient à toute résistance ; les artisans, enrôlés à la hâte, ne pouvaient tenir longtemps contre des bataillons disciplinés. La ville se rendit à discrétion : le 29 avril, le roi y entra à cheval, l'épée nue à la main. Les magistrats et les citoyens le reçurent à genoux, en agitant des branches d'olivier et en demandant miséricorde. Louis pardonna : mais soixante-dix-neuf citoyens furent exceptés de l'amnistie et pendus dans les rues ; Paul de Novi, qui s'était enfui à Pise, fut livré aux

Français et décapité : sa tête, fixée au bout d'une pique, fut exposée sur la tour du Prétoire, et son cadavre coupé en quatre morceaux, que l'on attacha aux portes de la ville. On brûla publiquement les priviléges de Gênes et son ancien traité avec la France ; on frappa les habitants d'une contribution de 200,000 florins ; les nobles recouvrèrent la moitié des charges et des honneurs ; toutes les monnaies de la république furent fondues et remplacées par des pièces à l'effigie du roi ; enfin, on éleva à la Lanterne un fort inexpugnable, qu'on a surnommé la *Bride de Gênes*, pour dominer à la fois la ville et le port.

La force que Louis XII avait déployée contre l'insurrection ne put qu'effrayer davantage le souverain pontife sur l'avenir de l'Italie, et lui faire désirer l'expulsion des Français. Mais, en attendant qu'il pût former quelque coalition formidable contre Louis XII, il voulut profiter des ressources de ce monarque pour abaisser Venise qui lui portait ombrage dans la péninsule.

Venise avait profité de toutes les guerres et gagné à la ruine de toutes les souverainetés ; sa politique astucieuse aigrissait contre elle les états voisins, qui avaient tous quelque intérêt à la combattre, quelque territoire à lui réclamer. Ainsi, Jules II voulait ressaisir Ravenne, Cervia, Faënza, Rimini, Césène, Forlimpopoli, territoires que divers tyrans avaient enlevés à l'Église, César Borgia aux

tyrans, et les Vénitiens à César Borgia. Ferdinand le Catholique, depuis qu'il était maître de Naples, ne pouvait laisser à Venise six ports de ce royaume, Trani, Brindes, Otrante, Gallipoli, Mola et Polignano, qu'elle avait obtenus de Ferdinand II, pour prix de son assistance contre Charles VIII. Maximilien, comme empereur d'Allemagne, réclamait Padoue, Vérone et Vicence, dont la république s'était emparée depuis longtemps; comme prince autrichien, il élevait des prétentions sur Roveredo, Trévise, le Frioul, Gradisca, Trieste, Fiume et Pola. Louis XII, prétendant à la totalité du Milanais, convoitait le Crémonais et la Ghiara d'Adda, qu'il avait cédés aux Vénitiens, lors de la première occupation du duché, ainsi que le Bergamasque et le Brescia, dont ils avaient fait autrefois la conquête sur les Visconti. Un de ses ambassadeurs disait : « On fera en sorte qu'ils ne s'occupent plus que de la pêche. » Le duc de Savoie voulait qu'ils lui rendissent Chypre, car il possédait par héritage le titre de roi de cette île. Le roi de Hongrie aurait volontiers recouvré les villes de la Dalmatie et de l'Esclavonie, qui relevaient de ses aïeux. Il n'y eut pas jusqu'aux petites maisons d'Este et de Gonzague, qui ne se tournassent contre les Vénitiens.

Après l'expédition de Gênes, Louis XII avait eu à Savone une entrevue avec Ferdinand le Catholique, et déjà il s'y

était occupé des plans contre Venise. Il lui semblait honteux d'être en quelque sorte protégé dans la péninsule par une république, et, en méditant une trahison contre ses alliés, il aimait à rappeler qu'ils avaient été les ennemis de son prédécesseur. Le cardinal d'Amboise s'imaginait que la tiare, à laquelle il ne put jamais arriver, lui était échappée par l'opposition des Vénitiens. Les conférences de Savone eurent leur complément à Cambrai, où s'abouchèrent le cardinal et Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien. Le 10 décembre 1508, un traité d'alliance, analogue à celui qu'on avait conclu à Blois en 1504, fut signé contre Venise. L'Espagne y accéda, dans le commencement de l'année suivante, ainsi que Jules II, mécontent du refus que les Vénitiens venaient d'opposer à l'élévation de son neveu sur le siége épiscopal de Vicence. La ligue de Cambrai est un des plus remarquables exemples de ces systèmes d'alliance qui constituent la politique européenne dans les temps modernes. Le roi de France devait mener en personne une armée dans la Lombardie; en même temps le pape lancerait l'interdit sur les terres de la république, et réclamerait les secours de Maximilien, comme protecteur de l'Église romaine; tous les autres princes lésés par Venise en profiteraient pour reprendre leurs biens usurpés.

Les Vénitiens refusèrent d'abord de croire à la ligue

qui les menaçait ; l'accession de la France leur semblait surtout impossible. Il paraît que, dès le principe, Jules II leur avait proposé de dissoudre la coalition, s'ils voulaient lui rendre Faënza et Rimini, et que le conseil des inquisiteurs d'état avait rejeté cette offre. Quand le danger fut imminent, ils essayèrent, mais en vain, de renouer cette négociation. Leurs démarches auprès de Louis XII n'eurent pas plus de succès ; ils lui rappelèrent inutilement que, peu de temps après la réduction de Gênes, Maximilien voulant porter la guerre en Italie contre les Français, ils lui avaient fermé le passage. Leur ambassadeur énumérait les talents du sénat vénitien, et faisait l'éloge de sa sagesse ; le roi lui répondit froidement : « J'enverrai tant de fous contre vos sages, qu'ils ne sauront plus se gouverner. »

Les Vénitiens cherchèrent à opérer une diversion en armant l'Angleterre contre la France et les Turcs contre l'Empire : mais Henri VII et Bajazet II les abandonnèrent à leurs propres forces. Ils ne se laissèrent décourager ni par cet isolement, ni par les calamités qui vinrent fondre sur eux : en effet, non-seulement leurs finances étaient compromises par la perte du monopole des denrées de l'Inde, mais encore le feu prit à la poudrière de leur arsenal, la foudre fit tomber la forteresse de Brescia, un incendie dévora les archives de Venise, un autre consuma

dans le port douze magnifiques galères, et 10,000 ducats expédiés à Ravenne pour la solde des troupes furent perdues dans un naufrage. Cependant, lorsque le héraut d'armes de Louis XII vint déclarer la guerre, le doge Lorédan répondit avec dignité que les Vénitiens sauraient bien se défendre, et qu'avec l'aide de Dieu ils espéraient ne pas succomber. Venise réunit sur l'Oglio une armée de deux mille cent lances et quinze cents chevau-légers italiens, de mille huit cents cavaliers albanais, de dix-huit mille fantassins enrôlés, et de douze mille miliciens : deux généraux, tous deux de la famille Orsini, Barthélemy d'Alviano, et Nicolas, comte de Pitigliano, commandaient cette armée ; on leur adjoignit deux provéditeurs, Georges Cornaro et Andrea Gritty, qui ne firent qu'entraver leurs mouvements. L'impétuosité et la valeur brillante d'Alviano lui faisaient toujours préférer les partis les plus hardis : supposant que, dans le Milanais, on était fatigué de la domination française, il voulait que l'on prît l'offensive, et que l'on attaquât les troupes de Louis XII, à mesure qu'elles passeraient les Alpes. Pitigliano, naturellement circonspect et glacé par l'âge, proposait d'occuper un camp retranché près d'Orci, et d'attendre, pour s'engager avec les ennemis, que leur ardeur se fût épuisée devant les forteresses de la Ghiara d'Adda. Le sénat vénitien n'adopta aucun de ces plans ; il enjoignit aux généraux de défendre la Ghiara

d'Adda, mais de s'abstenir de passer la frontière sans nécessité.

L'armée française comptait deux mille deux cents hommes d'armes, quatre cents archers et vingt mille hommes d'infanterie. Elle ouvrit la campagne par la prise de Tréviglio et de Rivolta; marchant ensuite sur Vaila, elle atteignit les Vénitiens près du bourg d'Agnadel (14 mai 1509). L'affaire s'engagea, sans qu'on en eût formé le dessein, entre l'avant-garde française, où commandaient le seigneur de Chaumont, le duc de Bourbon et La Palice, et l'arrière-garde des ennemis, où était Alviano. Celui-ci envoya vainement prévenir Pitigliano qui marchait en avant; comme on connaissait son désir d'engager une bataille, on ne voulut pas croire que le péril était si pressant. Alviano, n'ayant qu'une partie de l'armée, se trouva donc aux prises avec les Français, qui arrivaient toujours en plus grand nombre. Il lutta néanmoins pendant quatre heures avec une admirable constance. La victoire fut décidée par Bayard, Yves d'Alègre et le sire de Molart, qui prirent les Vénitiens en flanc. Louis XII, engagé au plus fort de la mêlée, combattit bravement; on voulut l'éloigner: « Que ceux qui ont peur, s'écria-t-il, se mettent derrière moi. » La Trémouille, voyant quelques soldats plier, n'eut besoin, pour les ramener, que de leur dire: « Enfants, le roi vous voit! » Les Vénitiens eurent six mille morts, et laissèrent vingt

pièces d'artillerie entre les mains des Français. Alviano, blessé au visage, fut pris par le frère de La Palice, Jean de Chabannes, seigneur de Vendenesse. Pitigliano, avec son corps d'armée, continua sa retraite, sans avoir vu l'ennemi. On amena Alviano devant Louis XII ; pendant qu'ils s'entretenaient ensemble, on entendit sonner l'alarme. « Qu'est-ce, seigneur Barthélemy? dit le roi ; vos gens sont difficiles à contenter ; est-ce qu'ils en veulent tâter une seconde fois? — Sire, répondit Alviano, s'il y a plus fait d'armes aujourd'hui, il faut que vos gens s'entrebattent ; car pour les nôtres, vous les avez si bien gouvernés, que ne les reverrez en face de quinze jours. » Et il ajouta : « Si j'eusse gagné la bataille, j'étais le plus victorieux homme du monde ; nonobstant que je l'aie perdue, encore ai-je grand honneur d'avoir eu en bataille un roi de France en personne contre moi. »

La bataille d'Agnadel entraîna la soumission d'un grand nombre de places, Caravaggio, Bergame, Brescia, Crême, Crémone et Pizzighittone. Partout les Français commirent des actes de barbarie ; la garnison et les habitants de Peschiera furent passés au fil de l'épée. Quand on vint dire à Louis XII qu'un gentilhomme, André de Riva, lui offrait 100,000 écus de rançon, pour obtenir qu'on lui laissât la vie, à lui et à son fils, il répondit avec colère : « Que je meure, si je bois ni mange jamais, qu'ils ne soient pendus

et étranglés. » Le roi se mit en possession de tout le territoire que le traité de Cambrai lui assignait en partage; dans chaque ville il chercha à soulever le peuple contre l'aristocratie vénitienne, et imposa de fortes rançons aux gentilshommes, afin de ruiner les familles nobles auxquelles ils appartenaient. Ils poussa jusqu'à Fusine, sur les bords de l'Adriatique; mais, n'ayant pas de vaisseaux pour attaquer l'ennemi dans ses lagunes, il se contenta du stérile plaisir de tirer cinq à six cents boulets, « pour que l'on pût dire à l'avenir que le roi de France avait canonné l'imprenable ville de Venise*. » Puis, il retourna en France, où il licencia une partie de son armée.

En voyant les succès du roi, les autres confédérés s'étaient décidés à agir. François-Marie de la Rovère, neveu du pape, réduisit en peu de jours Cervia, Rimini, Faënza et Ravenne. Alphonse d'Este, duc de Ferrare, reprit la Polésine de Rovigo, ancien domaine de sa maison. Le marquis de Mantoue s'empara d'Asola, de Castel-Maggiore et de Lunato. Les troupes espagnoles prirent Trani, et menacèrent les autres ports du royaume de Naples. Les Impériaux, commandés par le duc de Brunswick, enlevèrent Feltre, Bellune et tout le Frioul; ils reçurent encore la soumission de Vérone, Vicence, Padoue, Fiume et Trieste.

* Brantôme.

Venise semblait ruinée ; le découragement s'emparait des esprits ; le trésor était épuisé, les troupes démoralisées ; des nobles et quelques étrangers, exclus des emplois, ourdissaient des complots à l'intérieur. Le sénat sauva tout par son énergie et son habileté. A l'aide d'emprunts et d'offrandes patriotiques, il réunit de nouveaux soldats, fortifia et approvisionna la ville. Il rappela les garnisons de toutes les places de la terre ferme, releva les sujets de leur serment de fidélité, et leur permit de traiter avec l'ennemi selon leurs intérêts. Cette résolution, en apparence désespérée, fut un acte de salut. Pour forcer Venise qui avait concentré ses forces, il fallait une flotte ; or, le roi d'Espagne, qui pouvait seul l'envoyer des côtes de Naples, laissait entrevoir qu'une fois son ambition satisfaite, il se détacherait de la ligue. Le sénat s'empressa de lui abandonner les ports qu'il réclamait. D'un autre côté, les villes de la terre ferme qui auraient maudit la souveraineté de Venise, si elle les avait contraintes à subir les maux d'un siége, la regrettèrent dès qu'elles eurent fait l'expérience d'un joug plus pesant. Une réaction s'opéra en sa faveur, et les troupes vénitiennes furent encouragées à de nouvelles entreprises. Les nobles, qui jusqu'alors n'avaient combattu que sur mer, vinrent se joindre à l'armée de terre ; six cent quatorze gentilshommes levèrent des soldats à leurs frais ; mais on ne voulut pas accepter les secours

qu'offrait Bajazet II. Andréa Gritti reprit Legnano, Bellune et Padoue. L'escadre d'Ange Trevisani, qui avait remonté le Pô afin de châtier le duc de Ferrare, fut détruite, à la vérité, par le cardinal Hippolyte d'Este; mais le marquis de Mantoue se laissa surprendre à l'Isola della Scala, et fut conduit prisonnier à Venise.

Ce n'était pas du reste dans la guerre, mais dans les négociations que la république mettait sa confiance. Il n'entrait pas dans les plans de Jules II de détruire Venise, dont l'existence était nécessaire à l'équilibre de l'Italie; il ne pouvait la ruiner, soit au profit de la France, soit au profit de l'Autriche. Du moment où Venise humiliée n'était plus un obstacle à la prépondérance de la papauté dans la péninsule, elle devait reprendre sa place dans la famille italienne, et coopérer à l'expulsion des étrangers. Une réconciliation eut lieu en effet entre Jules II et le sénat vénitien; le pape leva l'interdit qu'il avait lancé sur les Vénitiens, obtint qu'ils restituassent tout ce qui leur restait encore en Romagne, et leur fit jurer de ne plus mettre obstacle, dans leurs états, à sa juridiction, d'exempter le clergé de toute contribution, et d'accorder aux sujets romains la liberté du commerce sur l'Adriatique. Louis XII se plaignant de cet accord qu'il regardait comme une violation du traité de Cambrai, Jules II lui répondit que son devoir de père des fidèles était de pardonner aux pécheurs repentants. Le duc

de Ferrare fit également sa paix particulière ; Venise lui abandonnait Comachio et la Polésine de Rovigo.

De toute la coalition, il ne restait plus que Maximilien et Louis XII. Les Vénitiens ne cherchèrent pas à traiter avec la France ; mais ils députèrent Antoine Giustiniani vers l'empereur, afin de lui proposer l'abandon de leurs possessions sur la terre ferme. Maximilien, qui jusqu'alors n'avait pas bougé, déclara qu'il ne négocierait pas sans la France ; il voulait qu'on fît le partage de Venise entre les quatre puissances alliées. Il arriva en Italie à la tête de quatre-vingt mille hommes sans ordre et sans discipline, qui laissaient derrière eux d'horribles traces ; il amena, dit-on, jusqu'à des chiens dressés à prendre et à déchirer des hommes. Six cents habitants de Vicence, réfugiés dans une grotte, y furent enfumés. Les paysans des états de Venise se laissaient pendre plutôt que de renier saint Marc et de crier : *Vive l'empereur!* Maximilien demanda à Louis XII un secours de vingt mille hommes pour aller former le siége de Padoue ; La Palice et Bayard partirent de Milan avec quelques centaines d'hommes d'armes seulement, et rejoignirent les Impériaux. Padoue était défendue par une garnison de vingt-cinq mille soldats, sous les ordres de Pittigliano. Les assiégeants avaient une artillerie de cent six pièces, et six bombardes tellement grandes, qu'on ne pouvait les mettre sur un affût. Avec ces batteries formi-

dables, ils auraient amené la ville à se rendre, si la discorde ne se fût mise entre eux. L'empereur avait envoyé l'ordre à La Palice de mettre ses hommes d'armes à pied, et de monter sur la brèche avec les lansquenets; Bayard répondit : « Est-ce chose raisonnable de mettre tant de noblesse en péril et hasard avec des piétons, dont l'un est cordonnier, l'autre maréchal, l'autre boulanger, et gens mécaniques qui n'ont leur honneur en si grande recommandation que gentilshommes ? L'empereur a force comtes, seigneurs et gentilshommes d'Allemagne; qu'il les fasse mettre à pied avec les gens d'armes de France, et volontiers leur montreront le chemin ; et puis ses lansquenets les suivront, s'ils connaissent qu'il y fasse bon. » Les nobles allemands ne voulurent pas plus que les Français s'exposer au milieu des vilains et des roturiers, en sorte que Maximilien leva honteusement le siége au bout de seize jours. Les Vénitiens ressaisirent aussitôt Vicence, Bassano, Feltre, Trieste et Vérone.

Ce fut pendant la campagne de 1509 que les Florentins recouvrèrent la souveraineté de Pise. Les habitants de cette ville, ballottés au milieu des intrigues de la France et de l'Espagne, qui ne voulaient pas protéger leur liberté, mais leur soutirer de l'argent en les trahissant, durent se résigner à subir leur ancienne servitude. Le prix de leur soumission fut stipulé tant à Paris qu'à Madrid, et fixé à 100,000 ducats

pour le roi de France, à 50,000 pour celui d'Espagne, que Florence s'engagea à payer.

Durant l'année 1510, Jules II entama de nombreuses négociations avec les états européens, pour arriver à l'expulsion des Français qui dominaient dans le nord de l'Italie. Il chercha à brouiller Louis XII avec l'Angleterre; à cet effet, aux fêtes de Pâques, il envoya la rose d'or au roi Henri VIII, nouvellement monté sur le trône; mais il ne put l'entraîner dans une ligue contre la France. Ses tentatives auprès de Maximilien furent également infructueuses, parce que ce prince exigeait préalablement la restitution des villes que Venise lui avait enlevées. Le 7 juillet, sans égard pour les prétentions de la France, il accorda à Ferdinand le Catholique l'investiture du royaume de Naples. Enfin, Louis XII refusa aux Suisses une augmentation de solde et les mécontenta par quelques sarcasmes sur leur indigence et leur vénalité. « Il est étonnant, dit-il, que de misérables montagnards, à qui l'or et l'argent étaient inconnus avant que mes prédécesseurs leur en donnassent, osent faire la loi à un roi de France. »

Le pape en profita pour leur proposer son alliance. Un évêque du Valais, Matthieu Schinner, cardinal de Sion, fut le négociateur du traité; les Suisses s'engagèrent à fournir sur sommation six mille soldats pour la défense des États de l'Église pendant cinq ans, et le Saint-Père promit de les

protéger par les armes spirituelles, tout en leur payant annuellement 1,000 florins en or.

Quoique soutenu par ses nouveaux alliés ou certain de leur neutralité, Jules II n'osait pas encore déclarer la guerre. Il chercha, par des attaques indirectes, à provoquer, de la part de Louis XII, quelques actes que l'on pût représenter comme des offenses faites au Saint-Siége. Ainsi, le cardinal d'Amboise étant venu à mourir, il réclama les 11,000,000 que ce prélat laissait, comme provenant de bénéfices ecclésiastiques, et devant, à ce titre, revenir à la chambre apostolique. Une flotte vénitienne, à laquelle se joignit une galère pontificale, fit voile pour Gênes, dans le dessein d'y exciter un soulèvement contre la domination française; mais l'affaire ne réussit pas. D'un autre côté, les Suisses, envoyés par Matthieu Schinner, coururent jusqu'aux portes de Milan en rançonnant tout le pays.

Une dernière provocation vint à bout de la patience de Louis XII. Le duc de Ferrare refusait d'entrer dans la ligue contre la France. Ne pouvant alléguer ce motif pour l'attaquer, Jules II lui interdit d'exploiter les salines de Comacchio, qui nuisaient à celles de Cervia, appartenant au Saint-Siége, et lui demanda la restitution des biens de la Romagne que sa femme Lucrèce Borgia lui avait apportés en dot. Sur le refus du duc, une excommunication fut lancée contre lui (9 août), et le neveu du pape envahit ses états. Le pape ré-

pétait souvent : « Ferrare, Ferrare, corps de Dieu, je t'aurai ! » Le duc ne se laissa pas intimider : il engagea ses joyaux et ceux de sa femme, pour ne pas surcharger le peuple, et résolut de se défendre. Les troupes pontificales pénétrèrent dans le Ferrarais jusqu'au Pô, que remontèrent en même temps quelques galères vénitiennes, et prirent Modène et Reggio : mais la désunion se mit entre le neveu du pape et le cardinal de Pavie, et l'on n'osa s'approcher de la capitale du duché.

Louis XII, dont une guerre contre le souverain pontife troublait la conscience, prit le parti de convoquer à Tours une assemblée du clergé français (14 septembre). Les prélats déclarèrent sans hésitation que la religion était hors de cause en cette affaire, et que le roi pouvait combattre le pape, soit pour se défendre lui-même, soit pour protéger le duc de Ferrare, son allié. Il n'y eut que le clergé de Bretagne qui, suivant les désirs de la reine, protesta contre cette décision. Non-seulement l'assemblée autorisa Louis XII à repousser par les armes les attaques de Jules II, mais elle lui vota un subside de 300,000 écus. D'accord avec cinq cardinaux italiens qui avaient déserté le parti du pape, elle réclama la convocation d'un concile œcuménique, devant lequel seraient portés les griefs du roi contre Jules II. En attendant, elle défendit de s'adresser à la cour de Rome pour aucune affaire, et surtout d'y envoyer de l'argent. Le secré-

taire de l'empereur, Matthieu Lang, évêque de Gurck, qui assistait au concile de Tours, adhéra aux résolutions des prélats français, et signa avec Louis XII un traité qui confirmait la ligue de Cambrai.

Sur un ordre venu de la cour, le seigneur de Chaumont partit de Milan, et se porta sur la Romagne. Jules II s'était placé à Bologne, afin de diriger la guerre contre le duc de Ferrare; il y tomba malade. A l'approche des Français, il fit armer les habitants, et les bénit du haut d'un balcon du palais : mais les Bolonais faisaient en secret des vœux pour la France. Le pape eût été pris, s'il n'eût amusé Chaumont par de trompeuses négociations, jusqu'à l'arrivée d'une armée vénitienne qui le délivra. Ce fut alors qu'il écrivit à tous les princes chrétiens une lettre, où il représentait l'attaque de Bologne comme un attentat contre l'Église et contre la foi.

Jules II, à peine guéri de sa maladie, se fit porter en litière jusqu'à La Mirandole, dont il entreprit le siége. La ville appartenait à un parent de Trivulzio, que quelques troupes françaises étaient venues défendre. Le souverain pontife, malgré son grand âge, était cuirassé, armé de pied en cap; on le vit, sous le feu des assiégés, malgré des tourbillons de neige, diriger avec ses cardinaux les batteries, pointer les canons, distribuer les encouragements, les punitions et les promesses. Un boulet tua deux hommes au-

près de lui. Pendant ce siége, Bayard faillit s'emparer de sa personne. Jules II s'était logé, à peu de distance de La Mirandole, dans le château de Saint-Félix. Le brave chevalier « avisa une chose dont il seroit mémoire de là à cent ans; » c'était d'enlever le pape dans le trajet du château aux retranchements. Mais il tomba tout-à-coup « la plus âpre et véhémente neige qu'on eût vue cent ans devant. » Jules II put échapper aux cavaliers de Bayard, rentra dans le château, et lui-même aida à lever le pont-levis, « qui fut le fait d'un homme d'esprit; car s'il étoit autant demeuré qu'on mettroit à dire un *Pater noster*, il étoit croqué *. » Un froid excessif ayant glacé l'eau des fossés de La Mirandole, les assiégés capitulèrent (20 janvier 1511), et le pontife entra triomphant par la brèche: la garnison obtint la liberté de se retirer, sauf les officiers qui demeurèrent prisonniers; la ville se racheta du pillage moyennant 6,000 ducats.

La perte de La Mirandole fut compensée pour les Français par une victoire de Bayard, qui tua quatre mille hommes au pape près de la Bastide et, par la conquête de Bologne. Le cardinal de Pavie, qui gouvernait la place, avait eu l'imprudence de remettre les principales fonctions à d'anciens partisans des Bentivoglio. Lorsque Trivulzio, que

---

* Mémoires du loyal Serviteur.

la mort prématurée du seigneur de Chaumont venait de laisser maître des troupes, se présenta devant Bologne, il était accompagné de deux mille cinq cents lansquenets allemands, sous les ordres de Georges Frundsberg. Les portes lui furent livrées (21 mai); le cardinal s'enfuit en toute hâte, et la population renversa la statue du pape. De l'œuvre de Michel-Ange, les Bolonais ne respectèrent que la tête, soit par admiration pour le sculpteur florentin, soit par peur de ce regard que l'artiste avait su rendre si menaçant. Les débris de la statue furent envoyés au duc de Ferrare, et l'on en fit un canon qui fut baptisé du nom de Jules II. Les Français, les bourgeois de Bologne, les paysans des montagnes voisines se mirent à la poursuite d'un corps d'armée que le neveu de Jules II commandait dans les environs. « Jamais, dit le loyal Serviteur, jamais ne fut vue si grosse pitié de camp; car tout leur bagage y demeura, artillerie, tentes et pavillons; et y avoit tel François qui lui seul amenoit cinq ou six hommes d'armes du pape, ses prisonniers; et en fut un qui avoit une jambe de bois, appelé Le Baulme, qui en avoit trois liés ensemble. Ce fut une grosse défaite et gentement exécutée. Le *bon chevalier sans peur et sans reproche* (Bayard) y eut honneur merveilleux, car il menoit les premiers coureurs. » Un contemporain explique d'où vint à ce combat de Casalecchio le surnom de *Journée des Aniers*. « Qui eût eu affaire, le long du grand chemin, de

hardes, malles et autres bagages, il y en eût trouvé assez. Et fit-on un gros gain ; et, pour ce qu'il y eut tant de mulets pris dedans les fossés, sur le grand chemin, et autre part, fut nommée par les François la Journée des Aniers *. » Après ce succès, Trivulzio écrivit à Louis XII que, dorénavant, « il coucheroit en lit et ne porteroit plus que des éperons de bois. »

Sur ces entrefaites, Jules II apprit que l'empereur, comme protecteur de l'Église, avait convoqué un concile général à Pise, et qu'il était sommé d'y comparaître. Il déclara déchus ceux des évêques qui se rendraient à cette assemblée, excommunia les Florentins pour avoir prêté une de leurs villes, et lança une autre excommunication contre la France. Plusieurs écrivains prétendent que Louis XII dit alors à un seigneur de la cour : « C'est une chose terrible quand on s'en soucie, et ce n'est rien quand on ne s'en soucie pas. » Néanmoins quelques évêques du parti français vinrent à Pise : tel avait été l'effet de l'anathème du pontife, que le peuple leur ferma l'entrée des églises, et que le clergé leur refusa les vases sacrés et les ornements des autels. Ils quittèrent bientôt la ville, en s'ajournant à Milan.

Le 5 octobre 1511, on publia solennellement à Rome, sous le titre de Sainte-Ligue, une confédération entre le pape,

---

* Mémoires de Fleuranges.

Ferdinand le Catholique et les Vénitiens. Les coalisés déclaraient, dans leur manifeste, que leur alliance avait pour but de conserver l'unité de l'Église, menacée par des évêques schismatiques, et de rendre au Saint-Siége la ville de Bologne. Depuis quelque temps déjà, Ferdinand faisait de grands armements, sous prétexte d'attaquer les infidèles de Fez et de Tlemcen ; mais Louis XII ne s'y laissait pas tromper : « Je suis, disait-il, le Maure et le Sarrasin contre lequel on arme en Espagne. » Le général en chef des troupes de la ligue fut Raymond de Cardonne, vice-roi de Naples, qui amena dix-huit mille hommes, dont dix mille de vieilles bandes espagnoles, avec lesquels il avait combattu les Maures sur la plage de Tunis et d'Alger ; il eut pour lieutenants Pedro de Navarre et Fabrice Colonna. Jules II leva neuf mille soldats, dont le cardinal Jean de Médicis prit le commandement ; Andrea Gritti amena sept mille hommes de troupes vénitiennes. Douze vaisseaux catalans et quatorze bâtiments de Venise devaient menacer les côtes de la France, tandis que l'armée de terre attaquerait ses possessions en Italie.

De son côté, Louis XII se décida à agir vigoureusement. Il nomma au gouvernement de la Lombardie son neveu Gaston de Foix, duc de Nemours, frère de la reine d'Espagne. C'était un jeune homme de vingt-deux ans, avide de tournois et de batailles, qui acquit en quelques semaines

une gloire enviée par les plus vieux généraux, et que l'impétuosité de ses opérations fit surnommer le *foudre de l'Italie*. L'historien de Bayard le nomme *le passe-preux de tous ceux qui furent depuis deux mille ans*. Le roi fit aussi un appel aux Florentins, qui mirent en sequestre une partie des revenus ecclésiastiques, jusqu'à concurrence de 100,000 florins.

La lutte entre la Sainte-Ligue et la France commença par une invasion des Suisses dans le Milanais. Louis XII, au lieu de chercher à regagner leur alliance, n'avait fait que les aigrir par de nouvelles injures : Les Français avaient noyé dans le lac Lugano deux messagers de Schwitz et de Fribourg, insulté un messager bernois, et enlevé les lettres qu'ils portaient. Seize mille Suisses entrèrent en Italie par Bellinzona : ils portaient l'étendard que leurs pères avaient déployé à Nancy contre Charles le Téméraire. Ils poussèrent jusqu'aux portes de Milan. Puis, tout-à-coup, intimidés ou séduits par Gaston de Foix, ils tournèrent vers l'Adda, et rentrèrent, par Côme, dans leur pays.

Pendant ce temps, Raymond de Cardonne, sans s'effrayer de l'hiver, avait mis le siége devant Bologne, que défendaient Yves d'Alègre et Odet de Foix, seigneur de Lautrec (28 janvier 1512). La garnison ne pouvait opposer une longue résistance. Déjà l'artillerie avait ouvert une large brèche, et les Espagnols se préparaient à l'assaut, lorsque

Gaston de Foix, qui avait reçu des renforts de France, pénétra dans la place à la faveur d'une tempête effroyable et d'une neige épaisse (5 février); il n'amenait pas moins de vingt mille hommes. Cardonne effrayé battit en retraite vers Imola.

Gaston apprit presque aussitôt que le comte Avogaro venait d'introduire les Vénitiens dans Brescia, *la filleule de Saint-Marc*, que les habitants s'étaient tous soulevés en leur faveur, et que le commandant de la garnison française, Jacques de Daillon, seigneur du Lude, était vivement pressé dans la citadelle. Laissant environ cinq mille hommes à Bologne, il partit à marches forcées, traversa l'état neutre de Mantoue, mit en fuite un corps de Vénitiens que commandait Baglioni près d'Isola della Scala, et parvint sous les murs de Brescia (18 février), neuf jours après son départ. Le lendemain, il ordonna l'assaut, et, dans cette terrible affaire, il paya de sa personne comme le plus simple chevalier. Il combattait sans haubert, en l'honneur de sa dame, la chemise en dehors depuis le coude jusqu'au gantelet. Il donna l'exemple à ses compagnons de marcher pieds nus, afin de pouvoir mieux attaquer, sur le sol trempé par la pluie, les retranchements des Vénitiens. Mais ce fut à Bayard qu'appartint la plus grande gloire : placé à l'avant-garde, il atteignit le faîte des remparts, où combattaient douze mille Vénitiens de Gritti et de trente mille bourgeois ou paysans. « Les

François, dit son écuyer, crioient : *France! France!* ceux de la compagnie du bon chevalier crioient : *Bayard! Bayard!* Les ennemis crioient : *Marco! Marco!* Mais s'ils avoient grand cœur de défendre, les François l'avoient cent fois plus grand pour entrer dedans, et vont livrer un assaut merveilleux par lequel ils repoussèrent un peu les Vénitiens. Quoi voyant, le bon chevalier commença à dire : *Dedans, dedans, compagnons! ils sont nôtres. Marchez ; tout est défait.* Lui-même entra le premier, et passa le rempart, et après lui plus de mille, de sorte qu'ils gagnèrent le premier fort ; et y en demeura de tous les côtés, mais peu du François. Le bon chevalier eut un coup dedans le haut de la cuisse, et entra si avant que le bout rompit, et demeura le fer et un bout du fût dedans. Bien cuida être frappé à mort de la douleur qu'il sentit; et commença à dire au seigneur de Molart : *Compagnon, faites marcher vos gens, la ville est gagnée ; je ne saurois tirer outre, car je suis mort.* Le sang lui couloit avec abondance. Si lui fut force de mourir sans confession, ou de se retirer hors de la foule avec deux de ses archers, lesquels lui étanchèrent au mieux qu'ils purent sa plaie avec leurs chemises, qu'ils déchirèrent et coupèrent pour ce faire. » Ils le mirent sur une porte de la ville qu'ils avaient détachée pour en faire une litière, et le portèrent dans une maison.

Gaston de Foix fit de la blessure de Bayard un moyen de

victoire; ses gens furieux redoublèrent d'efforts. Les habitants défendirent la ville rue par rue, maison par maison, et leur résistance acharnée amena un épouvantable massacre. Yves d'Alègre avait été placé à la porte par laquelle les vaincus auraient pu s'échapper. La garnison vénitienne et les bourgeois qui avaient pris les armes furent massacrés sans pitié. Au milieu de cette boucherie, un enfant, Tartaglia, qui devait un jour illustrer les sciences mathématiques, fut frappé dans une église, sur le sein de sa mère, d'un coup de sabre qui le fit bégayer toute sa vie. Le comte Avogaro fut décapité avec ses deux fils; Andréa Gritti fut fait prisonnier. Il y eut environ quinze mille hommes tués. Le pillage dura deux jours; les soldats mettaient à la torture ceux qui restaient dans les maisons, pour leur faire dire l'endroit où ils avaient caché leurs trésors. Le butin que firent les Français au sac de Brescia fut évalué à 3,000,000 d'écus *. Mais de pareilles richesses leur devinrent fatales. « Il n'est rien si certain, dit l'historien de Bayard, que la prise de Bresce fut en Italie la ruine des François; car ils avoient tant gagné en cette ville, que la plupart s'en retourna et laissa la guerre. » On lit aussi dans les *Mémoires* de Fleuranges : « Et faut que je vous die que j'estimois Bresce une des plus puissantes villes, des plus fortes et des plus riches

---

* 72,000,000 de francs.

qui fût en toute l'Italie ; et y eut tel gendarme qui y fit un tel gain, que lui et ses enfants s'en sentirent toute leur vie. »

Une seule maison dans Brescia fut préservée du pillage et du meurtre ; ce fut celle où l'on avait transporté Bayard blessé. Le gentilhomme qui la possédait avait pris la fuite, abandonnant sa femme et ses deux filles. La mère au désespoir supplia le bon chevalier de les sauver ; Bayard lui promit et tint parole. Lorsqu'il fut guéri, et au moment où il allait prendre congé de cette famille, la mère lui offrit une casette remplie de ducats : ne pouvant échapper à ses pressantes sollicitations, il accepta, mais ce fut pour partager le trésor entre les deux jeunes Italiennes et leur former une dot.

Pendant l'expédition de Gaston de Foix, la Sainte-Ligue augmentait ses forces par de nouvelles alliances. Henri VIII y accéda, dans l'espoir de recouvrer la Guyenne, qui avait appartenu à ses prédécesseurs. Le traité avec le pape fut annoncé à l'ouverture du parlement, le 4 février. On vit alors, pour la première fois, un navire pontifical mouiller dans Londres ; il était chargé de fruits du midi, de vins grecs et de présents de toute espèce, destinés au roi, aux lords et aux députés des communes. Les Florentins, sans se déclarer encore, commencèrent à négocier avec les ennemis de la France ; le pape les releva des peines de

l'Église, et Raymond de Cardonne entra en relations amicales avec eux. Maximilien préluda aussi à sa défection par un acte de neutralité : il conclut avec les Vénitiens (6 avril) une trêve de dix mois, moyennant 50,000 florins, et rappela du service de France tous les Allemands ; le commandant des lansquenets, Empser, tint cet ordre secret, aussi longtemps que possible, et participa encore au reste de la campagne.

Le moment était décisif ; il fallait contraindre les alliés à la paix par quelque coup d'éclat, et prévenir d'autres désertions. Louis XII envoya l'ordre à Gaston de Foix de chercher les Espagnols et de leur livrer bataille. L'armée française se dirigea sur Ravenne : elle comptait seize cents lances, dix-huit mille fantassins, et était soutenue par l'excellente artillerie du duc de Ferrare. Les ennemis avaient quinze cents lances et seize mille hommes de pied. Le 11 avril, l'affaire s'engagea, malgré Raymond de Cardonne, par une vive canonnade sur les Espagnols. « On n'avait point encore vu l'artillerie employée d'une manière aussi meurtrière qu'elle le fut dans cette bataille. L'infanterie française demeura longtemps exposée, presque à découvert, à un feu si terrible, que de quarante de ses capitaines il y en eut trente-huit de tués. L'artillerie du duc de Ferrare était plus redoutable encore ; quand il eut réussi à la mettre en batterie à l'extrémité de l'aile gauche française,

il enfila toute la ligne de l'armée espagnole, et plusieurs de ses boulets, la traversant tout entière, allèrent atteindre jusqu'à l'aile droite française; car l'armée de Gaston était disposée comme un arc, dont l'armée espagnole faisait la corde.

« Pendant ce feu meurtrier, Pedro de Navarre, qui comptait uniquement pour la victoire sur son infanterie espagnole, qu'il avait formée lui-même et dont il était très-fier, la tenait couchée à plat-ventre, en sorte qu'elle n'éprouvait aucune perte; et il s'amusait à voir la gendarmerie italienne hachée par le canon ennemi. Il supposait que les Français ne souffraient pas moins, et il comptait, quand la cavalerie aurait disparu des deux parts, remporter avec ses fantassins une victoire facile sur les fantassins allemands et français. Mais la patience échappa enfin à Fabrice Colonna, qui se voyait sacrifié avec tant de braves gens à ce calcul cruel. Malgré les ordres de son chef, il s'élança avec toute sa cavalerie sur les Français. Il était déjà trop tard, les rangs de sa gendarmerie étaient trop affaiblis, la supériorité des Français était décidée, et le combat ne fut pas longtemps douteux. Fabrice Colonna fut fait prisonnier par Alphonse d'Este, qui lui sauva la vie et la liberté; le cardinal de Médicis, les marquis de la Palude, de Bitonto et de Pescaire furent pris également; Cardonne et Antonio de Leyva prirent la fuite, et, de toute l'armée,

il ne resta bientôt plus que l'infanterie de Pedro de Navarre.

« Mais celle-ci n'était pas si facile à vaincre : couverte d'une compète armure défensive, et combattant seulement avec l'épée pointue et le poignard, elle s'avançait contre les piques des Allemands, longues de seize à dix-huit pieds, et si elle réussissait à les écarter, et à pénétrer entre elles, elle égorgeait sans rencontrer de résistance des hommes qui n'avaient ni cuirasse ni armes pour combattre de près. Toute la cavalerie française fut obligée de venir à l'appui de l'infanterie ; elle détermina enfin les Espagnols à se retirer en bon ordre, mais elle ne put les entamer. Yves d'Alègre, en conduisant une charge contre ce bataillon serré, vit tuer son fils sous ses yeux ; il voulut le venger, et fut tué à son tour. Gaston de Foix, furieux d'avoir vu tomber tant de braves, vint après lui charger ces terribles fantassins. Il fut renversé par un Espagnol, qui lui plongea son épée dans le sein, encore que Lautrec lui criât : « Ne le tuez pas, faites-le prisonnier ; c'est notre vice-roi, c'est le frère de votre reine. » Jamais, dans ce siècle, champ de bataille ne fut couvert de plus de morts que celui de Ravenne. Les plus modérés affirment que l'armée française perdit six mille hommes, et l'armée espagnole douze mille.*»

* Sismondi, *Hist. des Français*.

Pedro de Navarre ne voulut pas abandonner la place, et fut pris.

Ce Gaston de Foix, qui périt au milieu de son triomphe, avait été criblé de blessures; « car, dit l'historien de Bayard, depuis le menton jusques au front, en avoit quatorze ou quinze. » Parmi les morts du côté des Français, on comptait aussi le sire de Molart et Empser. Lautrec reçut vingt blessures. Louis XII, en apprenant ce qui s'était passé, s'écria : « Dieu nous garde de remporter souvent de pareilles victoires! Si nos ennemis en eussent remporté une semblable, ils seraient bientôt perdus sans ressource. » La bataille de Ravenne porta cependant quelques fruits : Ravenne, Imola, Forli, Césène, Rimini, furent prises et pillées.

Mais l'armée française était dans une situation qui annonçait plutôt une défaite qu'une victoire. Le cardinal Antonio de San-Severino, légat du conciliabule de Pise, et La Palice se disputaient le commandement; ils n'inspiraient ni l'un ni l'autre aux soldats cette confiance que leur avait donnée Gaston. En outre, l'administrateur de la caisse de l'armée congédia par économie, avant même d'avoir consulté le roi, toutes les troupes italiennes et une partie des fantassins français. Jules II, qui avait eu un instant la pensée de demander la paix, se sentit animé d'une nouvelle ardeur. Le concile de Latran, ouvert le 3 mai, l'engagea à pour-

suivre la guerre contre la France, et à transférer à Henri VIII le titre de *roi très-chrétien*, que portait Louis XII. Un appel fut adressé à Matthieu Schinner; vingt mille Suisses, enrôlés par ce prélat, descendirent en Italie du côté du Tyrol, et opérèrent leur jonction avec les Vénitiens. La Palice, au lieu de marcher sur Rome ainsi que le conseillait le duc de Ferrare, dut s'éloigner de la Romagne pour couvrir la Lombardie, mais après avoir affaibli son corps d'armée en mettant des garnisons dans les places conquises.

Aussitôt, Jules II reprit l'offensive; aidé des troupes espagnoles, il rentra dans Bologne, et chassa le légat San-Severino de toutes les villes de la Romagne. Le duc de Ferrare fut réduit à venir s'humilier devant lui. Gênes secoua la domination française, prit pour doge Jean Fregoso, et fit reconnaître son indépendance par la Sainte-Ligue, moyennant 12,000 ducats donnés aux Suisses. Raymond de Cardonne se présenta devant Florence, exigea du peuple la déposition de Soderini et une contribution de 100,000 florins, et replaça la république sous le joug des Médicis. Parmi les exilés du parti populaire, figura Machiavel qui avait prédit le danger de l'alliance française: « La bonne fortune des Français, avait-il dit, nous a fait perdre la moitié de l'état; leur mauvaise fortune nous fera perdre notre liberté. »

Les affaires des Français n'allaient pas mieux au nord de

l'Italie. Maximilien se déclarait ouvertement en faveur de la coalition. La Palice, dont les forces étaient trop inférieures à celles des ennemis, abandonna tour-à-tour les lignes de l'Adige, de l'Oglio et de l'Adda. Crémone, Lodi, Pavie se rendirent aux Suisses; Brescia et Peschiera aux Espagnols; Crême et Bergame aux Vénitiens, Legnano aux Allemands. Le cardinal de Médicis fut arraché des mains des Français par les paysans des environs de Milan. Les cantons suisses imposèrent au duc de Savoie une alliance offensive et défensive. Le jeune Maximilien Sforza, fils aîné de Ludovic le More, fut ramené en triomphe à Milan (15 décembre.)

Toutefois, pour recouvrer son duché, il dut le démembrer. Les Grisons s'emparèrent de Chiavenna et de la Valteline. Le pape prit Parme, Plaisance et Reggio, comme ayant appartenu jadis au Saint-Siége. Les Suisses retinrent Locarno et Bellinzona, et frappèrent d'énormes contributions le Milanais entier. Matthieu Schinner se réserva Vigevano.

Tandis que l'on combattait en Italie, Ferdinand le Catholique faisait, en faveur de ses alliés, une diversion du côté des Pyrénées. Sous prétexte que Jean d'Albret était frappé d'anathème comme partisan du concile de Pise, mais en réalité parce qu'il s'était joint à la politique française, et sur le refus qu'il fit de livrer son fils, le prince de Viane, et trois places fortes, comme garantie de ses inten-

tions pacifiques, il lui déclara la guerre. Une flotte anglaise, avec six mille hommes de débarquement, sous les ordres du marquis de Dorset, aborda sur les côtes de Biscaye, afin de soutenir les Espagnols. La cause de Jean d'Albret fut encore compromise par les querelles de deux puissantes maisons, les Beaumont et les Grammont. La première ouvrit aux ennemis Pampelune et les autres villes de la Navarre. Louis XII, intervenant alors en faveur de son allié, arma vingt-quatre mille hommes, rappela d'Italie La Palice, au moment où il opérait son mouvement de retraite devant les troupes de la Sainte-Ligue, et le chargea d'agir de concert avec François II, duc de Longueville, sur la frontière d'Espagne ; les Français chassèrent l'ennemi du Béarn, mais échouèrent sous les murs de Pampelune, se retirèrent devant le duc d'Albe, et abandonnèrent même leur plus grosse artillerie dans les montagnes. Jean d'Albret perdit à jamais ses possessions au-delà des Pyrénées, et le 1er avril 1513, Louis XII et Ferdinand signèrent, à Orthez, en Béarn, une trêve d'une année, mais pour les frontières d'Espagne seulement.

Déjà, à cette époque, plusieurs événements avaient relevé le courage de Louis XII. Le 21 février, Jules II, l'âme de la ligue, était mort ; il avait encore répété dans ses derniers instants : « Plus de Français en Italie ! » François Ier disait de ce pape, en s'adressant à Léon X, son successeur :

« Nous n'avons pas eu d'ennemi plus acharné, nous n'avons pas connu de guerrier plus terrible sur le champ de bataille, de capitaine plus prudent. En vérité, sa place était à la tête d'une armée plutôt que de l'Église. » Le cardinal de Médicis, proclamé sous le nom de Léon X, suivit la même politique, et envoya 42,000 ducats aux Suisses, afin de gagner aussi leur alliance. Mais il n'eut pas autant de décision dans le caractère, de fermeté dans le conseil, et d'audace dans l'action que son prédécesseur. Ensuite, Maximilien et Venise ne pouvaient parvenir à s'entendre ; l'empereur ne voulait pas abandonner Vicence, Padoue, Trévise, Brescia, Crême et Bergame, si la république ne lui payait 200,000 florins pour l'investiture et une redevance annuelle de 30,000 florins. Louis XII, profitant de ces dissensions, détacha les Vénitiens de la Sainte-Ligue ; par l'entremise d'Andrea Gritti, prisonnier depuis le sac de Brescia, un traité fut conclu à Blois (13 mars). Venise renonçait à ses droits sur Crémone et la Ghiarra d'Adda, et le roi lui cédait les siens sur Bergame, Brescia et Crême. Louis XII essaya aussi de ramener à lui les Suisses ; pour obtenir seulement à ses envoyés Trivulzio et La Trémouille l'accès dans la confédération, il livra la citadelle de Lugano ; mais les cantons, dont le ressentiment n'était pas apaisé, posèrent des conditions inacceptables ; ils prétendaient que le roi abandonnant l'Italie, fît serment de n'y rentrer ja-

mais, et abolit les libertés de l'Église gallicane. Au moment de tenter encore la fortune au-delà des Alpes, Louis XII voulut du moins assurer sa frontière du nord comme celle du midi; il conclut une alliance avec Jacques IV, roi d'Ecosse, qui s'engageait à occuper les forces de Henri VIII en Angleterre, par une diversion du côté du Northumberland.

On attaqua la Lombardie par mer et par terre. Une flotte, sous les ordres de Pierre-Jean de Bidoux, chevalier de Préjean, se présenta devant Gênes. Le fort de la Lanterne, malgré l'affranchissement de la ville, était encore au pouvoir des troupes françaises; les Adorni et les Fieschi, partisans de Louis XII, chassèrent la faction des Fregosi, et ouvrirent les portes aux assaillants. Les Génois se soumirent sans résistance; ils donnèrent même la dignité de doge à Antonio Adorno, nommé aussi lieutenant du roi.

L'armée de terre, commandée par La Trémouille et Trivulzio, se réunit à Suze; elle comprenait mille deux cents gens d'armes français, huit cents hommes de cavalerie légère, huit mille fantassins et huit mille lansquenets, sous les ordres de Robert de La Mark, *le Sanglier des Ardennes*, et de ses fils, les sieurs de Fleuranges et de Jamet. Raymond de Cardonne se replia à leur approche vers la Trebia, abandonnant Tortone et Alexandrie; et il aurait évacué toute l'Italie septentrionale, sans les promesses de

Léon X. Les Français furent reçus à Milan et dans les autres villes, excepté Côme et Novare. Maximilien Sforza, effrayé des soulèvements qui éclataient contre lui, alla se mettre sous la protection des Suisses à Bellinzona. Les Vénitiens, de leur côté, avaient attaqué le Milanais à l'est ; Alviano, que Louis XII leur avait rendu, prit Valeggio, Peschiera, Crémone, Lodi et Brescia.

Les Suisses allèrent avec le duc de Milan occuper Novare, au nombre de huit mille. Les Français ne tardèrent pas à les y assiéger. Trivulzio s'était vanté de les prendre *comme on prend du plomb fondu dans une cuiller*. Mais telle était l'audace des Suisses, que, quand les batteries de siége eurent fait une brèche aux murailles, ils envoyèrent dire au sire de Lafayette, grand maître de l'artillerie, d'épargner sa poudre et d'entrer dans la ville par les portes. En effet, ils cessèrent de les fermer, et se contentèrent de mettre des rideaux devant chacune d'elles. Malgré les représentations et les instances des Italiens enfermés avec eux, ils ne souffrirent pas qu'un fossé fût creusé, ni qu'un nouveau rempart fût élevé derrière la brèche. Cette imprudente bravade leur eût coûté cher, si La Trémouille et Trivulzio eussent agi avec plus de discernement. On venait d'apprendre que neuf mille Suisses arrivaient au secours de la place ; Robert de La Mark demandait qu'on allât les combattre et les disperser, sauf à revenir ensuite devant Novare. Mais

les généraux aimèrent mieux lever le camp, et aller occuper à quelque distance une forte position entre Riotta et Trecate (5 juin).

« Le lendemain, les Suisses se mirent en marche avant le jour, et arrivèrent en silence jusqu'en vue du camp français ; un petit bois les couvrait, et les brouillards qui s'élevaient d'une terre marécageuse avaient dérobé leur marche aux Français. Aussitôt que Robert de La Mark les aperçut, il les chargea vigoureusement à la tête de trois cents gendarmes ; mais la colonne des Suisses, hérissée de longues piques, ne put pas être entamée par les cavaliers. Le sire de Lafayette ouvrit ensuite contre eux le feu de ses batteries ; des files entières de Suisses étaient emportées, mais ils serraient les rangs et avançaient toujours d'un pas égal, la pique basse. Les deux fils de Robert de La Mark avaient été renversés de leurs chevaux et laissés par les Suisses derrière eux, couverts de blessures. Leur père rassembla tout ce qu'il put de cavalerie, vint fondre sur la place que leurs écuyers lui désignèrent, les releva et les emporta loin du champ de bataille. Mais ce fut la dernière charge de la gendarmerie française ; elle se retira ensuite précipitamment vers la Sesia, et, avant d'avoir atteint cette rivière, presque tous les cavaliers avaient jeté leurs lances pour fuir plus rapidement. L'infanterie resta seule exposée à la fureur des Suisses ; les Gascons prirent la fuite, les

vainqueurs ne les poursuivirent pas; mais ils tombèrent avec un acharnement effrayant sur les lansquenets, objet de leur jalousie; ils ne pardonnaient pas à ces fantassins allemands de les avoir remplacés dans les armées françaises. Cinq mille de ces malheureux furent tués sur la place, le reste se rendit. Cinq mille Français périrent aussi, soit dans la bataille, soit dans la fuite; car les paysans se jetèrent avec fureur sur les fantassins gascons, que les Suisses avait épargnés. Ceux-ci, n'ayant pas de cavalerie, ne poursuivirent pas l'armée française. Une heure et demie avait suffi à la mettre en déroute; les vainqueurs passèrent encore quelques heures sur le champ de bataille. après quoi ils ramenèrent en triomphe à Novare vingt-deux pièces de canon qu'ils avaient conquises à l'arme blanche, ainsi que tous les chevaux de trait et tous les bagages de l'armée.* » La perte des Suisses ne s'éleva qu'à mille cinq cents hommes.

Les sollicitations des Vénitiens ne purent retenir en Italie les débris de l'armée de La Trémouille; quelques jours après la défaite de Novare, il ne restait pas un Français dans le pays. Les villes du Milanais rentrèrent sous le joug de Maximilien Sforza. Les Suisses garantirent à ce prince la possession de ses états, moyennant 40,000 ducats par

* Sismondi.

an ; ils imposèrent aussi la Savoie à 50,000 ducats, et le Montferrat à 100,000. Raymond de Cardonne détacha vers Gênes le marquis de Pescaire ; la flotte du chevalier de Préjean n'essaya pas de défendre la place, les Adorni partirent pour l'exil, Octavien Fregoso fut proclamé doge, et l'on rasa la Lanterne (17 juin). Cardonne marcha lui-même contre les Vénitiens, reprit Crémone, Brescia et Bergame, échoua devant Padoue, mais défit Alviano à la Motta, près de Vicence (7 octobre). Le hasard fit essuyer encore une grande perte à Venise : un incendie dévora le quartier le plus commerçant et le plus riche de la ville. Léon X arrêta les hostilités de ce côté, en décidant les Vénitiens et l'empereur à l'accepter comme arbitre de leurs différends.

Non-seulement Louis XII perdit l'Italie, mais il se vit attaqué dans ses propres états. Avant même que La Trémouille eût franchi les Alpes, un traité avait été conclu à Malines, à son insu, entre Henri VIII, Maximilien et les Suisses, par l'intermédiaire de Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas (5 avril 1513) ; Ferdinand le Catholique, malgré la trêve d'Orthez qu'il avait signée peu de jours auparavant, s'était associé à leurs projets. L'invasion de la France devait être entreprise, dans le délai de deux mois, sur les trois frontières du nord, de l'est et du midi : le roi d'Angleterre attaquerait la Normandie ou la

Picardie; le roi d'Espagne, le Béarn ou le Languedoc; l'empereur ou les Suisses, la Bourgogne. Henri VIII promettait en outre de payer à Maximilien 100,000 écus d'or.

Après l'affaire de Novare, l'invasion commença. Au commencement de juillet, Henri VIII débarqua à Calais avec trente mille hommes; Maximilien vint le rejoindre avec douze mille cavaliers levés dans les Pays-Bas. Les deux princes ayant mis le siége devant Térouanne, Louis XII chargea le sire de Piennes et le duc Louis de Longueville, petit-fils du fameux Dunois, de faire passer quelques secours à la garnison; il leur recommanda de se borner à remplir leur mission sans combattre. Les deux officiers s'avancèrent vers Guinegate, pour attirer de ce côté l'attention des ennemis, tandis que Fontrailles jetterait rapidement du renfort dans Térouanne. Attaqués par des forces supérieures, ils commandèrent la retraite; mais ce mouvement rétrograde s'exécuta avec trouble et précipitation. La gendarmerie française prit le galop devant les cavaliers allemands qui la serraient de près, et entraîna la déroute de l'infanterie. Longueville, La Palice, Bayard, Lafayette, Clermont d'Anjou et Bussy d'Amboise, firent tête à l'ennemi avec une poignée de soldats; mais, en sauvant le reste de l'armée, ils se perdirent eux-mêmes, et furent faits prisonniers. Le combat de Guinegate, que Pierre Arétin chanta dans un poëme sur l'ordre de Léon X,

a été nommé la *Journée des Éperons*, parce que les cavaliers français s'y servirent plus de l'éperon que de la lance (18 août).

Henri VIII et Maximilien ne surent pas profiter de leur avantage; ils perdirent leur temps à prendre Térouanne et Tournay, au lieu de marcher sur Paris. D'ailleurs, le monarque anglais fut rappelé dans son royaume, au nord duquel Jacques IV faisait une diversion. Anne de Bretagne avait envoyé son anneau à ce prince, le désignant ainsi pour son chevalier. Les Écossais furent taillés en pièces à Flowden (9 septembre); ils laissèrent sur la place leur roi, douze comtes, treize lords, cinq fils aînés de pairs, une foule de barons et dix mille soldats. Mais la frontière septentrionale de la France, découverte par la déroute de Guinegate, fut préservée de plus grands malheurs.

Les Anglais et les Français eurent aussi plusieurs rencontres sur mer. Le 25 avril, quatre galères que commandait Préjean furent attaquées dans l'anse du Conquet, près de Brest, par l'escadre de l'amiral Édouard Howard. Préjean soutint l'abordage de son adversaire, le prit corps à corps, et le jeta mortellement blessé dans la mer; les Anglais s'étant enfuis, il alla dévaster les côtes de Sussex. Le 10 août, une vingtaine de navires bretons et normands, sous les ordres d'Hervé Primoguet, firent aussi merveille en vue des îles d'Ouessant. La *Belle-Cordilière*, qu'Anne de

Bretagne avait fait construire à Morlaix, aborda la nef amirale d'Angleterre, et se fit sauter avec elle.

Sur la frontière de l'Est, le danger ne fut pas moins effrayant qu'au Nord. Les Suisses, animés par Matthieu Schinner et par la promesse d'une bonne solde que leur avait faite Maximilien, traversèrent toute la Franche-Comté, au nombre de vingt mille, sous les ordres de Jacques de Wattewyll, et parurent devant Dijon (7 septembre). La Trémouille, gouverneur de Bourgogne, n'avait à leur opposer qu'environ douze mille hommes, disséminés dans plusieurs places fortes. Il les laissa ouvrir des tranchées : le froid se fit bientôt sentir; les assiégeants, qui ne voyaient arriver ni l'empereur, ni son argent, commencèrent à se dépiter. La Trémouille parvint à gagner plusieurs de leurs capitaines, qui avaient autrefois servi sous lui, et les amena à traiter (13 septembre); il fut convenu que Louis XII leur donnerait 400,000 écus d'or, renoncerait à tous ses droits sur l'Italie, désavouerait le concile de Pise, et se soumettrait à ce que prononceraient des arbitres sur les prétentions de l'archiduc Charles au duché de Bourgogne. Ainsi les Suisses traitaient naïvement, sans l'aveu de personne, pour la paix générale. On leur versa un à-compte de 20,000 écus, et ils se retirèrent, emmenant comme otages six hommes de rien, qu'on faisait passer pour deux seigneurs et quatre riches bourgeois de

Dijon. Louis XII trouva *merveilleusement étrange* le traité qui avait été signé en son nom. Mais La Trémouille n'avait voulu que duper les Suisses : « Sans cette honnête défaite, lit-on dans ses *Mémoires*, le royaume de France étoit lors affolé ; car, assailli en toutes ses extrémités par ses voisins, il n'eût, sans grand hasard de finale ruine, pu soutenir le faix de tant de batailles. »

Un pareil tour d'adresse n'était bon qu'une fois ; et il était urgent, si l'on voulait prévenir de nouveaux malheurs, de céder aux circonstances, et de dissoudre la Sainte-Ligue en faisant avec chacun des alliés une paix particulière. « Le roi de France étoit en son royaume assailli de toutes parts ; la hardiesse des François étoit toute abâtardie, et leur courage tant amolli de crainte et pusillanimité, que tout étoit mis en désespoir, et toutes les villes et capitales de France n'attendoient que perdition et ruine*. » Léon X, moins passionné que Jules II, voyait que l'agrandissement des Autrichiens en Italie serait pernicieux au Saint-Siége ; et son seul désir était de fonder pour son frère Julien une principauté séculière avec Parme, Plaisance, Reggio et Modène. Ce fut avec lui que Louis XII se réconcilia d'abord (6 octobre) : il lui suffit, pour l'apaiser, d'abjurer le concile de Pise, et d'envoyer à Rome six prélats français, chargés

* Mémoires de La Trémouille.

de faire amende honorable au nom de l'Église gallicane. En vertu d'un autre traité, signé à Blois le 1er décembre, Louis XII se désista de ses prétentions sur le royaume de Naples, et les transmit à Renée, sa seconde fille, qui devait épouser l'un des petits-fils de Ferdinand le Catholique : quant à la question de la Navarre, la trêve d'Orthez était prolongée d'un an. Un arrangement fut ensuite conclu à Orléans avec l'empereur (13 mars 1514) : le roi de France reconnaissait pour dix ans les droits de Maximilien Sforza sur le Milanais, et laissait aux Suisses les territoires de Lugano, Locarno, Mendrizio et Bellinzona. Enfin, le 7 août, le duc de Longueville, prisonnier à Londres, fit accepter à Henri VIII une pension de 100,000 écus pendant dix ans et la ville de Tournay. Comme Anne de Bretagne était morte depuis quelques mois, Louis XII épousa (9 octobre) la sœur du monarque anglais, Marie, âgée de seize ans, quoiqu'il en eût cinquante-trois. C'est la seule princesse anglaise qui soit devenue reine de France.

En résumé, les guerres de Louis XII en Italie, comme celles de Charles VIII, n'ont point été couronnées de succès. Sans doute, Louis avait profité de l'expérience de son prédécesseur ; il s'engagea dans la péninsule avec plus de précaution ; il se fia avec plus de réserve à ses alliés et aux peuples conquis ; il songea moins à ses plaisirs. Mais ce roi, qui mérita par la sagesse de son administration intérieure,

par le bon ordre qu'il établit dans ses états, par la générosité de son caractère, le titre glorieux de *Père du peuple*, commit les fautes les plus graves au-delà des Alpes. On le vit violer sa parole et trahir ses amis. Allié de Venise, il tourna ses armes contre elle : soutenu par Florence, il lui manqua de foi. Il se laissa tromper et par Maximilien, et par Jules II, et par Ferdinand le Catholique. Au moment où il était le seul prince étranger qui possédât en Italie des places fortes et des armées, il appela lui-même à Naples les Espagnols qui devaient bientôt lui disputer et lui ravir sa conquête. Il attira l'Autriche dans la Lombardie, d'où il aurait dû la tenir à jamais écartée. Il changea sans cesse de politique au gré de ses intérêts, jusqu'à ce qu'enfin tout le monde s'unît contre lui. A sa mort, les Espagnols étaient établis à Naples, les Allemands en Lombardie; les Sforza étaient rentrés à Milan, les Médicis à Florence; tandis que la France ne possédait plus rien en Italie.

CHAPITRE V.

François I[er] * et Charles-Quint.

1515. Traités de François Ier avec Charles d'Autriche, Henri VIII, les Vénitiens et les Génois. — Invasion du Milanais. — Bataille de Marignan. — Traités avec Léon X et les Suisses. — 1516. Guerre des Français contre l'empereur Maximilien. — Traité de Noyon entre François Ier et Charles d'Autriche. — 1518. Paix avec l'Angleterre. — 1519. Mort de Maximilien. — Prétentions de François Ier à l'Empire. — Élection de Charles-Quint. — Alliances diverses contractées par les deux princes. — 1520. Entrevue du Camp du Drap-d'Or. — Motifs de guerre. — Comparaison entre François Ier et Charles-Quint.

Le 1er janvier 1515, Louis XII mourut sans laisser de fils: le trône revint, par droit d'hérédité, à son gendre François,

---

* Pour les guerres de François Ier, voyez aussi la *Vie* de ce prince dans notre collection.

duc d'Angoulême, fiancé à Claude de France dès l'année 1506, mais dont le mariage n'avait été célébré qu'en 1514.

François Ier, lors de son couronnement à Reims, se fit proclamer duc de Milan ; il se proposait, en effet, de relever l'influence française en Italie, et de mettre à profit les préparatifs que Louis XII avait commencés. Les gentilshommes, obéissant à un faux point d'honneur, ne demandaient qu'à franchir de nouveau les Alpes : « La noblesse se mit fort à l'aimer et espérer en lui ; car on le voyoit jeune, prêt à entreprendre guerre, et libéral pour récompenser les siens. Jamais n'avoit été vu roi en France, de qui la noblesse s'esjouit autant. » Mais, tout en méditant l'invasion du Milanais, il eut soin de ne paraître préoccupé que de sa défense ; il espérait enchaîner par des traités les puissances qui auraient pu entraver ses desseins. Les Suisses, qui régnaient au-delà des monts sous le nom de Maximilien Sforza, ne voulurent pas même recevoir les envoyés du roi de France. Léon X, tout en faisant des protestations de neutralité, garantit secrètement au fils de Ludovic la possession de son duché, de concert avec l'empereur, le roi Ferdinand et les Suisses. Mais un traité d'alliance fut signé à Paris (29 mars) entre François Ier et l'archiduc Charles, souverain des Pays-Bas ; ce jeune prince, ayant à craindre à la fois l'indocilité de ses sujets flamands et la jalousie de son aïeul le roi d'Espagne, recherchait lui-même

l'amitié d'un monarque, dont il devait être un jour le rival et l'ennemi. Il fit hommage à François Ier pour les comtés de Flandre, d'Artois et de Charolais; on stipula le futur mariage de l'archiduc avec la seconde fille de Louis XII, Renée de France, âgée alors de sept ans seulement, et qui devait avoir 200,000 écus d'or en dot et le duché de Berry pour apanage; le roi garantissait à Charles la succession de l'Espagne, et celui-ci promettait de restituer la Navarre à Jean d'Albret.

Le roi d'Angleterre fut tout aussi traitable. Le traité de Londres fut renouvelé à Westminster (5 avril): en cas de guerre offensive, Henri VIII devait fournir à François Ier cinq mille fantassins et un nombre suffisant de navires, si la lutte était maritime; le roi de France promettait cinq mille hommes de cavalerie à son allié, et une flotte égale à la sienne. En cas de guerre défensive, les troupes de terre devaient être doublées Venise, non contente de renouveler avec François l'alliance conclue avec son prédécesseur, s'unit plus étroitement à lui, par un nouveau traité du 27 juin. Enfin, Octavien Fregoso, doge de Gênes, fit une convention secrète avec le connétable de Bourbon, promettant de livrer les passages de la Ligurie, et de convertir son titre de doge en celui de gouverneur pour le roi de France.

L'armée que réunit François Ier était la plus belle qui eût jamais passé les Alpes; elle comprenait deux mille cinq

cents lances (comptant pour quinze mille hommes), quinze cents hommes de cavalerie légère, six compagnies de reîtres italiens commandés par un San-Severino, trois mille pionniers, huit mille fantassins français et dix mille Gascons et Basques, sous les ordres de Pedro de Navarre, qui était entré au service de la France, pour se venger de ce que Ferdinand le Catholique n'avait pas voulu le racheter après la bataille de Ravenne. Il faut y ajouter vingt-deux mille lansquenets * des Pays-Bas, amenés par Charles d'Egmont, et dont six mille, à cause de leurs armes et de leurs drapeaux noirs, étaient appelés *les bandes noires de la Gueldre*; Jean de Saulx-Tavannes en prit le commandement. On comptait soixante-douze grosses pièces d'artillerie. François Ier partit lui-même, après avoir laissé la régence à sa mère Louise de Savoie, que devait aider le chancelier Duprat.

De leur côté, les Suisses, animés par leur *général tonsuré*, ainsi qu'on appelait le cardinal de Sion, s'étaient mis en défense. Au nombre de vingt mille, ils gardaient les passages des Alpes, et se croyaient en sûreté. Ils eurent un moment la pensée de faire une irruption en France; mais

---

* Nom donné aux aventuriers levés en Allemagne : *Landsknechts*, enfants du pays.

il leur aurait fallu de la cavalerie, et l'empereur, occupé en Hongrie, leur refusa quelques milliers de chevaux. Échelonnés au Pas de Suze, au mont Cenis et au mont Genèvre, ils attendirent l'ennemi. Des détachements français se montrèrent sur ces différents points, afin de leur cacher la marche véritable de l'armée : car, d'après le conseil du vieux Trivulzio, on devait longer la Durance, traverser les vallées de Barcelonnette et de l'Argentière, arriver, par un passage que fréquentaient à peine les chasseurs de chamois, jusqu'aux sources de la Stura et jusqu'à Coni, et envahir le marquisat de Saluces. Ce plan fut exécuté. L'avant-garde, conduite par le connétable de Bourbon, Trivulzio et Pedro de Navarre, et précédée des pionniers sous les ordres de Galiot, sénéchal d'Armagnac, partit d'Embrun le 8 août, et, cinq jours après, elle était devant Coni. Au centre étaient le roi, Charles d'Egmont et le duc de Lorraine ; après eux, La Trémouille et Lautrec, à la tête de la chevalerie. Enfin, l'arrière-garde suivait, commandée par le duc d'Alençon. Vingt hommes déterminés auraient pu arrêter toute l'armée au col de l'Argentière. On fit sauter les rochers, on jeta des ponts sur les abîmes, on combla des vallées, on construisit des galeries en bois le long des pentes les plus escarpées.

En même temps, la flotte française débarquait à Gênes huit mille hommes ; Aimar de Prie, qui les commandait,

opéra sa jonction avec Octavien Fregoso, franchit la Bocchetta, et s'empara de Tortone et d'Alexandrie.

Les Suisses ne se doutaient de rien; le passage des Alpes s'était opéré dans un si grand secret et avec tant de rapidité, que les Français étaient en Italie lorsqu'on les croyait encore dans le Dauphiné. Bayard et La Palice, avec une division de l'armée, surprirent à table Prosper Colonna, près de Villafranca, et le firent prisonnier avec la cavalerie milanaise. Les Suisses se replièrent en toute hâte vers Milan, évacuant tour-à-tour Turin, Ivrée, Chivasso, Verceil et Novare. François Ier, qui les suivait, alla s'établir à Marignan, sur la route de Milan à Plaisance, afin d'empêcher leur jonction avec les Espagnols.

Pendant ces premières opérations, Alviano et les Vénitiens tinrent en échec les troupes espagnoles, romaines et florentines, reprirent sur Raymond de Cardonne le Brescian, le Vicentin et le Véronèse, et le rejetèrent au midi du Pô.

Avant d'en venir à un engagement général, le roi voulut négocier; il disait à Lautrec qu'il était décidé à faire tous les sacrifices que l'honneur permettrait, pour épargner le sang de son peuple. Les chefs des Suisses, Jean de Diesbach et Georges de Hohensax, étant aussi disposés à la paix, une suspension d'armes fut signée à Gallerate (9 septembre). Les Suisses demandèrent pour Maximilien Sforza une prin-

cesse du sang royal de France, le duché de Nemours et 60,000 ducats de pension, en retour de la cession du Milanais ; pour eux-mêmes, la restitution des places fortes qu'ils possédaient dans ce duché, et l'argent qu'on leur redevait de la capitulation de Dijon. François Ier accorda tout, et, pour faire le premier paiement, ses principaux officiers vendirent leur vaisselle et donnèrent tout leur argent. Lautrec allait verser la somme, quand arrivèrent vingt mille hommes avec Rœsh, bourguemestre de Zurich : ceux-ci, à l'instigation du cardinal de Sion qui ne voulait pas entendre parler de paix, rompirent la convention, et Lautrec n'eut que le temps de mettre l'argent en sûreté. Le roi disait du cardinal : « Ce petit prêtre m'a donné plus d'embarras que toutes les puissances de l'Europe. »

Ceux des Suisses qui étaient partisans de la paix retournèrent dans leurs cantons. Les autres, au nombre de trente-quatre mille, attaquèrent les Français à Marignan, le 13 septembre.

Pedro de Navarre avait entouré le camp français d'un retranchement qui amortit le premier assaut des Suisses. Ces redoutables montagnards s'avançaient avec leurs longues piques et leurs espadons à deux mains, sans artillerie, sans cavalerie, et ne comptaient que sur leurs forces corporelles. Les archers, dont les boucliers, liés entre eux, étaient placés sur toute la longueur du retranchement

pour les couvrir, criblaient de flèches les assaillants. Les lansquenets, postés à droite et à gauche, harcelaient leurs flancs. La gendarmerie, dont plusieurs charges furent dirigées par le roi, les attaquait de front « Par cinq cents et par cinq cents, dit-il dans une lettre à sa mère, il fut fait une trentaine de belles charges ; et ne dira-t-on plus que les gendarmes sont lièvres armés ; car sans point de faute, ce sont eux qui ont fait l'exécution. » Néanmoins, les Suisses se jetaient, tête baissée, contre l'artillerie française, dont ils voulaient s'emparer, serrant leurs rangs à mesure que le canon y opérait de nouvelles trouées. La nuit même ne mit pas fin au combat ; on se battit pendant quatre heures au clair de lune. Une obscurité subite interrompit l'affaire.

A ce moment, les Suisses s'étaient emparés de dix drapeaux et de douze canons. Les deux armées étaient en désordre et confondues ; chacun resta où il se trouvait, dans la crainte de rencontrer un ennemi en faisant un mouvement. Ce fut ainsi que François Ier passa la nuit sur l'affût d'un canon. « Je vous jure que ce fut un des plus gentils capitaines de son armée, et ne voulut jamais abandonner son artillerie, et faisoit rallier le plus de gens qu'il pouvoit autour de lui... Et se mit sur une charrette d'artillerie, pour soi un peu reposer, et pour soulager son cheval qui

étoit fort blessé. » * Quand il demanda de l'eau pour se rafraîchir, celle qu'on lui apporta dans un casque se trouva être mêlée de sang. Le plus gros bataillon des Suisses n'était qu'à cinquante pas de lui ; il s'en aperçut, et fit éteindre les feux, afin que ses ennemis ne vissent pas combien il était exposé.

Bayard, qui avait combattu avec sa valeur ordinaire, courut aussi un grand danger dans cette nuit. « Son cheval, dit son historien, enferré de piques et débridé, quand il se sentit sans frein, se mit à la course, et emportoit le bon chevalier droit en une troupe de Suisses, n'eût été qu'il rencontra en un champ des ceps de vigne qui tiennent d'arbre en arbre, où il s'arrêta. Le bon chevalier fut bien effrayé, et non sans cause ; car il étoit mort sans nul remède, s'il fût tombé entre les mains des ennemis. Il ne perdit toutefois point le sens ; mais tout doucement se descendit, et jeta son arme et ses cuissarts, et puis le long des fossés, à quatre beaux pieds, se retira à son opinion vers le camp des François, et où il entendoit crier : *France !* Dieu lui fit la grâce qu'il y parvînt sans danger. »

Le lendemain, la bataille fut reprise. « Quand le jour fut venu, chacun se retira sous son enseigne, et commença le combat plus furieux que le soir, de sorte que je vis un

* Mémoires de Fleuranges.

des principaux bataillons de nos lansquenets être reculé de plus de cent pas, et un Suisse, passant toutes les batailles, vint toucher de la main sur l'artillerie du roi, où il fut tué; et, sans la gendarmerie qui soutint le faix, on étoit en hasard*. » Les Suisses, plus acharnés encore que la veille, se battaient comme des lions; ils voulaient bien mourir, mais non pas reculer. « Sans point de faute, dit Fleuranges, ils trouvèrent le roi avec les lansquenets qui les reçurent, et leur fit l'artillerie des François un grand mal; et commençoient à aller autour du camp d'un côté et d'autre, pour voir s'ils pouvaient assaillir; mais ils ne venoient pas au point, fors une bande qui vinrent ruer sur ces lansquenets; mais quand ce vint à baisser des piques, ils glissèrent outre, sans les oser enfoncer. » La lutte durait encore, lorsque les Suisses entendirent derrière eux le cri de guerre des Vénitiens; c'était Alviano qui arrivait de Lodi au secours de l'armée française. Au même instant, Trivulzio rompait la digue du Lambro, dont les flots envahirent le terrain occupé par l'ennemi. Les Suisses, dans l'eau jusqu'aux genoux, durent songer à la retraite. Ils gagnèrent Milan en bon ordre, portant à bras leurs blessés, et sauvant tous leurs drapeaux, à l'exception du *Taureau d'Uri* qui fut perdu.

Les Suisses, ces *dompteurs des princes*, comme ils s'appe-

* Mémoires de Martin du Bellay.

laient alors, étaient domptés à leur tour : ils laissèrent sur le champ de bataille plus de quinze mille hommes, et les Français environ six mille. Trivulzio, qui avait assisté à dix-huit batailles rangées, disait que celle de Marignan était un combat de géants, et toutes les autres des jeux d'enfants.

Le soir même de la lutte, François Ier, oubliant que les rois de France naissaient chevaliers, voulut recevoir l'ordre de chevalerie de la main de Bayard. «Le bon chevalier donna l'accolade au roi, et puis après, par manière de jeu, cria hautement, l'épée en la main droite : « Tu es heureuse « d'avoir aujourd'hui, à un si vertueux et si puissant roi, « donné l'ordre de la chevalerie. Certes, ma bonne épée, tu « seras comme reliques gardée et sur toutes autres honorée; « et ne te porterai jamais, si ce n'est contre Turcs, Sarrasins « ou Maures.» Et puis fit deux sauts, et après remit son épée dans le fourreau. »

De Marignan, l'armée victorieuse se dirigea vers Milan. Maximilien Sforza, qui déjà avait battu de la fausse monnaie pour payer les Suisses, n'avait plus rien à leur donner : ils l'abandonnèrent, malgré les instances du cardinal de Sion, et rentrèrent dans leur pays. Tout le duché se rendit aux Français. La citadelle de Milan fut investie par Pedro de Navarre, et celle de Crémone par Fleuranges ; elles ne tardèrent pas à capituler. François Ier réorganisa le parlement milanais institué par Louis XII, et donna le gouvernement

du pays au connétable de Bourbon, puis à Lautrec. La jalousie qu'en témoigna Trivulzio lui fit encourir la disgrâce du roi, et abreuva d'amertume la fin de sa longue carrière. Les Vénitiens, en dépit des promesses qu'on leur avait faites, furent mollement secondés, quand il s'agit de conquérir les places auxquelles ils avaient droit; ils ne purent prendre que Peschiera, Asola et Lonado.

Quant à Maximilien Sforza, en vertu du traité de Pavie (14 octobre), il céda toutes ses prétentions sur le Milanais au roi de France, moyennant 30,000 écus de rentes en bénéfices ecclésiastiques, le paiement de ses dettes, même envers les Suisses, et la promesse du chapeau de cardinal. Il fut conduit en France, où il mourut comme son père (1530).

La victoire de Marignan changea la politique de Léon X. Le souverain pontife ne pouvait plus compter sur les Suisses, et le chemin de ses états était ouvert aux Français; il finissait, d'ailleurs, par comprendre que le plus grand danger était du côté de la maison d'Autriche, qui allait être appelée aux trônes d'Espagne et de Naples par la mort prochaine de Ferdinand le Catholique. Un traité fut conclu à Viterbe (13 octobre) entre François Ier et Léon X: le pape reconnaissait le roi de France comme duc de Milan, et restituait au Milanais Parme et Plaisance; il rendait au duc de Ferrare les villes de Modène et de Reggio; il promettai

même sa coopération à l'invasion du royaume de Naples, pourvu qu'on attendît la mort de Ferdinand. François garantit Florence à la famille des Médicis, donna au pape l'assurance qu'à l'avenir le duché de Milan s'approvisionnerait aux salines de Cervia qui appartenaient au Saint-Siége, et lui abandonna le duché d'Urbin, dont le neveu de Jules II était maître. Raymond de Cardonne se fit comprendre dans le traité, traversa, sans être inquiété, les États de l'Église, et se dirigea vers Naples avec ses Espagnols.

Par l'entremise du duc de Savoie, François Ier était également entré en négociations avec les Suisses. Malgré les efforts du cardinal de Sion, huit cantons signèrent un traité à Genève (7 novembre). Les Suisses reconnurent le roi pour duc de Milan, comte d'Asti et seigneur de Gênes, promirent de lui fournir autant de gens de guerre qu'il en voudrait solder, et rendirent, pour 300,000 écus d'or, les places et châteaux qu'ils possédaient dans le Milanais, excepté Bellinzona. Le roi s'engageait à leur payer encore 400,000 écus pour la capitulation de Dijon, et 300,000 pour les frais de la dernière guerre en Italie. Les cinq autres cantons n'adhérèrent à ce traité que l'année suivante, et la paix de Fribourg fut appelée la *Paix perpétuelle :* elle mérita ce nom, car la Suisse est restée l'alliée fidèle et le boulevard de la France.

Restaient l'empereur et Ferdinand le Catholique. Ce der-

nier était surtout remuant. Craignant que les Français ne vinssent à tomber de la Lombardie sur le royaume de Naples, il donnait de l'argent à Maximilien, afin qu'il continuât la guerre. Il éveillait la jalousie de Henri VIII, dont la sœur, reine douairière d'Écosse, venait de se voir enlever la régence par le duc d'Albany, dévoué aux Français Mais il mourut au milieu de ces intrigues (23 janvier 1516), laissant ses états à l'archiduc Charles. Maximilien n'en persista pas moins à soutenir les prétentions de François Sforza, second fils de Ludovic le More, sur le duché de Milan. Au mois de mars, il descendit en Italie par la vallée de l'Adige, perdit un temps précieux devant Asola, et permit ainsi à Lautrec de préparer la défense. Arrivé devant Milan, il menaça les habitants, s'ils ne chassaient les Français dans trois jours, de faire passer la charrue et de semer du sel sur les ruines de leur ville, comme avait fait autrefois Frédéric Barberousse. Mais ses mercenaires réclamèrent impérieusement leur solde; pour leur faire prendre patience, il chargea le cardinal de Sion de leur distribuer 16,000 écus d'or, et, sous prétexte que son trésor était à Trente, il y courut. Comme il ne revint pas, l'armée se débanda; en se retirant, elle s'indemnisa par le pillage de Lodi et de S.-Angelo. Lautrec reprit l'offensive, et aida les Vénitiens à conquérir Brescia (24 mai).

Le moment semblait venu pour François Ier de faire

valoir ses prétentions sur Naples et de reprendre la Navarre pour la famille d'Albret. Mais, dans tout l'abandon de sa loyauté, le roi se laissa duper. Charles, qui avait besoin de la paix pour s'affermir en Espagne, lui prodiguait les termes de tendresse, l'appelant son *bon père;* il lui envoyait deux beaux chevaux de Naples. Il lui écrivait : « Je n'ai plus rien à cœur que de vous complaire, comme tout bon fils doit faire à son bon père. Pour continuation de la fervente amour que je vous porte, j'ai voulu vous faire part que j'ai été proclamé roi dans mes royaumes de Castille, Léon et Grenade, et que j'espère l'être de même en Aragon. » Après des conférences entre le gouverneur de Charles, Antoine de Croy, seigneur de Chièvres, et Arthur Gouffier, seigneur de Boissy, grand maître de France, un traité fut signé à Noyon (13 août). Aux termes des anciens traités, la moitié du royaume de Naples devait revenir aux Français, dans le cas où Germaine de Foix n'aurait pas eu d'enfants de Ferdinand le Catholique : on décida que cette moitié resterait à l'Espagne, comme dot de la fille de François Ier, Louise, âgée d'un an, avec laquelle Charles était fiancé, malgré l'union précédemment arrêtée entre ce prince et Renée de France. Pour la question de la Navarre, François s'en remit à la bonne foi du roi d'Espagne, qui promit de faire droit aux réclamations de Catherine de Foix, veuve de Jean d'Albret, quand il

serait affermi sur son trône. Charles, en attendant son mariage avec Louise, devait payer annuellement 100,000 ducats à son futur beau-père, pour la possession de Naples qu'il n'avait que de fait et par droit de conquête.

Maximilien accéda au traité de Noyon, dans les conférences de Bruxelles (4 décembre 1516) et dans celles de Cambrai (11 mars 1517); il accepta 100,000 écus que lui offraient les Vénitiens en retour de la place de Vérone.

Un dernier traité acheva la pacification de l'Europe. François Ier envoya à Londres Guillaume Gouffier, frère de Boissy, plus connu sous le nom d'amiral Bonnivet, afin d'obtenir la restitution de Tournai. L'ambassadeur sut gagner le cardinal Wolsey, ministre de Henri VIII, en flattant sa vanité, en lui persuadant qu'il lui communiquait les affaires les plus secrètes de son maître, et en lui promettant une pension de 12,000 livres. La convention de Londres (14 octobre 1518) stipula la restitution de Tournai, Mortagne et Saint-Amand aux Français, moyennant 600,000 couronnes, et les fiançailles de Marie, fille de Henri VIII, avec le dauphin de France. Les deux rois devaient avoir une entrevue sur le continent à la limite de leurs états respectifs.

La mort de Maximilien, en 1519, amena de nouvelles complications. Quoique ce prince eût obtenu, avant d'expirer, la promesse de quatre électeurs, qu'ils donneraient

leurs voix à son petit-fils Charles d'Espagne, l'élection n'était nullement assurée. Les seigneurs allemands avaient toujours eu pour maxime de n'élever à l'empire aucun prince jouissant par lui-même d'une grande puissance, dans la crainte qu'il n'attentât à leurs libertés. Or, les domaines de la maison d'Autriche s'étaient considérablement accrus depuis un demi-siècle, et on devait hésiter à lui conserver la couronne impériale. D'un autre côté, la frontière du Danube était attaquée par les Turcs; la réforme de Luther commençait à agiter l'Allemagne : les circonstances semblaient demander un pouvoir fort et respecté. Henri VIII eut un instant la pensée de se mettre sur les rangs; mais, comprenant qu'il n'avait aucune chance, il se désista. Les électeurs offrirent la couronne à l'un d'entre eux, le duc de Saxe, Frédéric le Sage, qui refusa ce dangereux honneur.

Le débat n'était sérieux qu'entre François Ier et Charles d'Espagne. Le roi de France, dans son langage chevaleresque, écrivait à son rival : « Nous sommes deux amants prétendant à la même maîtresse; employons l'un et l'autre nos soins pour réussir. Mais lequel des deux qu'elle préfère, l'autre doit se soumettre et ne pas en garder de ressentiment. » Bonnivet et les autres envoyés de François Ier allèrent trouver les électeurs avec de fortes sommes d'argent. Ils firent valoir la vigueur de leur maître, son

expérience militaire, son caractère magnanime et libéral, ses grands revenus, ses flottes, son artillerie, ses troupes toujours soldées : avec tout cela, il devait vaincre les Turcs et relever l'Empire de son abaissement. Le roi d'Espagne n'était qu'un enfant, incapable de soutenir le poids d'une telle couronne. Il ne fallait pas, ajoutaient-ils, perpétuer dans la maison d'Autriche un pouvoir électif, et celui-là serait bien insensé qui, à l'approche d'une grande tempête, hésiterait à confier au plus vaillant le gouvernail du bâtiment.

Mais les électeurs trouvaient une grande incompatibilité de caractère entre les deux nations allemande et française ; habitués à l'indépendance, ils craignaient que le roi de France n'apportât, dans leur état fédératif, les usages d'un gouvernement despotique. L'ambition de François Ier leur était déjà connue, tandis que celle de Charles était encore secrète. « Combien peu l'on doit s'attendre, disaient les Allemands, qu'il conserve la liberté de la Germanie, quand l'on voit qu'en France, où il y avait jadis tant de princes de grande autorité qui maintenaient la justice et la liberté dans cette contrée, il ne s'y trouve plus si grand personnage qui ne tremble au moindre signe du roi. »

Charles dépensa et intrigua autant que son rival. On montre encore à Augsbourg un bordereau des banquiers Fugger, qui lui fournirent de l'argent ; cette pièce porte

l'indication des différentes sommes payées à chaque électeur pour acheter sa voix. Frédéric le Sage entraîna les suffrages : il représenta à ses collègues que le roi de France leur était étranger, tandis que celui d'Espagne appartenait à l'Allemagne par sa naissance; que Charles pourrait consacrer à la défense de l'Empire les forces des Pays-Bas, de Naples et de l'Espagne; et que son intérêt personnel serait lié à l'intérêt général, puisque ses états héréditaires d'Autriche confinaient à la Turquie. Le roi d'Espagne fut élu, le 5 juillet, sous le nom de Charles-Quint.

François Ier ne cacha pas son dépit, en se voyant préférer, à lui dont la gloire remplissait l'Europe, un jeune prince inconnu, non redouté, et mené par des ministres. Les blessures de l'amour-propre, aussi bien que les rivalités politiques, engendrèrent une des plus célèbres luttes des temps modernes. « Dieu fit naître ces deux grands princes ennemis jurés et envieux de la grandeur l'un de l'autre, ce qui a coûté la vie à deux cent mille personnes et la ruine d'un million de familles; et enfin ni l'un ni l'autre n'en ont rapporté qu'un repentir d'être cause de tant de misères. Que si Dieu eût voulu que ces deux monarques se fussent entendus, la terre eût tremblé sous eux *. »

* Mémoires de Montluc.

Avant d'en venir à une rupture ouverte, les deux rivaux cherchèrent à se fortifier par des alliances. Charles-Quint, en allant recevoir la couronne impériale, relâcha en Angleterre. Henri VIII put comprendre dès-lors la vérité de son orgueilleuse devise : *Qui je défends est maître.* Wolsey se laissa séduire par la promesse d'une pension de 7,000 ducats, et surtout par l'espoir que lui donna Charles de la tiare pontificale après Léon X. Cependant, il ne put empêcher l'entrevue qui avait été arrêtée auparavant entre les rois de France et d'Angleterre.

Cette entrevue eut lieu entre Guines et Ardres, en 1520, dans une grande plaine qu'on a nommée le *Camp du Drap-d'Or*, à cause de la magnificence qu'y déployèrent les deux monarques et leur suite. Bien des nobles de France se ruinèrent, pour paraître avec éclat en présence des Anglais ; selon les expressions de Martin du Bellay, « ils portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules. » François Ier eut l'imprudence d'éclipser Henri VIII par son luxe, et de blesser sa vanité en le renversant à la lutte. Aucun engagement sérieux ne fut pris par le monarque anglais, qui se contenta de ratifier le dernier traité de Londres, et de promettre sa neutralité entre la France et l'Espagne. Un incident signala la lecture des articles de cette convention. Henri VIII les lisait ; quand il en vint à ceux qui le regardaient : « Et je, Henri, roi

d'Angleterre..., » il s'arrêta et dit : « J'ai pensé ajouter *et de France;* mais puisque vous êtes ici, je ne le dirai pas, car je mentirais. » C'était une renonciation formelle, mais que l'usage avait déjà consacrée depuis la guerre de cent ans.

Au sortir de l'entrevue du camp du Drap-d'Or, Henri VIII eut une nouvelle conférence avec l'empereur à Gravelines, et l'artificieux Charles-Quint n'eut pas de peine à triompher de son irrésolution. Il l'entraîna dans son alliance.

En Italie, Venise, dont les possessions de terre ferme, sans cesse convoitées par l'Autriche, ne pouvaient se défendre qu'avec l'appui de la France, se jeta dans le parti de François Ier. Léon X penchait du même côté; car la France l'effrayait moins que le voisinage de Charles-Quint. Mais, comme il ne put obtenir la restitution de Parme et de Plaisance, il accepta les offres de Jean Manuel, ambassadeur d'Espagne : un traité, conclu le 8 mai 1521, assura au pape, après l'expulsion des Français, les duchés de Parme et de Plaisance, ainsi que les états du duc de Ferrare, allié de François Ier; Gênes devait recouvrer la liberté, et on destina 200,000 ducats à l'enrôlement de seize mille Suisses.

Les motifs de guerre ne manquaient pas. Outre le dépit de s'être vu préférer le prince autrichien pour la couronne impériale, François Ier se trouvait soumis, par le duché de

Milan, à la suzeraineté de l'empereur, qui bientôt y éleva des prétentions comme sur un fief vacant, en même temps qu'il en élevait sur la Bourgogne. De plus, les anciens décrets du Saint-Siége s'opposaient à ce que la couronne impériale pût jamais être réunie sur la même tête à celle de Naples; en conséquence, le roi réclamait cette dernière. Enfin, le traité de Noyon n'avait pas été exécuté relativement à la Navarre, et aucune indemnité n'avait été donnée au jeune Henri d'Albret.

François Ier commit une faute, en ne profitant pas, du côté des Pyrénées, d'une occasion que la fortune lui offrait. Charles avait confié l'administration de l'Espagne à son précepteur Adrien d'Utrecht, au sire de Croy et à d'autres seigneurs flamands; plusieurs villes s'étaient soulevées à la la voix de don Juan de Padilla, et une partie de la noblesse elle-même, dirigée par Pedro Giron, soutenait leur insurrection. Maria Pacheco, femme de don Juan de Padilla, écrivit plusieurs lettres à François Ier, afin de l'engager à soutenir contre Charles-Quint les communes de Castille. La Navarre était prête à se soulever; les habitants d'Estella écrivaient à Henri d'Albret : « Sire, paraissez seulement, et tout, jusqu'aux pierres, aux montagnes et aux arbres, s'armera pour votre service. » Quand le roi de France se décida à agir, les rebelles d'Espagne étaient déjà terrassés.

L'armée d'expédition. forte de douze mille fantassins et

huit cents hommes d'armes, fut confiée à André de Foix, seigneur de Lesparre, frère de Lautrec, et proche parent de la maison d'Albret. Ce général inexpérimenté trouva le pays sans défense ; il s'empara de Saint-Jean-Pied-de-Port, traversa le col de Roncevaux, et se présenta devant Pampelune, qui se rendit sans résistance. La Navarre avait été occupée en quinze jours. Au lieu d'assurer sa conquête, Lesparre voulut en faire de nouvelles : il passa l'Ebre, entra en Castille, et mit le siége devant Logrono. Mais l'armée de Charles-Quint, qui avait vaincu les communes, vint au secours de la place, et les Français durent se replier devant un ennemi supérieur en forces. Lesparre ne resta point à l'abri sous le canon de Pampelune, et, sans attendre six mille Navarrois qui venaient le joindre, livra bataille aux Espagnols dans la plaine de Squiros (30 juin 1521) ; il fut vaincu et fait prisonnier, et la Navarre fut perdue aussi rapidement qu'elle avait été conquise.

C'était au nom d'Henri d'Albret que Lesparre avait franchi les Pyrénées, et François Ier feignait de n'adresser ainsi aucune provocation à son rival. Il usa du même artifice à la frontière des Pays-Pas. Robert de La Mark avait à se plaindre de l'empereur, son suzerain, pour un déni de justice : sûr d'être appuyé au besoin par la France, il osa lui envoyer un héraut à la diète de Worms, où l'on devait juger Luther, et lui déclara la guerre. Il leva des troupes dans les

états de François Ier, avec l'assentiment secret de ce prince, quoique en apparence contre ses ordres, et se mit à dévaster le Luxembourg. Charles-Quint ne se trompa point sur le véritable agresseur : « Dieu soit loué, s'écria-t-il, de ce que le roi de France veut me faire plus grand que je ne suis ! car je ne veux être qu'un bien pauvre empereur, si je ne le rends bientôt un pauvre roi de France. » Henri VIII interposa vainement sa médiation : dans les conférences qui s'ouvrirent à Calais, Charles-Quint fit demander la restitution du duché de Bourgogne et la dispense de l'hommage pour les comtés de Flandre et d'Artois ; de pareilles prétentions furent rejetées par les plénipotentiaires français, qui voyaient, d'ailleurs, la partialité de Wolsey en faveur de l'empereur. Leurs soupçons à l'égard du ministre anglais n'étaient que trop fondés : car, dans un second voyage que Charles-Quint fit en Angleterre quelque temps après, une ligue contre la France fut signée à Windsor.

Les deux monarques, dont la lutte ne se terminera qu'avec leur vie, étaient de caractères bien opposés. François Ier, élevé dans une condition privée, n'ambitionnait qu'un titre, celui de roi des nobles ou de premier gentilhomme du royaume ; et il eut, en effet, toutes les qualités avec tous les défauts d'un gentilhomme. Brave et entreprenant, il se piqua d'imiter les héros de l'ancienne chevalerie ; son goût pour la magnificence, son affectation de loyauté, sa

valeur brillante, sa libéralité, ont jeté sur sa personne un éclat qui plaît à la foule et qui couvre bien des vices. Charles-Quint se présente plutôt comme un roi moderne : sans se laisser séduire par de vaines apparences, il ne cherche que la réalité du succès ; quoique les passions de sa jeunesse eussent annoncé une nature fougueuse, il montra, dès le moment où il fut placé à la tête d'un empire, le calme et le sangfroid du grand politique. François était impatient ; Charles avait cette persévérance qui sait attendre l'heure favorable. L'un courait après la gloire, l'autre préparait la réussite avec habileté. Dans l'art de mener une intrigue, de promettre, d'éluder, de corrompre, l'empereur surpassait de beaucoup le roi chevalier. A la différence de son adversaire, qui agissait souvent avec inconséquence, il mesura toujours ses projets à ses forces, et déguisa sa puissance au lieu de l'étaler avec ostentation.

François I[er] se reposait souvent ; il se livrait aux plaisirs, au risque d'interrompre et de compromettre ses entreprises. Charles-Quint ne se reposa jamais, et son activité égalait celle de César et de Charlemagne. Le premier aimait à paraître sur le champ de bataille, à prouver sa valeur personnelle, à faire acte d'héroïsme imprudent, dans un temps où tout se décidait par la tactique ou les manéges secrets. Le second, cirronspect et calculateur, ne paraissait guère au milieu des armées, mais dirigeait les affaires du fond de son

cabinet. Il savait à fond les relations des divers états de l'Occident, participait aux discussions de son conseil, et ouvrait lui-même toutes les dépêches concernant les affaires de l'état.

Le roi de France laissa prendre à certaines femmes de la cour, à sa mère Louise de Savoie, aux comtesses de Châteaubriand et d'Estampes, un empire funeste. Il donna les commandements aux moins dignes, sous l'influence de ses favoris, ou par suite d'intrigues et de rancunes particulières : il irrita le connétable de Bourbon, l'amiral Doria et le prince d'Orange, qui passèrent sous les drapeaux de son ennemi ; il confia ses armées à des généraux qui, comme Lautrec, Lesparre et Bonnivet, n'avaient que des talents médiocres, et suppléaient par l'adulation au mérite qui leur manquait. L'empereur sut réunir autour de lui les officiers les plus habiles de l'époque, Prosper Colonna, Pescaire, Lannoy, Antonio de Leyva ; il se les attacha, mais sans se laisser maîtriser par eux, et n'accorda sur lui aucun empire aux femmes. Il s'entoura d'hommes de cabinet, Gattinara, Simon Renard, le chancelier de Granvelle et son fils le cardinal, ministres habiles qui semblent annoncer déjà la génération des Richelieu et des Mazarin ; mais il ne se livra jamais à eux.

Au premier coup d'œil, les forces et les ressources de Charles-Quint étaient incomparablement supérieures à celles

de François Ier. Par Marie de Bourgogne, son aïeule, Charles était héritier de la Franche-Comté et de la plus grande partie des Pays-Bas ; il tenait de sa mère Jeanne la Folle les royaumes de Castille, de Léon et de Grenade ; Ferdinand le Catholique, son aïeul maternel, lui avait légué ceux d'Aragon, de Navarre et de Naples, les îles de Sicile et de Sardaigne, le comté de Barcelone et le Roussillon ; par Maximilien, il était maître de l'Autriche, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, du Tyrol et d'une partie de la Souabe. Ajoutons une partie du littoral africain et les régions récemment découvertes de l'Amérique, puis l'influence que le titre d'empereur donnait sur toute l'Allemagne, et l'on comprendra que l'idée d'une monarchie universelle ait pu germer dans sa tête. Les états de François Ier étaient beaucoup plus restreints. La France du seizième siècle n'avait pas encore toutes ses frontières assurées : il lui manquait Calais et l'Artois au nord, la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté à l'est, le Roussillon au midi.

Mais cette inégalité de territoire était compensée par d'autres avantages. L'extension même de ses états était nuisible à Charles, qui dominait sur des contrées éloignées les unes des autres, entre lesquelles les communications n'étaient pas toujours faciles. La France, au contraire, formait une masse compacte, dont l'unité multipliait les forces. D'autre part, il y avait, dans l'empire de Charles-Quint, de

violentes rivalités de races et d'intérêts : les Flamands détestaient les Espagnols, comme les Italiens haïssaient les Allemands. Bien qu'il existât encore des diversités de classes et de provinces en France, le sentiment national avait fait explosion dans les dernières guerres contre les Anglais ; un véritable peuple était formé.

L'autorité de Charles-Quint rencontrait partout des limites. En Allemagne, les électeurs prétendaient n'être soumis à aucune sujétion ; les troubles suscités par les prédications de Luther, et les attaques des Turcs dans la vallée du Danube, énervaient la puissance impériale. Dans les Pays-Bas, Charles ne pouvait obtenir de l'argent sans une autorisation des états, et les communes de la Flandre possédaient d'antiques priviléges, qu'elles savaient faire respecter. Les cortès espagnols faisaient obstacle aux empiétements de la royauté. Enfin, le Nouveau-Monde ne fournissait pas encore tous les trésors qu'on était en droit d'espérer. Le pouvoir de François Ier avait plus de concentration et de force. Louis XI avait humilié les grands ; le connétable de Bourbon était le seul prince puissant qui eût survécu à la féodalité ; il servait sous les ordres du roi, à l'exemple de son père, Gilbert de Montpensier, et sans plus se souvenir que son aïeul le duc de Nemours avait été la victime de Louis XI. Les habitants des villes, après avoir renoncé à leurs priviléges de communes libres, étaient devenus les

bourgeois du roi. Louis XII et le cardinal d'Amboise avaient combiné les meilleurs modes d'administration pour faire de l'argent; François Ier leva autant d'impôts qu'en exigeaient sa lutte contre l'Autriche et ses prodigalités. Aucun personnage, aucun corps, aucune classe ne fit contre-poids à l'autorité royale, personnification de l'unité du pays. C'est par la pression du despotisme que la France put rendre assez d'hommes et d'argent, pour sauver des mains de Charles-Quint, avec sa propre liberté, l'indépendance de toute l'Europe. Maximilien avait deviné ce qu'une pareille organisation politique donnait d'énergie à la France dans un moment de péril, et il jugeait dignes d'envie ceux qui y possédaient la souveraineté : selon les expressions d'un auteur du seizième siècle, « il équiparoit le roi de France à un berger qui a des brebis et moutons portant toison d'or. Il disoit aussi que, s'il étoit Dieu, il se réserveroit le ciel, et bailleroit à son fils aîné le royaume de France, comme la plus belle chose et la plus riche qu'il lui sauroit bailler. »

CHAPITRE VI.

Première guerre entre la France et l'Autriche.

Hostilités dans le Nord de la France. — 1521. Siége de Mézières par les Impériaux. — Invasion des Anglais en Picardie. — Bonnivet prend Fontarabie. — Position critique de Lautrec dans le Milanais. — 1522. Bataille de la Bicoque. — 1523. Coalition contre la France. — Trahison du connétable de Bourbon. Expédition de Bonnivet en Italie. — 1524. Combats de Rebecco et de Romagnano. — Mort de Bayard. — Invasion des Impériaux en Provence. — François Ier passe les Alpes. — 1525. Bataille de Pavie. — Captivité du roi. — Les puissances européennes se rapprochent de la France. — 1526. Traité de Madrid.

La première guerre entre François Ier et Charles-Quint dura de 1521 à 1526 : elle se fit sur trois points à la fois, à la frontière des Pays-Bas, au pied des Pyrénées et en Italie.

L'empereur avait donné un corps de vingt mille hommes

au comte de Nassau, gouverneur du Brabant, avec mission de châtier Robert de La Mark et d'envahir le nord de la France. Louis de Nassau ravagea les états du duc de Bouillon, lui prit toutes ses places fortes, excepté Sedan et Jamets, puis, remontant la Meuse, entra sur le territoire français. Mouzon se rendit, et les Impériaux mirent le siége devant Mézières, dont la conquête leur aurait ouvert la Champagne.

François Ier avait été d'avis de brûler la ville, qu'il ne croyait pas en état de résister; mais Bayard offrit de s'y renfermer, en disant : « Il n'est point de places faibles où sont des gens de cœur pour les défendre. » Avec deux mille soldats, il lutta pendant six semaines, quoique les fortifications fussent en mauvais état, et que les ennemis, poussant l'attaque avec vigueur, fissent pour la première fois usage des bombes. Le duc d'Alençon, beau-frère du roi et premier prince du sang, eut le temps d'arriver avec des forces considérables, et Louis de Nassau recula vers les Pays-Bas. Bayard fut félicité comme le libérateur de la France par une députation que lui envoya le parlement de Paris au nom de la nation entière.

Le roi, prenant lui-même le commandement de l'armée, reconquit Mouzon, et poursuivit les Impériaux au-delà de l'Escaut. Pendant cette campagne, il mécontenta le connétable de Bourbon, qui réclamait, comme une prérogative

de sa charge, la direction de l'avant-garde ; ce poste d'honneur lui fut enlevé sans motif, et donné au duc d'Alençon.

Les armes françaises furent également victorieuses du côté de la Picardie. Le comte de Surrey, envoyé par Henri VIII, avait ravagé les côtes de la Normandie et de la Bretagne, et incendié Morlaix. Abandonnant sa flotte à un vice-amiral, il alla se mettre à la tête d'une armée anglaise qui se réunissait autour de Calais ; après avoir opéré sa jonction avec un corps d'Allemands que lui amenait le comte de Buren, il se jeta sur la Picardie. Le duc de Vendôme, chargé de protéger cette province, fatigua l'armée ennemie par des marches nombreuses, l'épuisa par des escarmouches, et la mit en danger de périr de faim en dévastant tout le pays. Le comte de Surrey se retira bientôt, sans avoir pu prendre une seule place forte : il avait assiégé inutilement la petite ville d'Hesdin pendant neuf mois.

A la frontière des Pyrénées, l'amiral Bonnivet, commandant l'armée de Guyenne, enleva aux Espagnols Fontarabie, réputée jusqu'alors imprenable. L'année suivante, les Espagnols essayèrent de ressaisir cette place importante. Le brave du Lude, déjà éprouvé par la défense de Brescia, sous Louis XII, « fit très-bien, dit Brantôme; car il endura le siége l'espace de treize mois, combattant et

soutenant tous les assauts plus que vaillant homme ne sauroit faire, n'étant pas seulement assailli et combattu de la guerre, mais de la famine, jusque-là qu'il leur convint de manger les chats et les rats, jusques aux cuirs et parchemins bouillis et grillés. On le nommoit le rempart de Fontarabie. » La Palice vint ravitailler la place, et refoula l'ennemi dans les montagnes de la Biscaye.

Les hostilités eurent plus d'importance en Italie. Lautrec était toujours gouverneur du Milanais. Sans doute, les Italiens voyaient de mauvais œil la puissance de Charles-Quint; ce prince, en qualité d'empereur, pouvait, ainsi que ses prédécesseurs, prétendre à la domination de la péninsule; comme Flamand, il appartenait à une nation rivale de la leur dans le commerce; comme roi d'Espagne, il était maître de ce Nouveau-Monde dont la découverte avait enlevé aux républiques italiennes le sceptre des mers. Cependant, les choses tournèrent au détriment de la France. Les Vénitiens étaient des alliés douteux, et ils ne tardèrent pas à négocier avec Léon X. L'infatigable cardinal de Sion poussa le canton de Zurich à violer le traité de Fribourg, et douze mille Suisses se réunirent aux troupes impériales et pontificales, que commandait Prosper Colonna. Enfin, le gouvernement français avait beaucoup d'ennemis dans la Lombardie : Lautrec, brave soldat, étranger à la cupidité et au luxe, mais très-orgueilleux, et n'écoutant aucun

conseil, traitait le Milanais en pays de conquête. Les nobles et les riches furent surtout poursuivis avec acharnement. Selon le témoignage de du Bellay, on avait chassé plus d'habitants qu'il n'en restait dans la province.

Un ancien ministre des Sforza, Jérôme Morone, fomenta des complots. Les mécontents proposèrent à Léon X de lui livrer quelques places fortes; mais l'affaire fut découverte, et les coupables s'enfuirent à Reggio, dans les États de l'Église : le gouverneur de la ville, l'historien Guichardin, sut les protéger contre les attaques de Lescun, maréchal de Foix, et frère de Lautrec.

Ce fut alors seulement que la lutte devint sérieuse. Les Suisses du cardinal de Sion et les troupes de Charles-Quint résolurent de marcher sur Milan. Lautrec avait adopté un plan qui devait réussir; c'était de harceler l'ennemi, d'enlever les convois, et d'éviter une bataille générale, tout en secourant les villes assiégées. Il fit ainsi lever le siége de Parme. Mais un événement imprévu dérangea ses combinaisons : la diète helvétique, honteuse de voir des Suisses dans les deux armées, envoya à tous les mercenaires un ordre de retour. Tandis que le cardinal de Sion cachait cet ordre à ceux qu'il avait enrôlés, Lautrec se vit abandonné, et il ne lui resta que quatre mille hommes, avec lesquels il ne pouvait tenir tête à Prosper Colonna. Il se replia jusqu'à Milan.

Les Impériaux franchirent l'Oglio et l'Adda; une des portes de Milan leur fut livrée (19 octobre 1521), et les Français, laissant une garnison dans la citadelle, se retirèrent à Côme, et de là sur les terres de Venise. Lodi, Parme, Plaisance, Pavie, Côme et d'autres villes se rendirent aux vainqueurs. On prétend que Léon X ressentit une joie si vive en recevant cette nouvelle, qu'il fut saisi d'une fièvre brûlante, dont il mourut peu de jours après (2 décembre). L'influence de Charles-Quint assura la tiare pontificale à son précepteur Adrien d'Utrecht, cardinal de Tortose, qui prit le nom d'Adrien VI.

La cause des Français n'était point encore perdue : Gênes, Crémone, Alexandrie, le château de Milan, Novare, Pizzighittone et tout le lac Majeur étaient toujours en leur pouvoir. La diète helvétique autorisa Lautrec à lever seize mille Suisses, et le maréchal de Foix ramena de France, avec un renfort considérable, deux hommes qui valaient une armée, Pedro de Navarre et Bayard. Mais l'argent manquait pour la solde des troupes. Lautrec se rendit en France, et exposa sa situation au roi lui-même. François Ier, dont le trésor était vide, institua de nouvelles charges dans la magistrature, et les mit en vente, envoya à la monnaie la grille d'argent, du poids de 6,776 marcs, dont Louis XI avait fait don au tombeau de Saint-Martin de Tours, et se fit prêter par la ville de Paris 200,000 livres,

au taux de douze pour cent. Lautrec partit avec la promesse qu'à son arrivée à Milan il trouverait les 400,000 écus dont il avait besoin. Reprenant l'offensive, il chassa Prosper Colonna de plusieurs places, mais fut repoussé devant Milan et Pavie.

Cependant, l'argent n'arrivait pas. Les Suisses voulaient combattre ou regagner leurs montagnes, et il fallut choisir entre leurs trois conditions, *argent, congé* ou *bataille*. Prosper Colonna et le marquis de Pescaire étaient retranchés dans un camp inexpugnable au château de la Bicoque, entre Lodi, Milan et Monza; leurs flancs étaient garantis par de profonds canaux d'arrosement, et leur front par un chemin creux garni d'artillerie. Ce fut en vain que Lautrec, dont les informations étaient sûres, représenta à ses mercenaires que l'armée ennemie allait se dissoudre, et que les lansquenets mal payés menaçaient de retourner dans leur pays : rien ne put vaincre l'entêtement des Suisses. « J'ai vu en mon temps, dit Montluc, le dépit des gens de cette nation être cause de la perte de plusieurs places et interrompre grandement les affaires du roi. Ils sont, à la vérité, vrais gens de guerre, et servent comme de remparts à une armée; mais il faut que l'argent ne manque pas, ni les vivres aussi; ils ne se payent pas de paroles. » On connaissait déjà à cette époque le proverbe : *Point d'argent, point de Suisses.*

La bataille de la Bicoque (27 avril 1522) fut une véritable boucherie. Les Suisses s'élancèrent dans le chemin creux sur lequel plongeaient les canons de l'ennemi ; et, avant qu'ils eussent atteint les retranchements de Prosper Colonna, ils avaient perdu mille hommes. Le feu de la mousqueterie fut tout aussi vif, et, après trois assauts meurtriers, les assaillants se retirèrent : trois mille soldats et vingt-deux capitaines étaient morts. Le lendemain de cette défaite, les Suisses retournèrent dans leurs montagnes. Toutes les places du Milanais furent enlevées par les vainqueurs ; Crémone seule fut intrépidement défendue par Lescun, et ne se laissa pas prendre. A Gênes, le parti français fut expulsé, et les Adorni livrèrent la ville au pillage. François Sforza reprit possession du duché de Milan.

Lautrec, de retour en France, fut violemment attaqué par la cour ; mais sa justification était facile. Il prouva que la gendarmerie française avait servi sans solde pendant dix-huit mois, que les Suisses n'avaient point été payés durant la dernière campagne, et que l'argent promis par le roi ne lui était pas parvenu. Le surintendant des finances, Semblançay, interrogé devant François Ier, répondit que la reine-mère s'était fait livrer les 400,000 écus. Louise de Savoie ne lui pardonna pas d'avoir révélé son crime ; quelques années après, elle le fit condamner à mort comme

concussionnaire. Quand Semblançay fut pendu à Monfaucon, le poète Clément Marot trouva d'énergiques accents pour flétrir les juges ; sa voix était l'écho de la conscience publique.

Les Français avaient évacué l'Italie : cependant la jalousie absurde de l'Europe, qui croyait toujours avoir à se défier de la France, la poursuivit encore. Le 3 août 1523, une nouvelle coalition fut signée à Rome : elle comprenait Adrien VI, Henri VIII, Charles-Quint, son frère Ferdinand, archiduc d'Autriche, le duc de Milan, Florence, Gênes, Lucques, Sienne, Venise et Ferrare. Morone continua de fomenter dans la Lombardie la haine du nom français, et un moine augustin, André Barbato, parcourut les campagnes, excitant les habitants à préserver la patrie de la souillure des barbares. François I[er] avait réuni quarante mille hommes de belles troupes, pour passer en Italie, lorsqu'un grave événement le retint dans ses états : il apprit la trahison du connétable de Bourbon.

La maison de Bourbon avait seule survécu à toutes les puissances féodales que la royauté avait abattues. Pauvre dans le principe, puisqu'elle ne possédait que le comté de Clermont, elle s'était enrichie, au temps de Louis XI, par le mariage de son chef, Pierre de Bourbon, avec la fille du roi, Anne de Beaujeu. Ses domaines s'étaient accrus de l'Auvergne, du Bourbonnais, de la Marche, du Forez, du

Beaujolais, et de la principauté de Dombes. Pierre de Bourbon n'eut qu'une fille, Suzanne; comme la loi salique était en vigueur dans sa famille, ses biens passèrent à la branche cadette, dont le représentant était Charles, fils de ce Gilbert de Montpensier qui était mort dans les guerres de Naples, et depuis connétable de Bourbon : afin de prévenir toute contestation, Louis XII avait marié Charles et Suzanne, et les deux époux s'étaient fait donation mutuelle de leurs biens. Quand Suzanne mourut, en 1522, Louise de Savoie, qui descendait, par sa mère, de la branche aînée des Bourbons, intenta au connétable un procès devant le parlement : elle prétendait, contre toute raison, que les biens des Beaujeu lui appartenaient ou devaient faire retour à la couronne. Il paraît que son but était d'amener Charles de Bourbon à une transaction; éprise de lui, elle voulait l'épouser. Mais le connétable dédaigna cet amour, et ne voulut rien rabattre de ses droits. Grâce aux artifices du chancelier Duprat, on obtint des juges le séquestre provisoire des biens de la maison de Bourbon.

Ce jugement inique poussa le connétable au désespoir et à la révolte. François Ier, qui le trouvait trop puissant, ne lui avait jamais rendu justice; il se rappelait qu'en 1517, invité à être le parrain d'un fils de Charles de Bourbon, celui-ci l'avait reçu à Moulins avec toute la cour, en déployant une pompe royale; qu'il s'était fait servir par cinq

cents gentilshommes en habit de velours, qui portaient des chaînes d'or roulées trois fois autour de leur cou. Il lui avait enlevé presque aussitôt l'administration du Milanais, et, en l'abreuvant de dégoûts, l'avait éloigné de la cour.

Charles-Quint, informé de ce qui se passait, envoya secrètement en France le comte de Buren, avec des lettres pour le connétable : le plaignant d'être indignement traité par le roi, il lui offrait son amitié et la main de sa sœur aînée Éléonore, veuve du roi de Portugal. « Il ne falloit pas grand prêcheur, dit Pasquier, pour persuader celui qui ne l'étoit que trop de soi-même. » Un plan de partage de la France fut arrêté : le connétable devait soulever ses nombreux vassaux, et favoriser ainsi une invasion étrangère ; Charles-Quint se réservait le Languedoc, la Bourgogne, la Champagne et la Picardie ; Charles de Bourbon, la Provence, le Dauphiné, l'Auvergne, la Marche et le Bourbonnais, avec le titre de roi de Provence ; Henri VIII le reste du royaume.

Ce projet chimérique n'eut pas même un commencement d'exécution. François Ier, qui en avait été instruit, alla trouver le connétable à Moulins ; il lui promit de lui faire rendre ses domaines, et reçut en retour toutes sortes de protestations de fidélité. Néanmoins, le 10 septembre, Charles de Bourbon partit, pendant la nuit, de son château fort de Chantelle, et gagna précipitamment l'Italie. L'empereur, qui

lui avait fait de si belles promesses, se contenta de l'admettre au nombre de ses généraux.

Dans de pareilles conjonctures, lorsqu'on ne pouvait connaître encore tous les détails ni prévoir les effets de la trahison de Bourbon, il n'eût pas été prudent à François Ier de s'éloigner. Il se décida à donner le commandement de l'armée d'Italie à Bonnivet, et resta en France, afin de surveiller les opérations sur les frontières ; car l'invasion des alliés, malheureuse en 1521, se renouvelait au nord et au midi.

Les Espagnols vinrent mettre le siége devant Bayonne, où Lautrec s'était enfermé. La garnison était peu nombreuse, mais la population y suppléa. La présence de Lautrec, dit du Bellay, donna une telle assurance aux habitants, que tous, hommes, femmes et enfants, mirent la main à l'œuvre. Les assiégeants se retirèrent le quatrième jour. Mais Fontarabie, quoique pourvue d'une bonne garnison, se rendit sans résistance.

Vers la même époque, une armée allemande passait la Meuse, et s'avançait jusqu'au château de Monteclair sur la Marne. Claude de Guise vint s'établir à Chaumont, et força bientôt les Impériaux à repasser la Meuse.

Du côté de la Picardie, les Anglais et les Flamands allèrent plus loin : ils parvinrent jusqu'aux bords de l'Oise, à onze lieues de Paris. L'arrivée d'une nombreuse cavalerie permit

à La Trémouille de les chasser de toutes leurs positions, et, comme à la première invasion, la rigueur de l'hiver et le manque de vivres découragèrent les ennemis.

En Italie, Bonnivet commit fautes sur fautes. Il lui eût été facile de s'emparer de Milan : la garnison était peu nombreuse, et les brèches que l'artillerie avait faites aux murailles dans les dernières guerres n'avaient pas été réparées. Mais, sous prétexte qu'il ne voulait pas imiter la fougue ordinaire des siens, il laissa échapper toutes les occasions de vaincre. Tandis qu'il perdait son temps au siége de Novare et sur les bords du Tésin, Prosper Colonna et Jérôme Morone réparèrent les fortifications de Milan, et mirent cette ville en défense. Quand Bonnivet consentit enfin à marcher, il était trop tard; les Milanais repoussèrent ses attaques, et, l'hiver survenant, il alla prendre ses quartiers à Biagrasso. Bayard avait pris Lodi et renouvelé la garnison de Crémone.

La mort de Prosper Colonna et du pape Adrien VI ne déconcerta point la coalition. Le cardinal Jules de Médicis, élevé au pontificat sous le nom de Clément VII, accéda à la ligue formée pour la défense du Milanais. Charles de Lannoy, vice-roi de Naples, prit le commandement en chef; le marquis de Pescaire, le connétable de Bourbon et François Sforza, combattirent sous ses ordres. Jean de Médicis, surnommé *Jean des Bandes Noires*, parce que ses soldats por-

taient le deuil de Léon X, fortifia l'armée des confédérés, en ramenant l'emploi des troupes légères. « Il entendait que ses soldats montassent des chevaux turcs et des genêts d'Espagne ; qu'ils fussent bien armés de salades à la bourguignonne, tellement que, par son exemple et à cause de la commodité qu'on y a trouvée, on a presque renoncé aux hommes d'armes en Italie, ses soldats produisant souvent l'un et l'autre effet avec moins de dépense et plus de rapidité. Ce fut encore lui qui remit en usage la milice appelée lances détachées, se composant d'hommes d'élite et bien payés, qui suivent toujours, soit à pied, soit à cheval, la personne de leur capitaine, sans être assujettis à aucun autre. Dans le nombre surgirent ensuite des hommes de grande réputation et autorité *. »

Dans les premiers mois de l'année 1524, les alliés assaillirent l'armée française. Bayard essuya un échec à Rebecco, entre Pavie et Milan, par suite de l'imprévoyance de Bonnivet. Bientôt l'amiral lui-même fut obligé d'abandonner Biagrasso : incapable de lutter contre des forces supérieures, il résolut d'opérer sa retraite par la vallée d'Aoste. Mais à peine était-il arrivé à Romagnano, sur les bords de la Sésia, que Bourbon et Pescaire chargèrent son arrière-garde avec impétuosité. Dès le commencement de l'action, il fut blessé

* Rossi, *Vie de Jean des Bandes Noires.*

d'une balle au bras gauche, et contraint de renoncer au commandement. Vandenesse, qui le remplaça, reçut une blessure mortelle. Bayard, se mettant alors à la tête des Français, parvint à repousser le choc des ennemis, et sauva le reste de l'armée. Mais il fut à son tour frappé dans les reins d'une balle qui lui rompit l'épine du dos. « Jésus, mon Dieu! s'écria-t-il, je suis mort. » On voulait le tirer de la mêlée : « Non, dit-il; près de mourir, je me garderai bien de tourner le dos à l'ennemi pour la première fois. » Son écuyer le descendit de cheval, et l'appuya contre un arbre, *le visage devers l'ennemi.*

Le pieux chevalier, les yeux fixés sur la poignée de son épée en guise de croix, se recommanda à la miséricorde divine. Au moment où il attendait la mort, le connétable de Bourbon vint à passer, et lui témoigna la pitié qu'il éprouvait de son sort : « Monsieur, lui répondit Bayard, il n'y a point de pitié à avoir sur moi, car je meurs en homme de bien; mais j'ai pitié de vous, de vous voir servir contre votre prince, votre patrie et votre serment. » Le marquis de Pescaire, qui le visita aussi dans ses derniers moments, joignit ses regrets à ceux des Français; et les Espagnols élevèrent une tente à l'endroit où il avait été déposé. Bayard mourut au bout de trois heures.

« J'ai vu plusieurs, dit Brantôme, s'ébahir de lui, qu'ayant été si grand et si renommé capitaine, il n'ait eu en

sa vie de plus grandes charges qu'il n'eut : car vous ne trouvez point qu'il ait mené en chef aucune armée. Aucuns ont dit qu'il n'avoit été jamais ambitieux de telles charges, et que de son naturel il aimoit mieux être capitaine et soldat d'aventure et aller à la guerre où il lui plairoit, et s'enfoncer aux dangers, que d'être contraint par une si grande charge et gêné de sa liberté à ne combattre et mener les mains quand il vouloit. Du reste, il eut cet heur qu'oncques général d'armée de son temps ne fit voyages, entreprises ou conquêtes, qu'il ne fallût toujours avoir M. de Bayard avec lui ; car sans lui la partie étoit manquée, et toujours ses avis et conseils en guerre étoient suivis plutôt que des autres : par ainsi, l'honneur lui étoit très-grand, voire plus, si on le veut quasi bien prendre, pour ne commander pas à une armée, mais pour commander au général. »

Après la mort de Bayard, le comte de Saint-Pol dirigea la retraite des Français, qui passèrent le Saint-Bernard sans avoir eu de nouveaux combats à livrer. Lodi et Alexandrie, les seules villes qui restassent à François Ier, ouvrirent leurs portes aux Impériaux, et le Milanais fut encore une fois perdu.

Clément VII, qui commençait à s'effrayer de voir les Espagnols occuper à la fois la Lombardie et le royaume de Naples, médita dès lors un changement de politique. Il chercha à inspirer des sentiments pacifiques à Charles-

Quint ; mais ce prince, poussé par le connétable de Bourbon et par sa propre ambition, résolut de transporter la guerre en France. Henri VIII procura de l'argent : lord Russel, chargé de remettre les subsides, fit porter l'argent, de Gênes à Chambéry, à dos de mulets, dans des ballots et des sacs, sous forme de vieux linge et de légumes à vendre ; le duc de Savoie, dupe de cet artifice, fournit ses mulets et ses coffres, pour aller de Chambéry à Turin.

Bourbon et Pescaire, avec dix-huit mille hommes, franchirent les Alpes et envahirent la Provence. Saint-Laurent, Antibes, Villeneuve, Grasse, Fréjus, Draguignan, Hyères, Toulon, Aix, se soumirent sans résistance ; on croyait qu'il en serait de même de Marseille, et le connétable disait : « Trois coups de canon amèneront ces timides bourgeois à nos pieds, les clefs à la main et la corde au cou. » Mais l'abord de la ville n'était pas facile ; le système de dévastation qui avait déjà sauvé deux fois la Picardie avait été aussi adopté pour la Provence : l'ennemi ne trouvait que villages rasés, villes abandonnées et campagnes ravagées. Le siége de Marseille commença le 19 août. Les habitants s'encouragèrent mutuellement à la défense ; neuf mille d'entre eux se joignirent à la garnison. On rasa les faubourgs, on éleva des retranchements avec une promptitude incroyable ; les femmes mêmes, et des plus nobles maisons, travaillèrent à une tranchée qu'on appela la *tranchée des*

Dames. Un jour que Pescaire entendait la messe dans sa tente, un boulet de canon y pénétra, et tua le prêtre, ainsi que deux gentilshommes qui étaient auprès de lui ; il envoya le projectile au connétable, en lui demandant si c'étaient là les clefs que lui présentaient les habitants de Marseille.

Pendant que les Marseillais se défendaient eux-mêmes, Fançois Ier rassemblait une armée sous les murs d'Avignon, afin de repousser « la rodomontade espagnole que Bourbon était venu faire sur les terres de France. » Quand il s'approcha de Marseille, les Impériaux, qui n'avaient fait aucun progrès, et que décimaient la disette et les maladies, levèrent le siége (17 septembre) et repassèrent précipitamment le Var : La Palice et Anne de Montmorency se mirent à leur poursuite et leur firent essuyer des pertes nombreuses.

Le roi ne put se voir à la frontière d'Italie, avec une belle armée, sans être tenté de franchir les Alpes. Ni les remontrances de sa mère, ni la nouvelle de la mort de sa femme, ne purent l'arrêter. Il traversa le mont Cenis vers le milieu d'octobre, et se dirigea vers Milan : une épidémie venait d'y enlever cinquante mille personnes; Sforza et Morone avaient fui devant le fléau, et Lannoy n'essaya pas même de défendre la place. La marche des Français avait été si rapide, que Pescaire, ramenant les débris de l'armée de Provence, les

précédait à peine de quelques heures. Mais, au lieu de poursuivre sans relâche les Impériaux découragés qui se retiraient en désordre sur Lodi, François Ier, n'écoutant que les avis de Bonnivet, alla mettre le siége devant Pavie. La résistance de cette ville devait laisser aux généraux de Charles-Quint le temps de réorganiser leur armée : Lannoy se procura quelque argent en engageant les revenus de Naples ; Pescaire, adoré de ses soldats, les retint par de belles promesses à défaut de solde, et Bourbon vendit ses bijoux pour aller lever un corps de troupes en Allemagne.

Antonio de Leyva, qui avait assisté à trente-trois batailles et à quarante siéges, défendait Pavie avec six mille vétérans. Les murailles de la place n'étaient point entourées de fossés, et l'artillerie française y eut bientôt ouvert une large brèche : mais lorsqu'on donna l'assaut, on trouva qu'au-delà du mur les assiégés avaient creusé un fossé profond, et que toutes les maisons des rues aboutissantes étaient percées de meurtrières. Il fallut reculer, et le siége fut converti en blocus. Pendant trois mois, Lannoy et Pescaire, retranchés sur l'Adda, ne firent aucun mouvement. A Rome, on se moquait de leur inaction, et, dans une pasquinade qui courut alors, on offrait une récompense honnête à quiconque découvrirait l'armée des Impériaux perdue dans les montagnes. Le pape, persuadé que les Français allaient entrer dans Pavie, conclut avec eux un traité, et, en retour de la

protection promise à ses états et à sa famille, s'engagea à ne donner aucun secours aux ennemis de la France.

Il était temps que le connétable revînt d'Allemagne avec ses douze mille lansquenets : Antonio de Leyva n'avait plus ni pain, ni argent. Les Impériaux renforcés marchèrent au secours de Pavie. C'était le moment où François Ier, dans toute la confiance du succès, venait d'affaiblir son armée en envoyant le duc d'Albany avec deux cents lances, six cents chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie, pour conquérir le royaume de Naples ; il s'engageait dans le Midi avant d'être sûr du Nord. D'un autre côté, Jean des Bandes Noires, par l'occupation de Chiavenna, empêchait d'autres Suisses de descendre en Italie. Les plus vieux généraux, La Palice, Louis d'Ars, Lescun, La Trémouille, conseillèrent à François Ier la retraite ; mais Bonnivet, Brion, Saint-Marsault, Montmorency, insistèrent pour que le roi livrât la bataille. « Un roi de France, disaient-ils, ne recule pas devant ses ennemis ; il ne renonce pas, à cause d'eux, aux places qu'il a résolu de prendre ; il ne change pas ses projets d'après leurs caprices. » Leur avis l'emporta.

« Le 24 février 1525, Pescaire résolut de pénétrer dans le parc de Mirebel, de le traverser pour arriver à Pavie, et de dégager ainsi la garnison, ou, s'il était attaqué tandis qu'il tournerait ainsi les Français par leur gauche, de les

attirer du moins hors de leurs retranchements, dans le terrain ouvert du parc. Il fit abattre, à une grande distance du camp français, le mur de ce parc avec le bélier et la sape, dont les coups n'étaient point entendus au loin. Il fit revêtir aux troupes impériales des chemises blanches, pour qu'elles pussent se reconnaître dans l'obscurité, et il les fit entrer par cette brèche, deux heures avant le jour. Toutefois les Français étaient sur leurs gardes, ils s'étaient rangés en bataille, et une formidable artillerie couvrait leur front.

« Lorsque l'avant-garde impériale, commandée par le marquis de Guasto, eut commencé à passer, à portée du canon français, dans une plaine tout unie, les décharges de l'artillerie firent dans ce corps d'épouvantables trouées. Le corps de bataille, conduit par Pescaire, et l'arrière-garde, sous les ordres de Lannoy et de Bourbon, devaient à leur tour se soumettre à ce feu meurtrier, avant d'atteindre un petit vallon où un pli de terrain pouvait les mettre à couvert. Guasto fit éparpiller ses soldats, et prendre la course, pour qu'ils souffrissent moins dans cette traversée. A cette vue, le roi s'écria : Les voilà qui fuient, chargeons ! — Chargeons, chargeons ! répétèrent Bonnivet, Brion, Saint-Marsault, et les autres jeunes courtisans qui l'accompagnaient. — A l'instant, toute la gendarmerie s'élance de ses lignes, passe devant la tête de

l'artillerie française, et en suspend le feu. Toutefois, ces fuyards, que François Ier croyait trouver en désordre, s'étaient de nouveau rangés en bataille. La cavalerie ennemie était entremêlée d'arquebusiers espagnols; et ceux-ci reçurent la charge des lances françaises avec un feu bien nourri. Beaucoup de vaillants chevaliers furent abattus, et les chevaux s'arrêtèrent dans leur course.

« Les deux armées se trouvèrent alors en entier engagées ; elles étaient à peu près égales en forces : chacune comptait environ quinze mille hommes de pied et quinze cents chevaux. Mais déjà le mouvement imprudent du roi avait donné l'avantage à ses ennemis ; il avait arrêté le feu de son artillerie, fort supérieure à celle des Impériaux, et il avait dégarni les flancs de ses Suisses et de ses lansquenets en se portant en avant. Pescaire profita aussitôt de cette imprudence : il fit avancer huit cents fusiliers espagnols sur les flancs de la gendarmerie française, en même temps que le marquis de Guasto, avec toute l'avant-garde, se jetait dans le vide qu'avait laissé cette gendarmerie, et attaquait l'aile droite française, commandée par Montmorency. De toutes parts l'acharnement était extrême, et si l'armée française avait manqué à la tactique, elle rachetait cette faute par la plus brillante valeur. Les Suisses cependant, qui se trouvaient à l'aile droite, déconcertés par l'attaque de flanc qu'ils n'avaient pas dû attendre, ne

soutinrent point leur antique réputation : leur capitaine, Jean de Diesbach, fut tué, et dans ce moment ils prirent la fuite, abandonnant Montmorency et Fleuranges, qui furent faits prisonniers. A côté d'eux était placé le duc de Suffolk, dit *la Rose blanche*, avec sa légion de lansquenêts : il y fut tué. Les lansquenets, restes de cette troupe que le duc de Gueldre avait autrefois amenés à Marignan, furent presque tous massacrés sur la place.

« En même temps, le roi, avec sa gendarmerie, se voyait attaqué en face, en flanc et par derrière. Bonnivet, qui était auprès de lui, reconnaissant que la bataille était perdue, et qu'elle l'était par sa faute, courut, la visière haute, au plus épais des ennemis, et y fut tué. La Palice, Lescun, La Trémouille, San-Severino, le comte de Tonnerre, et beaucoup d'autres grands seigneurs, périrent aussi auprès du roi. De toutes les parties de l'armée, les chevaliers se dirigeaient vers l'endroit où ils savaient le roi en péril ; Bussy d'Amboise lui-même, qui était chargé de contenir la garnison de Pavie, abandonna son poste, et fut tué en arrivant. Alors, Antonio de Leyva fit une sortie et fondit sur l'arrière-garde de l'armée française : le duc d'Alençon prit lâchement la fuite.

« François avait montré une grande valeur personnelle ; il avait tué de sa main le chevalier de Saint-Ange, Ferdinand Castriot, petit-fils de Scander-Beg. Autant il était

brave, autant il était hors d'état de faire les fonctions d'un général d'armée. Quand il vit sa troupe en déroute, il poussa son cheval au galop pour passer le pont du Tésin, ne sachant pas que les fuyards l'avaient coupé derrière eux. D'ailleurs, avant d'y arriver, il rencontra quatre fusiliers espagnols qui l'arrêtèrent; leurs fusils étaient déchargés, mais l'un d'eux abattit le cheval du roi d'un coup de crosse à la tête. Deux chevau-légers espagnols arrivèrent sur ces entrefaites, sans reconnaître le roi, qui n'avait pas dit une parole, et qui était tombé dans un fossé, sous son cheval; ils remarquèrent la richesse de ses habits et le cordon de Saint-Michel dont il était décoré, et ils menacèrent les fusiliers de le tuer, s'ils n'étaient pas admis au partage de sa rançon. Dans ce moment, un gentilhomme de la suite du connétable, Pompéran, arriva et reconnut le roi; après avoir aidé à le tirer de dessous le cheval, il le conjura de se rendre à Bourbon qui n'était pas éloigné. François protesta qu'il aimerait mieux mourir que de se livrer à un traître, et demanda le vice-roi de Naples. Lannoy étant venu, il lui remit son épée * » Il était blessé au front et à la jambe. Le soir, il écrivit à sa mère ce billet d'un laconisme sublime : *Madame, tout est perdu, fors l'honneur.*

---

* Sismondi.

Plus de huit mille Français furent tués dans la bataille ou noyés dans le Tésin. Le poète Marot, qui assistait à l'affaire, fut blessé et pris. La garnison de Milan abandonna la ville le jour même, et quinze jours après il ne restait pas un seul Français en Italie.

En recevant la nouvelle de la victoire de Pavie, Charles-Quint affecta une grande modération et sut contenir sa joie. Après avoir écouté avec modestie les félicitations de ses courtisans et déploré l'infortune de François Ier, il interdit toute réjouissance publique à Madrid, disant que le son des cloches et les feux de joie ne convenaient pas dans les succès obtenus contre les chrétiens; il ne suivit pas le conseil que lui donnait le duc d'Albe, d'envahir la France consternée. Néanmoins, il espérait bien profiter de l'avantage qu'il avait obtenu, en mettant au plus haut prix la liberté de son prisonnier.

François Ier, comme autrefois Jean le Bon, grandissait aux yeux de l'Europe par sa captivité même. Tout le monde s'intéressait à son malheur : Erasme en écrivit à Charles-Quint; les nobles espagnols demandèrent qu'il fût laissé libre sur parole, en offrant de lui servir de caution. L'empereur fit, au contraire, enfermer son captif au château de Pizzighittone, et lui demanda pour rançon la cession de la Bourgogne, de Milan, d'Asti, de Gênes et de Naples; de plus, pour le connétable de Bourbon, outre la restitution

de ses biens confisqués, le Dauphiné et la Provence, dont on formerait un royaume indépendant. « Plutôt mourir en prison, s'écria François Ier, que d'entamer le patrimoine de mes fils ! » Persuadé que de pareilles propositions ne venaient pas de *son frère Charles* lui-même, mais de son conseil, il demanda à être transporté en Espagne ; il espérait avoir de meilleures conditions. Mais Charles-Quint refusa de le voir, jusqu'à ce qu'on eût réglé les conditions de la paix, et, prenant ombrage des honneurs que lui rendait la noblesse, défendit l'entrée de l'Alcazar, où il le retenait prisonnier. François étant tombé malade de chagrin, il craignit de perdre un gage précieux dont il voulait tirer profit, et ce fut alors seulement qu'il lui rendit visite, sans toutefois lui accorder rien de plus que de vagues promesses et de stériles consolations. Marguerite d'Alençon, sœur de François Ier, obtint la permission de venir passer quelque temps auprès de lui ; plusieurs auteurs accusent encore l'empereur d'avoir cherché, par des manières caressantes, à la retenir jusqu'à l'expiration du sauf-conduit, afin de pouvoir la faire aussi prisonnière. Quoi qu'il en soit, quand la maladie du roi fut passée, Charles reprit toute son inflexibilité : les conseils de son confesseur, qui l'invitait à pardonner, furent moins puissants que ceux du chancelier Gattinara, qui le poussait à user

de rigueur, et le captif demeura sous la garde du vigilant et farouche Alarcon.

Pendant le séjour de François Ier en Espagne, Louise de Savoie administra la France : elle sembla vouloir réparer ses torts précédents par son activité et sa prévoyance. Après avoir recueilli les débris de l'armée d'Italie, payé la solde arriérée des troupes et la rançon des prisonniers, elle pourvut à la sûreté des frontières. On n'avait rien à craindre du côté des Alpes, parce que Lannoy manquait d'argent; mais la frontière de Lorraine fut un instant menacée. « En ce temps se leva en Allemagne une populace qui vouloit maintenir tous les biens être communs. Sous lequel prétexte se mirent ensemble quatorze ou quinze mille vilains pour marcher droit à la Lorraine, et de là en France, estimant pouvoir tout subjuguer, parce qu'ils avoient opinion que la noblesse de France étoit morte en la bataille : lesquels paysans assemblés, partout où ils passoient, pilloient maisons de gentilshommes, tuoient femmes et enfants avec cruauté inusitée. Pour à quoi obvier, M. le duc de Guise et comte de Vaudemont, son frère, marchèrent au-devant de la furie de ce peuple, lequel ils taillèrent en pièces près de Saverne*. »

Louise de Savoie sut aussi profiter d'un changement

---

* Martin du Bellay.

qui s'opéra vers cette époque dans les dispositions des puissances européennes à l'égard de la France. Charles-Quint marchanda trop longtemps la rançon de son prisonnier, et inspira des craintes à ses alliés pour l'avenir. Les Impériaux, qui n'étaient point payés, se dédommageaient en Italie par des rapines et des brigandages; l'oppression qu'ils faisaient peser sur les petits états et sur le pape lui-même, convainquit les Italiens que c'en était fait de leur indépendance. Morone conçut l'idée d'une ligue, dans laquelle entrèrent François Sforza, les Vénitiens, les Florentins et Clément VII : sachant que Pescaire était mécontent de ce que Lannoy avait envoyé en Espagne le roi de France, dont les troupes auraient fait le gage de leur solde arriérée, il tenta son ambition, en lui offrant le royaume de Naples. Mais Pescaire resta fidèle; il feignit de se prêter aux projets du chancelier, l'attira au château de Novare, et le fit arrêter. Le Milanais fut immédiatement occupé au nom du roi d'Espagne, et la spoliation de Sforza ne laissa plus aucun doute sur les intentions de Charles-Quint relativement à l'Italie. La régente de France promit des subsides à la ligue.

D'un autre côté, Henri VIII s'alarmait des progrès de la maison d'Autriche. Wolsey, à qui l'empereur avait deux fois manqué de parole, en laissant élire Adrien VI et Clément VII, poussait son maître à une rupture. Celui-ci,

cherchant un prétexte, demanda que Charles-Quint l'aidât à conquérir la Guyenne, qu'il conclût le mariage convenu avec sa fille Marie, et même qu'il lui livrât son prisonnier. Il reçut le refus auquel il s'attendait, et signa un traité d'alliance défensive avec Louise de Savoie, qui lui promit deux millions d'écus d'or. La régente sollicita même, au nom de son fils, les secours de la Turquie : Jean Frangipani, son envoyé à la Porte Ottomane, rapporta une réponse favorable du sultan Soliman le Magnifique.

L'orage qui se formait détermina Charles-Quint à écouter les propositions qui lui étaient adressées. Louise de Savoie offrait la cession absolue des droits de la France sur le royaume de Naples, sur le Milanais, Asti et Gênes, à la condition pour l'empereur d'en donner l'investiture au second fils de François Ier, Henri, avec la main de sa nièce Marie de Portugal; elle était prête à livrer encore Hesdin, Douai, Lille et Orchies Les conditions auxquelles avait songé François Ier étaient : sa renonciation à l'Italie et à la suzeraineté de l'Artois et de la Flandre, son second mariage avec Éléonore, sœur de Charles-Quint, et la réintégration du connétable de Bourbon dans tous ses domaines.

Mais l'empereur tenait particulièrement à la restitution de la Bourgogne. François Ier ne pouvant se résoudre à démembrer ses états, annonça l'intention d'abdiquer. S'il

eût persisté dans cette grande résolution, il faisait perdre à son rival les avantages de la victoire de Pavie. Tout-à-coup il se persuada qu'il était permis de tromper celui qui lui faisait violence, et, tout en acceptant les conditions exigées par Charles, il protesta secrètement par-devant notaire contre la contrainte qu'il subissait.

Les clauses du traité de Madrid (14 janvier 1526), furent tellement exorbitantes, que Gattinara refusa de les signer, comme étant d'une exécution impossible.

François Ier cédait à l'empereur, en toute souveraineté, le duché de Bourgogne, le comté de Charolais, les principautés de Noyers et de Château-Chinon, qu'on devrait livrer dans les six semaines qui suivraient sa mise en liberté. Il renonçait à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois, à ses prétentions sur Milan, Asti, Gênes et Naples, et aux droits de la France sur Tournai, Hesdin, Lille, Douai et Orchies. Il promettait de payer au roi d'Angleterre 500,000 écus que lui devait Charles-Quint. Il retirait sa protection à ses alliés, le sire d'Albret, le duc de Gueldre et Robert de La Mark. Il s'engageait à pardonner au connétable de Bourbon, à le rétablir dans ses biens, honneurs et dignités, et l'autorisait même à faire valoir juridiquement les prétentions qu'il avait sur la Provence. Enfin, il devait payer deux millions de rançon.

Charles-Quint, de son côté, abandonna les réclamations

qu'il pouvait élever sur les villes de la Somme, sur Péronne, Montdidier et Roye, sur les comtés de Boulogne, de Guines et de Ponthieu. Il accorda au roi la main d'Éléonore, en dotant cette princesse des comtés de Mâcon et d'Auxerre, et de la ville de Bar-sur-Seine. L'infante Marie, fille d'Éléonore et de son premier mari, fut promise au dauphin François.

Les deux souverains contractaient une alliance défensive contre leurs ennemis, et devaient s'assister réciproquement de cinq cents hommes d'armes et de dix mille piétons.

Pour garantir l'exécution du traité, François Ier s'engageait à livrer en otages ses deux fils aînés, ou bien le dauphin François et douze de ses meilleurs généraux, tels que Charles de Vendôme, le comte de Saint-Pol, le duc d'Albany, Lautrec, Montmorency, d'Aubigny, etc.

Si le traité n'était pas enregistré au parlement de Paris, dans le délai de quatre mois, le roi devait se reconstituer prisonnier. Les deux monarques se soumettaient aux censures ecclésiastiques, s'ils violaient leurs engagements.

Le 21 février, le traité de Madrid reçut un commencement d'exécution. François Ier, qui ne voulait pas *se dégarnir de ses bons capitaines*, livra aux Espagnols ses fils François et Henri, dans une barque amarrée au milieu de la Bidassoa, entre Fontarabie et Andaye. Puis, prenant à

peine le temps d'embrasser ces deux enfants, il s'élança sur un cheval qui l'attendait au rivage, courut d'un trait jusqu'à Saint-Jean-de-Luz, et arriva tout joyeux à Bayonne. A plusieurs reprises, il s'écria : « *Je suis encore roi !* »

CHAPITRE VII.

Deuxième et troisième Guerres entre la France et l'Autriche.

Violation du traité de Madrid. — Ligue de Cognac contre Charles-Quint. — 1527. Renouvellement des hostilités. — Invasion des Impériaux en Italie. — Sac de Rome et mort du connétable de Bourbon. — 1528. Expédition de Lautrec au-delà des Alpes. — Siége de Naples. — 1529. Traité de Cambrai.

François Ier se prépare à une troisième guerre. — 1535. Invasion de la Savoie. — 1536. Entrée des Impériaux en Provence. — Le pays sauvé par Montmorency. — 1538. Trève de Nice.

L'HONNEUR de François Ier était demeuré sauf à Pavie ; il n'en fut pas de même après le traité de Madrid, et désormais on trouvera bien souvent en défaut cette bonne foi, cette loyauté, ces sentiments chevaleresques qui avaient été jusqu'alors les mobiles de ses actions.

Déjà à Bayonne, le roi avait déclaré à un officier espagnol

qui l'accompagnait, qu'il était prêt à exécuter toutes les conditions de la paix, excepté une seule, la cession de la Bourgogne ; cette province, disait-il, ne pouvait être détachée du royaume qu'avec le consentement de ses habitants. Lorsque Lannoy et d'autres ambassadeurs de Charles-Quint vinrent demander à être mis en possession de la Bourgogne, il réunit à Cognac les députés de la noblesse, du clergé et du tiers-état de ce duché. Tous déclarèrent qu'ils entendaient rester français, « que la paix de Madrid était très-injuste, et que, combien que le roi eût beaucoup de pouvoir, toutefois cela n'était en son seul vouloir. » Lannoy rappela à François Ier la parole qu'il avait donnée de retourner en Espagne ; mais celui-ci fit encore décider, par une assemblée de notables à Paris, qu'il ne pouvait se reconstituer prisonnier. Il se contenta d'offrir 2,000,000 d'écus d'or, au lieu de la Bourgogne, pour la rançon de ses enfants. Charles et François crièrent simultanément à la perfidie, et s'envoyèrent des cartels insultants.

La guerre était imminente ; François Ier se hâta de contracter des alliances. Il ratifia en son propre nom le traité de sa mère avec Henri VIII, ajoutant aux avantages déjà concédés à ce prince une pension de 50,000 écus d'or. Il profita ensuite du mécontentement que la domination espagnole excitait en Italie. Car Naples était audacieusement dévastée par les chefs de bandes ; la Toscane voyait expirer sa liber-

té ; la Lombardie subissait sous Antonio de Leyva une si dure tyrannie, que plusieurs Milanais se tuèrent, et qu'une infinité d'autres abandonnèrent leur pays. Dans ces circonstances, une ligue perpétuelle fut signée à Cognac entre le pape, le roi de France, les Vénitiens et le duc de Milan.

Les alliés s'engageaient à chasser les Impériaux du Milanais, et à rétablir François Sforza dans la libre possession de ce duché ; le roi abandonnait ses prétentions, mais à condition que le duc lui paierait un tribut annuel de 50,000 écus et épouserait une princesse française. La souveraineté de Gênes et le comté d'Asti reviendraient à la France. Quant au royaume de Naples, on en ferait la conquête après celle du Milanais, et le pape en disposerait comme d'un domaine de l'Église, en payant au roi de France une rente de 70,000 ducats. On convint enfin de ne déposer les armes qu'après avoir forcé l'empereur à mettre en liberté les fils de François Ier. L'armée alliée devait compter trente mille hommes d'infanterie, en partie levés chez les Suisses, deux mille cinq cents cavaliers pesamment armés et deux mille cinq cents chevau-légers.

Si le roi d'Angleterre accédait à la ligue de Cognac, il obtiendrait, avec le titre de *protecteur*, un duché du revenu de 30,000 ducats pour lui, un autre de 10,000 pour Wolsey, dans le royaume de Naples.

Quand cette coalition fut formée, Clément VII releva

François Ier du serment qu'il avait fait d'exécuter le traité de Madrid. Charles-Quint en appela alors à un concile général, et publia contre le pape un violent manifeste. On donna, de part et d'autre, l'ordre de commencer les hostilités.

Ce fut la dernière lutte de l'indépendance italienne au seizième siècle ; mais rien ne donnait l'espoir qu'elle serait efficacement soutenue. En effet, les Italiens avaient perdu l'habitude des armes ; ceux qui vendaient leurs services au plus offrant n'étaient que la lie de la nation ; ardents aux petits exploits, ils manquaient de ce véritable courage qui naît d'un sentiment généreux. Clément VII montra une irrésolution dangereuse en face de l'empereur ; il se laissa tout à la fois tenter par la promesse de conserver Parme et Plaisance, et effrayer par Charles-Quint, qui mettait Luther en œuvre comme épouvantail pour l'amener à subir ses volontés. François Ier lui-même, soit qu'il se défiât de la fortune depuis la bataille de Pavie, soit que la ligue de Cognac ne fût à ses yeux qu'un moyen de rendre son rival plus traitable, négligea d'envoyer à temps des secours à ses alliés. Les Italiens agirent faiblement ; ils devaient être écrasés.

La lutte commença dans le nord. François Sforza, qui était parvenu à conserver jusqu'à ce moment la citadelle de Milan, y fut vivement pressé par Antonio de Leyva et le

marquis de Guasto. Guichardin et Guido Rangone, généraux du pape, François-Marie, duc d'Urbin, général des Vénitiens, et le marquis de Saluces, commandant d'une division française, marchèrent à son secours. Mais ils ne surent pas agir de concert, ni profiter des intelligences qu'ils avaient dans Milan : le duc d'Urbin, se donnant pour un imitateur de Prosper Colonna, traînait la guerre en longueur ; Clément VII trouvait qu'on n'avait pas pour lui les égards qui lui étaient dus ; enfin « les secours des Français, très-étendus en paroles, devenaient chaque jour plus minces en réalité *. » Sur ces entrefaites, le connétable de Bourbon arriva d'Allemagne avec des renforts ; les Italiens se retirèrent précipitamment, et la citadelle de Milan se rendit ; mais François Sforza avait trouvé moyen de s'échapper. Les vainqueurs accablèrent les Milanais d'exactions énormes; chacun d'eux retint enchaîné le maître de la maison où il logeait, afin de lui extorquer, par toutes sortes de mauvais traitements, l'argent qu'il aurait caché.

Clément VII, de son côté, était aux prises avec les Colonna, que l'ambassadeur espagnol à Rome, Hugues de Moncade, avait suscités contre lui. Le cardinal Pompée Colonna, tandis que les troupes pontificales étaient en Lombardie, réunit quelques milliers de soldats, pénétra sans résistance

---

* GUICHARDIN.

dans la ville, et mit au pillage Transtevere et le Vatican. Le pape voulut faire prendre les armes au peuple ; personne ne s'émut. « Non-seulement les moines dans les chaires, dit l'historien Varchi, mais encore certains ermites, s'en allaient par les places prêchant la fin du monde ; et parmi ceux-ci il n'en manquait pas qui, se persuadant qu'il était impossible de voir des temps pires que ceux qui couraient, disaient que le pape Clément était l'Antechrist. » Il lui fallut donc se réfugier dans le château Saint-Ange, où la disette le contraignit de capituler.

C'était le moment où le connétable recevait un renfort de six mille Espagnols amenés par Lannoy et Alarcon, et de douze mille luthériens sous le commandement de Georges Frundsberg. Ces troupes, que l'empereur laissait sans solde, n'avaient en vue que le butin. Elles eurent un instant la pensée de fondre sur Florence ; mais les luthériens firent décider que l'on marcherait sur Rome : tous vomissaient des blasphèmes contre la cour pontificale, et Frundsberg portait à l'arçon de la selle des licous de soie et d'or, *pour étrangler les cardinaux et le dernier des papes*. Le duc d'Urbin, qui détestait les Médicis, laissa passer cette armée sans argent, sans magasins, sans artillerie et sans bagages.

Dans cet instant décisif, Clément VII se perdit en tergiversations déplorables. Il demanda l'avis de Machiavel, qui lui conseilla de créer roi d'Italie Jean des Bandes Noires,

homme brave, lettré, et fort aimé de tous. Mais ce conseil lui semblant trop hardi, il chercha à détourner l'orage en négociant avec Lannoy : celui-ci, moyennant 600,000 ducats, promit d'éloigner l'armée impériale. Cette dernière illusion fut bientôt dissipée. Les Impériaux, furieux d'avoir été repoussés devant Plaisance et Bologne, arrivèrent sous les murs de Rome, que gardaient quelques rares soldats, aidés de milices bourgeoises.

Frundsberg n'assista point aux opérations : frappé soudain de paralysie, il parut châtié de la main de Dieu. Le 6 mai 1527, l'assaut fut donné à la ville. Bourbon, au moment où il dressait une échelle contre le rempart, fut mortellement blessé d'une balle ; le coup d'arquebuse avait été tiré par le célèbre artiste Benvenuto Cellini. Philibert d'Orange, qui prit le commandement, excita ses soldats à venger leur chef : Rome fut prise en deux heures. Le pape et treize cardinaux se réfugièrent au château Saint-Ange : l'un d'eux, Ermellino, arriva trop tard ; les portes du château étaient fermées ; il fallut qu'on le tirât avec une corde par-dessus les murs.

Le sac de Rome dura deux mois ; on ne vit jamais rien d'aussi hideux. Les couvents et les églises furent forcés, les autels convertis en tables de banquets, les ciboires profanés, les croix couvertes de sang, la poussière des reliques jetée au vent. Des lansquenets ivres, affublés de

chapeaux de cardinaux et vêtus de robes rouges, parcoururent les rues en faisant des bouffonneries. Les tombeaux mêmes ne furent pas respectés, et un anneau d'or fut arraché du doigt de Jules II. Les luthériens se firent une joie de détruire ce qu'ils appelaient l'*idolâtrie* des tableaux et des statues; ils brisèrent leurs épées contre les statues de marbre; la chapelle Sixtine, toute pleine du génie de Michel-Ange, fut transformée en écurie. On pense qu'on enleva pour 10,000,000 d'objets en or, en argent et en pierreries, et que les taxes imposées aux particuliers dépassèrent de beaucoup cette somme. Les cardinaux dévoués à l'empereur n'étaient pas même épargnés. Ainsi, celui de Sienne, après avoir payé une forte rançon aux Espagnols, fut fait prisonnier par les Allemands, qui saccagèrent son palais; puis, ils le promenèrent dans Rome, tête nue, sur un âne, en l'accablant de coups. Le cardinal de la Minerve et le cardinal Ponzetta essuyèrent le même traitement. Une compagnie de luthériens plaça vivant dans un cercueil le cardinal d'Araceli, le porta à travers les rues en chantant l'office des morts, et prononça une espèce d'oraison funèbre, dans laquelle, au lieu d'éloges, on débitait sur son compte les calomnies les plus atroces : puis, ils le ramenèrent chez lui, burent ses meilleurs vins dans les calices consacrés, et, le mettant en croupe d'un cavalier, l'envoyèrent mendier sa rançon de porte en porte. D'autres

jetèrent les bulles papales en litière à leurs chevaux ; et, s'étant rassemblés dans une chapelle du Vatican, travestis en cardinaux, et contrefaisant les usages des conclaves, ils dégradèrent le pontife, et proclamèrent Luther à sa place.

Telle était la fureur et la rapacité des soldats, que les paysans qui approvisionnaient les marchés n'osaient plus venir dans Rome, de peur d'être maltraités. Après avoir mangé les animaux immondes, le bas peuple vécut d'herbes et de racines. Les vainqueurs eux-mêmes moururent bientôt de faim, au milieu de l'or qu'ils avaient volé ; ils se répandirent dans le voisinage, et plus d'une fois les habitants des campagnes, qu'ils rançonnaient sans pitié, tombèrent sur leurs détachements et les massacrèrent. La famine amena la mortalité, et la mortalité la peste.

Toute la chrétienté fut indignée de la manière sauvage dont on traitait Rome et le chef de l'Église. Il n'eût peut-être pas dépendu de Charles-Quint de tirer le pape des mains des mercenaires qui le tenaient en leur pouvoir : mais il avait, du moins, le tort d'avoir déversé sur l'Italie un torrent dévastateur, sans prévoir les ravages qu'il ne pourrait empêcher. Il affecta une douleur hypocrite, prit le deuil avec toute sa cour, suspendit les fêtes de la naissance de son fils Philippe, envoya partout des lettres qui portaient un désaveu formel, et fit dire des messes en Espagne pour la délivrance de Clément VII. Mais il ne donna aucun

ordre en faveur du Saint-Père, et ne rabattit pas un écu de la rançon qu'il voulait lui arracher. Clément VII, pour sortir du château Saint-Ange, dut souscrire aux conditions suivantes : 100,000 écus comptant, 100,000 autres dans quinze jours, 150,000 au bout de trois mois ; neutralité absolue dans la guerre de Lombardie ; cession du château Saint-Ange, d'Ostie, de Civita-Vecchia, de Modène, de Parme et de Plaisance comme places de sûreté. Les alliés même du souverain pontife exploitèrent son infortune : Florence secoua le joug des Médicis, et reprit sa constitution populaire ; les Vénitiens, les ducs d'Urbin et de Ferrare s'approprièrent quelques places des États romains, sous prétexte de les garder en dépôt.

François Ier, qui ne s'occupait que de ses plaisirs depuis le commencement de la guerre, ne pouvait sans honte abandonner plus longtemps les Italiens. Il resserra son alliance avec Henri VIII. Le roi d'Angleterre avait un motif d'hostilité personnelle contre Charles-Quint : il sollicitait du pape l'autorisation de répudier Catherine d'Aragon, tante de l'empereur, et celui-ci s'opposait de toutes ses forces au divorce. Néanmoins, Henri, après avoir promis 9,000 hommes d'infanterie, ne voulut plus donner qu'un subside de 32,000 écus par mois. Au mois de juillet 1527, Lautrec fut envoyé en Italie avec vingt-six mille fantassins et mille hommes d'armes ; il devait être secondé par une

flotte, sous les ordres du célèbre génois André Doria, que François Ier venait de prendre à sa solde avec huit galères, moyennant mille écus par mois.

Lautrec se rendit maître de Gênes, où il rétablit la faction des Fregosi et la domination française, enleva Alexandrie et Pavie, qui furent remises à François Sforza, et opéra sa jonction avec l'armée vénitienne. Il lui eût été facile, ainsi que le conseillaient Sforza et les Vénitiens, d'achever la conquête de la Lombardie; car Antonio de Leyva n'avait que bien peu de troupes : mais il allégua les ordres exprès des rois de France et d'Angleterre, qui voulaient délivrer les États de l'Église et chasser les Espagnols de Naples. A Plaisance, il reçut les ambassadeurs du duc de Ferrare, du marquis de Mantoue et de la république de Florence, qui venaient s'unir au parti français.

Clément VII, s'étant échappé de Rome à la faveur d'un déguisement, rejoignit Lautrec près d'Orvieto. Les Impériaux, que Bourbon avait amenés au nombre de vingt-cinq mille, n'étaient plus que treize mille; n'osant attendre l'armée française, le prince d'Orange se retira vers Naples. Lautrec occupa les Abruzzes et la Pouille, où il fut accueilli avec des transports de joie; il pénétra ensuite dans la Terre de Labour, reçut la soumission de Nola, de Capoue, d'Aversa, et entreprit le blocus de Naples. Hugues de Moncade et le marquis de Guasto tentèrent de secourir la ville du côté

de la mer ; mais André Doria détruisit la flotte espagnole : Moncade fut tué, et Guasto fait prisonnier.

Naples allait se rendre par famine, quand un événement imprévu la sauva. Doria, par la franchise hautaine de ses discours, s'était attiré l'inimitié des courtisans, qui le calomniaient auprès de François Ier et le lui rendaient suspect. Offensé déjà par le rétablissement d'une garnison française à Gênes, il vit avec indignation les travaux que la France faisait commencer au port de Savone, et qui devaient avoir pour effet de ruiner, au profit de cette ville, la prospérité commerciale et maritime de sa patrie. Il réclama vainement au nom des Génois; supposant à François Ier l'intention de tirer beaucoup d'argent de Savone, il lui écrivit : « Si les conjonctures mettent Votre Majesté dans le cas d'avoir besoin d'argent, aux appointements qui me sont dus, je suis prêt à joindre 40,000 écus d'or. » Cette offre généreuse blessa l'amour-propre du roi; au lieu de lui répondre, il le destitua, et chargea son successeur Barbezieux de l'arrêter. Lorsque l'amiral aperçut Barbezieux : « Je sais, lui dit-il, ce qui vous amène; » et lui montrant d'un côté les galères de France, de l'autre celles de Gênes : « Voici les navires de votre maître que je vous rends; voilà ceux de ma république que je garde. Accomplissez le reste de votre ordre, si vous l'osez. » On le laissa s'éloigner.

La captivité de Guasto fut heureuse pour l'Espagne ; car le marquis détermina Doria à offrir ses services à l'empereur. Il fut convenu que l'amiral recevrait un traitement annuel de 60,000 ducats, que Gênes recouvrerait son indépendance, et qu'on lui livrerait Savone et les autres villes de la Ligurie. Dès ce moment, rien ne réussit plus aux Français ; « qui n'est seigneur de Gênes et maître de la mer, dit Brantôme, ne peut guères bien dominer l'Italie. » Doria jeta des vivres et des munitions dans Naples, et tout le fruit de l'expédition française fut perdu.

Pour comble de malheur, on laissa Lautrec manquer d'argent ; une épidémie survint, et il resta à peine quatre mille hommes en état de combattre. Le général lui-même fut emporté par le fléau (15 août 1528). Le marquis de Saluces, chargé du commandement, leva le siége de Naples, et se replia sur Aversa, où le prince d'Orange ne tarda pas à le bloquer : contraint de se rendre et d'abandonner à l'ennemi son artillerie et ses bagages, grièvement blessé, accablé par le chagrin, il mourut peu de temps après avoir été transféré à Naples. Pedro de Navarre, pris avec lui, fut tué par le capitaine chargé de le garder, et échappa ainsi à la honte du supplice que lui réservait Charles-Quint.

La France n'était point encore au bout de ses revers : André Doria chassa la garnison de Gênes et combla le port de Savone ; le comte de Saint-Pol, envoyé en Lombardie

avec de nouvelles troupes, se laissa battre et prendre à Landriano par Antonio de Leyva (1529).

Toutes les puissances belligérantes étaient disposées à la paix. Venise ne songeait qu'à se remettre en possession de quelques places maritimes dans le royaume de Naples ; Clément VII avait hâte de venger l'expulsion des Médicis de Florence, et craignait une seconde irruption des bandes impériales ; Henri VIII ne pouvait agir, à cause des réclamations du peuple anglais contre une guerre inutile ; la France était épuisée par ces levées successives qui allaient se perdre au-delà des Alpes ; enfin Charles-Quint, menacé en Allemagne par les mouvements des luthériens et par une invasion d'Ottomans, n'avait pas trop de toutes ses forces pour leur résister.

Un premier traité fut signé à Barcelone entre le pape et l'empereur, par l'entremise du nonce Nicolas de Schomberg, archevêque de Capoue. Clément VII accordait à Charles-Quint la couronne impériale et l'investiture du royaume de Naples, à la charge de donner annuellement, en guise de tribut, une haquenée blanche ; il lui abandonnait la nomination de vingt-quatre évêchés du royaume. Charles s'engageait à faire restituer au pape les territoires qui appartenaient à l'état ecclésiastique ; à rétablir dans Florence les Médicis ; à marier sa fille naturelle, Marguerite, à Alexandre, chef de cette famille ; à réintégrer Sforza

dans le Milanais, s'il prouvait qu'il n'avait pas été complice dans la conspiration de Morone; enfin, à soumettre les hérétiques en Allemagne.

Une autre paix fut négociée à Cambrai (5 août) par Marguerite d'Autriche, tante de l'empereur, et Louise de Savoie, entre la France et l'Autriche; on la nomma la *paix des dames*. Ce n'était autre chose que le traité de Madrid un peu adouci. François Ier garda la Bourgogne, le Mâconnais, l'Auxerrois, Bar-sur-Seine, la Picardie et les villes de la Somme; mais il céda à l'Espagne la ville d'Hesdin, le comté d'Asti et le royaume de Naples, paya 2,000,000 d'écus d'or pour la rançon de ses fils, renonça à la suzeraineté de la Flandre, de l'Artois et du Charolais, fournit à Charles-Quint, pour un voyage qu'il allait faire en Italie, une vingtaine de navires, et lui paya 300,000 écus; il épousa Éléonore, et consentit à ce que les fils qui naîtraient de ce mariage reçussent en apanage la Bourgogne et ses dépendances.

La paix de Cambrai porta un rude coup à l'honneur de François Ier. Ce prince, après avoir poussé les puissances italiennes à de nouveaux efforts, ne stipulait rien en leur faveur, et les livrait honteusement à la vengeance espagnole. Sa mère aussi disait que, pour ravoir un seul des fils du roi, elle aurait donné mille villes comme Florence. Il n'y eut plus d'Italie, le jour où Clément VII, à Bologne,

déposa la couronne impériale sur la tête de Charles-Quint (24 février 1530). Le pape et l'empereur réglèrent alors la destinée de tous les états : François Sforza fut rétabli dans le duché de Milan, à la condition de payer, la première année, 400,000 ducats, et 500,000 dans l'espace de dix ans, d'abandonner Pavie à Antonio de Leyva, et de laisser comme gage la ville de Côme et le château de Milan jusqu'au paiement des deux sommes. Venise restitua à Clément VII Ravenne et Cervia, et à l'empereur les villes occupées sur le littoral napolitain, avec 300,000 ducats. Les républiques de Gênes, de Lucques et de Sienne, ne conservèrent plus qu'une apparence de liberté. Le duc de Ferrare fut reçu en grâce et maintenu en possession de tous ses domaines, moyennant un tribut de 100,000 ducats au Saint-Siége. Le marquis de Mantoue, gratifié du titre de duc, devint l'humble vassal de Charles-Quint. Enfin, Florence, ayant repoussé les Médicis que l'empereur voulait rétablir, fut réduite par force, perdit son gouvernement populaire, et passa sous la domination d'Alexandre de Médicis.

Tels furent les effets de la légèreté et de l'incurie de François I[er]. Les Italiens, las et découragés après tant de promesses mensongères, se détachèrent à jamais de la France, et dès lors la péninsule ne fut plus le principal de la guerre : on devait combattre partout ailleurs, en Savoie, en Picardie, aux Pays-Bas, en Lorraine.

Le traité de Cambrai fut suivi de cinq années de paix, pendant lesquelles François Ier prépara tout pour une troisième lutte contre l'Autriche. Voulant donner à l'infanterie française une constitution régulière, il créa sept *légions provinciales*, composées chacune de six mille hommes; mais ce nouveau système devait être abandonné au bout de quelques années. Il chercha partout des alliés pour sa cause, des embarras pour son rival. Henri VIII resserra son alliance avec la France. On était certain de ramener Clément VII, en travaillant à l'élévation des Médicis : François Ier l'avait compris en offrant de marier son second fils, Henri, duc d'Orléans, à Catherine, nièce du pontife; union qui parut à celui-ci un événement si glorieux pour sa famille, qu'il vint lui-même à Marseille, afin d'en traiter (1533). Une ligue secrète contre la domination impériale fut négociée en même temps que le mariage. En Allemagne, le roi soutint le landgrave de Hesse et le duc de Wurtemberg contre la maison d'Autriche; il envoya Guillaume du Bellay offrir ses secours aux luthériens qui venaient de se confédérer à Smalkalde, et eut aussi des rapports avec Soliman le Magnifique. Une alliance d'intérêts entre un royaume chrétien et les Turcs fut, aux yeux des contemporains, chose exécrable et monstrueuse; d'autant plus que Charles-Quint défendait, à la même époque, la frontière du Danube contre Soliman, et vengeait sur Tunis

les injures faites à la chrétienté par les corsaires barbaresques. Montluc fut peut-être le seul qui approuva hautement l'union de François Ier avec les Turcs contre Charles-Quint, par cette raison qu'envers un ennemi si redoutable, il fallait *faire flèche de tout bois.*

François Ier essaya aussi de mettre dans ses intérêts le duc de Milan. Un gentilhomme milanais, Maraviglia ou Merveille, dont il avait acheté les services, n'eut pas de peine à convaincre Sforza que la domination de la France lui serait moins dure que celle de l'Autriche. Le duc prêta l'oreille à des propositions d'alliance; puis, croyant que sa trahison avait été révélée à l'empereur, il fit arrêter et décapiter l'émissaire du roi, sous le prétexte que ses domestiques avaient tué un italien qui les insultait. François réclama contre cette violation du droit des gens, et, ne recevant satisfaction ni de Sforza, ni de Charles-Quint, résolut d'en appeler aux armes. La mort imprévue de Clément VII le privait cependant des avantages qu'il s'était promis en unissant son fils à Catherine de Médicis; Henri VIII était tout occupé à établir la réforme en Angleterre, et les protestants de Smalkalde, indignés des persécutions ordonnées en France contre leurs coreligionnaires, refusaient leur concours. Le roi n'en prit pas moins l'offensive, en 1535.

Charles III, duc de Savoie, avait épousé une sœur de

l'empereur, Béatrix de Portugal, et envoyé son fils faire son éducation à Madrid. Il était dangereux pour la France d'avoir un ennemi sur sa frontière des Alpes. François Ier ne pardonnait pas au duc d'avoir fourni l'argent avec lequel le connétable de Bourbon avait levé les troupes qui triomphèrent à Pavie. Une armée, commandée par l'amiral de Brion, plus connu sous le nom de Philippe de Chabot, envahit tout-à-coup la Bresse, le Bugey, et pénétra dans la Savoie ; Chambéry et Mont-Mélian se rendirent ; il ne resta bientôt plus au duc que quelques places du Piémont.

Sur ces entrefaites, François Sforza mourut sans postérité. Le roi réclama aussitôt le Milanais, protestant qu'il n'avait renoncé à ses droits qu'en faveur des Sforza ; mais Charles-Quint, à son retour de Tunis, en fit prendre possession par ses troupes, comme fief vacant de l'Empire, et amusa son adversaire par de feintes négociations, comme s'il eût été prêt à donner l'investiture du duché à l'un des fils du roi. Lorsque ses préparatifs de guerre furent terminés, il se rendit à Rome, et là, en présence du nouveau pape, Paul III, de tous les cardinaux et des ambassadeurs étrangers, il prononça un discours violent contre François Ier. Non content de prouver que la rupture de la paix n'était pas son ouvrage, il adressa un nouveau cartel au roi, et s'écria, dans l'enivrement de ses derniers succès : « Si mes ressources n'étaient pas plus solides et mes espé-

rances de vaincre plus fondées que les siennes, j'irais à l'instant, les mains liées, la corde au cou, me jeter à ses pieds et implorer sa pitié. »

L'armée que l'empereur avait réunie en Lombardie se composait de quarante mille fantassins et de dix mille chevaux. Il en confia le commandement à Antonio de Leyva, sur la foi de quelques astrologues, qui avaient annoncé que ce général était destiné à conquérir la France. Dans sa folle présomption, il distribua les terres et les dignités de son futur royaume, car il ne doutait point du succès. On raconte que l'évêque Labaume, chassé naguère de Genève par une insurrection, vint le supplier de le rétablir en passant sur son siége épiscopal : « Je vais d'abord conquérir la France, lui répondit Charles-Quint, et je vous rétablirai ensuite. » Il dit aussi à l'historien Paul Jove : « Tu n'as qu'à tailler ta plume d'or, car je vais te donner beaucoup de besogne. » Cependant un prisonnier français, à qui il demandait combien il y avait de journées depuis la frontière jusqu'à Paris, lui répondit : « Douze, mais douze journées de bataille. »

Quand les Impériaux s'avancèrent vers le Piémont, l'armée française, de beaucoup inférieure en nombre, se retira; le marquis de Saluces, qui en commandait une partie, leur ouvrit les Alpes, au lieu de les défendre. Le 25 juillet 1536, le Var fut franchi, et la Provence envahie. La flotte d'An-

dré Doria louvoyait le long de la côte, pour faire passer des vivres et des munitions à l'armée de terre.

Le maréchal de Montmorency avait fait adopter au roi un système de défense qui sauva le pays : c'était de se retrancher dans des camps bien fortifiés, de ne mettre de garnison que dans les places les plus fortes, de ne hasarder aucune bataille, et d'affamer l'ennemi, en dévastant toute la région par où il devait passer. Il exécuta son plan avec une rigueur impitoyable. Tandis que le roi campait à Valence avec un corps de réserve, il s'établit lui-même dans une forte position près d'Avignon, au confluent du Rhône et de la Durance. De là il envoya des compagnies dans toute la Provence, leur enjoignant « de rompre tous les fours et moulins, brûler les blés et fourrages, et défoncer les vins de tous ceux qui n'avoient fait diligence de les retirer ès places fortes; aussi gâter les puits, jetant les blés dedans, afin de corrompre les eaux*. » Grasse, Digne, Draguignan, Antibes, Fréjus, Toulon, Aix, furent ravagées comme les simples villages, et la population, après avoir aidé les soldats à cette œuvre patriotique, se réfugia dans les montagnes ou au milieu du royaume. On n'épargna que Marseille et Arles.

L'empereur, qui avait accompagné son armée, attaqua

* Martin du Bellay.

ces deux villes et fut repoussé. Voyant, au bout de deux mois, qu'il avait perdu par la famine et les maladies vingt-cinq mille hommes, et parmi eux Antonio de Leyva, il se décida à la retraite. Montmorency écrasa son arrière-garde par des charges réitérées ; les paysans massacrèrent les traînards. Charles-Quint « avoit appris à connoître ce que c'étoit que d'avoir affaire aux François en leur patrie, défendant leurs femmes, enfants, maisons et églises. » Arrivé à Nice, il abandonna le commandement au marquis de Guasto, et s'embarqua à Gênes pour Barcelone : à défaut des Français, la tempête le poursuivit sur la mer, et engloutit huit de ses vaisseaux. Comme on le disait au camp du roi, il alla enterrer en Espagne son honneur mort en France. La calomnie s'acharna même après lui : le dauphin étant venu à mourir, on prétendit qu'il l'avait fait empoisonner ; mais on n'avait d'autre indice qu'une dénonciation arrachée par la torture à l'italien Montecuculli, échanson du jeune prince. Les Espagnols, de leur côté, prétendirent que le crime était l'ouvrage de Catherine de Médicis, dont l'époux gagnait ainsi le trône de France.

Pendant l'invasion de Charles-Quint en Provence, le comte de Nassau s'était jeté sur la Picardie ; il prit Guise : mais les ducs de Guise et de Vendôme le firent échouer devant Péronne.

Vers la même époque, des armateurs de Normandie

attaquèrent une flotte espagnole qui revenait d'Amérique, et firent une prise de plus de 200,000 écus. Le fameux corsaire Barberousse, envoyé par Soliman, ravagea cruellement les côtes de Naples.

En 1537, la cour des pairs et le parlement de Paris déclarèrent que Charles-Quint ayant violé le traité de Cambrai, était redevenu vassal de la couronne de France pour la Flandre et l'Artois, et le citèrent à comparaître devant eux comme coupable de félonie pour avoir fait la guerre à son suzerain. L'empereur ne se présenta point, et la confiscation de ses fiefs fut prononcée. François Ier entra aussitôt en Artois et s'empara d'Hesdin; le duc d'Orléans, dauphin depuis la mort de son frère, et Montmorency, récemment nommé connétable, sauvèrent Térouane d'une attaque des Flamands. La lutte allait se prolonger, lorsque la reine Éléonore et Marguerite d'Autriche firent signer à Bomy (30 juillet 1537) une trêve de dix mois pour les Pays-Bas et la Picardie.

La guerre fut aussi suspendue dans le Piémont, par un armistice de trois mois (16 novembre). Après des conférences inutiles à Leucate, Charles-Quint et François Ier eurent une entrevue à Nice, sous la médiation de Paul III. Ils y conclurent une trêve de dix ans (18 juin 1538), en vertu de laquelle chaque parti garda ses conquêtes. L'empereur sacrifiait donc le duc de Savoie, à qui il ne resta que

la ville de Nice et ses dépendances ; le roi perdait le Milanais, mais conservait deux provinces plus précieuses, la Savoie et le Piémont. Peu de temps après, les deux souverains se virent encore à Aigues-Mortes, où ils se donnèrent avec une franchise apparente toutes les marques d'une complète réconciliation. François Ier, que Montmorency pressait sans cesse de redevenir le roi très-chrétien, rompit toutes ses alliances avec les Turcs, avec le roi d'Angleterre et les princes protestants d'Allemagne.

CHAPITRE VIII.

Quatrième Guerre entre la France et l'Autriche.

1539-1540. Passage de Charles-Quint à travers la France. — Motifs d'une quatrième guerre. — 1542. Hostilités sur toutes les frontières. — 1543. L'Angleterre s'unit à Charles-Quint. — Bombardement de Nice par les Turcs. — 1544. Bataille de Cérisoles. — Traité de Crespy. — 1546. Paix avec l'Angleterre. — Mort de Henri VIII et de François Ier.

Ce n'était pas l'épuisement de ses forces qui avait déterminé Charles-Quint à signer la trêve de Nice ; mais il avait des soulèvements à comprimer en Espagne et surtout en Flandre. Les habitants de Gand avaient pris les armes pour ne pas payer les taxes qui leur étaient imposées , et ils offraient au roi de France , non-seulement de le reconnaître

comme souverain, mais de l'aider à conquérir les Pays-Bas. François Ier, dont l'âge avait calmé l'ambition, et qu'une maladie récente avait affaibli, n'accepta pas ces propositions, et les dénonça même à l'empereur. Celui-ci était dans un grand embarras : brouillé avec Henri VIII, à cause de la répudiation de Catherine d'Aragon, il n'osait se rendre par mer en Flandre ; la route d'Italie et d'Allemagne était trop longue : il se décida à demander le passage à travers la France. Le roi l'accorda avec empressement ; et, afin que Charles ne conçût aucune crainte, il lui envoya ses deux fils pour être gardés comme otages en Espagne, tandis qu'il traverserait le royaume. L'empereur trouva les jeunes princes à Fontarabie, mais il refusa de les retenir, disant que la parole du roi lui suffisait; et il s'engagea à donner à l'un d'eux l'investiture du Milanais. La cour de France était d'avis d'en exiger l'assurance écrite ; ce fut Montmorency qui insista pour que l'on se contentât d'une promesse verbale.

Charles-Quint fut reçu partout avec magnificence, et François Ier vint à sa rencontre jusqu'à Châtellerault. A Amboise, à Blois, à Orléans, on célébra des fêtes sur son passage. Le connétable marchait devant lui, l'épée nue, comme devant le roi. Celui-ci lui avait cédé jusqu'au droit de grâce dans les villes où il passait. L'entrée solennelle des deux souverains à Paris eut lieu le 1er janvier 1540.

Toutefois, l'empereur n'était pas sans inquiétude au milieu des honneurs qu'on lui rendait, et plusieurs faits lui firent craindre que François Ier ne prît sa revanche de la prison de Madrid ou ne lui arrachât de meilleures conditions. Déjà, à Amboise, pendant un festin où le feu avait pris à une tapisserie, il avait failli être étouffé par la fumée ; on n'a jamais su ni la cause, ni les auteurs de cet incendie. A Paris, François Ier, en présentant à Charles-Quint la duchesse d'Etampes, lui dit : « Voyez-vous, mon frère, cette belle dame ? Elle me conseille de ne point vous laisser partir d'ici que vous n'ayez révoqué le traité de Madrid. — Si l'avis est bon, répondit froidement l'empereur, il faut le suivre. » Le lendemain, comme il allait se laver les mains pour se mettre à table, il tira de son doigt un diamant d'un très-grand prix, et le laissa tomber aux pieds de la duchesse, qui lui présentait la serviette. Elle ramassa le diamant et voulut le rendre ; mais Charles déclara *qu'il était en trop belles mains* pour consentir à le reprendre : il désirait sans doute qu'à l'avenir la duchesse ne donnât plus de tels conseils au roi.

On rapporte aussi qu'un jour le duc d'Orléans, prince fort gai et très-agile, sauta en croupe derrière l'empereur, et, le tenant embrassé, s'écria : « Majesté, vous êtes mon prisonnier, » et que cette plaisanterie le fit tressaillir. Triboulet, bouffon de François Ier, avait l'habitude d'inscrire

sur ses tablettes tous les fous qu'il rencontrait; il y consigna le nom de Charles-Quint. Le roi lui en ayant demandé le motif : « C'est, répondit-il, parce qu'il s'aventure à traverser la France. — Mais si je le laisse passer sans lui faire aucun tort? — Alors j'effacerai son nom pour y substituer le vôtre. »

Charles-Quint passa six jours à Paris; les habitants, l'accueillant avec les honneurs royaux, lui avaient présenté les clefs de la ville, et offert un Hercule en argent, de grandeur naturelle. Toute la cour, avec François Ier, l'accompagna ensuite jusqu'à Saint-Quentin.

Quand les Gantois eurent été réduits, Georges de Selve, évêque de Lavaur, alla rappeler à l'empereur ses engagements avec la France au sujet du Milanais. Mais Charles, qui n'avait plus de ménagements à garder, prétendit d'abord qu'il n'avait rien promis : puis il allégua que le duché de Milan était un fief impérial et ne pouvait être aliéné sans le consentement des princes allemands. Comme dédommagement, il proposait de céder les Pays-Bas à sa fille Marie, en lui donnant pour époux un des enfants du roi, mais avec cette réserve que le gouvernement appartiendrait à Marie seule, et qu'à défaut d'héritiers mâles les Pays-Bas retourneraient à l'Espagne. François Ier devait aussi, disait-il, restituer au duc de Savoie la Savoie et le Piémont.

Ces prétentions inattendues ne pouvaient qu'amener la

guerre ; l'empereur, en conférant brusquement à son fils Philippe l'investiture du Milanais, donnait une preuve insigne de sa mauvaise foi. Un crime commis en Lombardie mit encore davantage l'opinion du côté de la France. Deux agents du roi, l'espagnol Antonio Rinçon, ambassadeur à Constantinople, et le génois César Fregoso, chargé d'affaires auprès de la république vénitienne, furent assassinés aux environs de Pavie par les gens du marquis de Guasto (2 juillet 1541) : Charles-Quint sembla s'associer à ce forfait, en éludant par des réponses ambiguës toutes les demandes de réparation.

François Ier soutint presque seul la quatrième guerre contre l'Autriche : car le pape et Venise gardèrent la neutralité ; les protestants d'Allemagne, qui venaient d'obtenir quelques concessions, n'étaient pas disposés à perdre, par une rupture avec l'empereur, les premiers fruits de leurs efforts. Le roi de Danemarck, Christian III, envoya un secours de cavalerie à la France ; sa flotte, qui devait attaquer les Pays-Bas, fut dispersée par la tempête. Soliman promit à l'envoyé français Paulin, baron de la Garde, de reprendre les hostilités contre Charles-Quint. En 1542, la France mit sur pied cinq armées, pour envahir à la fois le Roussillon, la Flandre, le Brabant, le Luxembourg et le Piémont.

L'armée du Roussillon, forte de quarante mille hommes, était sous les ordres du dauphin Henri, avec le maréchal

Claude d'Annebaut et Antoine de Lettes de Montpezat. Elle mit le siége devant Perpignan : cette ville était, dit du Bellay, « si bien pourvue de plates-formes garnies d'artillerie, qu'il sembloit un porc-épic, qui, de tous côtés, étant courroucé, montre ses pointes. » Le duc d'Albe s'y était jeté, et la défendit vigoureusement. Au bout de six semaines de siége, les Français se retirèrent.

Dans le nord, le duc de Vendôme, Antoine de Bourbon, plus tard roi de Navarre, mit l'Artois au pillage. En Flandre, Martin Rossem, maréchal de Gueldre, et Longueval, lieutenant du duc de Clèves, réunirent quatorze mille hommes, à la tête desquels ils se jetèrent sur le Brabant. Les trésors d'Anvers excitaient leur cupidité ; mais comme ils n'avaient pas d'artillerie de siége, ils se rabattirent sur Louvain, qui les paya grassement. C'était là ce qu'on appelait « tondre les moutons de Hollande et traire la vache à fromage. »

L'armée qui attaqua le Luxembourg avait pour chef le duc d'Orléans et le duc de Guise. Ivoi, Montmédy et Luxembourg se rendirent sans qu'on vît paraître aucun ennemi. Ces places semblaient assurées par de bonnes garnisons ; le duc d'Orléans licencia ses troupes. Mais alors parut le prince de Nassau, qui reprit toutes les villes, à l'exception d'Ivoi, où le duc de Guise s'était enfermé.

Dans le Piémont, Guillaume du Bellay, seigneur de Langey, s'empara de quelques forteresses.

Ainsi, cette campagne de 1542, pour laquelle François Ier avait fait de si grands efforts, n'eut que de minces résultats. Charles-Quint eut le temps de se mettre en défense ; il contracta une alliance étroite avec Henri VIII. Ce prince avait demandé pour son fils Édouard la main de la jeune reine d'Écosse, Marie Stuart, fille de Jacques V ; dépité de n'avoir pas réussi, par suite de l'influence du roi de France sur la régente Marie de Lorraine, il s'unit à l'empereur pour sommer François Ier de renoncer à son alliance avec les Turcs, de rappeler les envoyés français de Constantinople, et d'exécuter tous les traités qu'il avait conclus précédemment soit avec l'Espagne, soit avec l'Angleterre. En cas de refus, la guerre devait lui être déclarée dans le terme de huit jours (11 février 1543.)

La lutte se continua donc au nord de la France et à la frontière d'Italie.

Une armée de quarante mille Impériaux, commandée par Ferdinand de Gonzague, duc de Guastalla et gouverneur du Milanais, fondit à l'improviste sur les états du duc de Clèves, allié de la France, et lui arracha la cession du duché de Gueldre et du comté de Zutphen. François Ier et le duc d'Orléans arrivèrent trop tard pour empêcher la con-

clusion de cet arrangement : du moins, ils prirent Luxembourg, Maubeuge et Landrecies.

Le duc de Guastalla reçut des renforts : le duc d'Arscott lui amena les troupes belges, Pierre de Tolède arriva avec trois mille Espagnols, et dix mille Anglais rejoignirent leurs alliés. Toutes ces forces furent dirigées contre Landrecies ; mais l'approche de François Ier fit lever le siége, et Charles-Quint, se rejetant sur Cambrai, ville libre, s'en empara sous prétexte d'intelligence avec les agents de la France. L'hiver suspendit les hostilités.

En Italie, la guerre fut plus décisive. Barberousse, parti des Dardanelles avec cent dix voiles, parut tout-à-coup devant Messine, dont il surprit le château, ravagea à plaisir toutes les côtes du royaume de Naples, des États de l'Église, de la Toscane, et vint rejoindre la flotte française, forte de quarante navires, auprès de Toulon. L'Europe apprit avec étonnement qu'on l'avait laissé bâtir une mosquée dans cette ville, qu'ensuite il avait débarqué à Marseille, et que le jeune comte d'Enghien, de la maison de Bourbon, s'était joint à lui pour se porter contre Nice. Beaucoup de gentilshommes français accoururent, afin de voir les Turcs. Blaise de Montluc, qui était de ce nombre, observa que « les Turcs méprisoient fort nos gens ; si crois-je, dit-il, qu'ils ne nous battroient à force pareille. Ils sont plus robustes, obéissants et patients que nous ; mais je ne crois pas qu'ils soient plus

vaillants. Ils ont un avantage, c'est qu'ils ne songent à rien qu'à la guerre. »

L'attaque de Nice commença le 7 août 1543. Au bout de quinze jours, la place, battue par une formidable artillerie, se rendit; mais tous les efforts des assaillants échouèrent devant le château. Les Français et les Turcs s'éloignèrent, quand ils apprirent que Doria venait avec sa flotte et le marquis de Guasto avec son armée. La discorde s'était, d'ailleurs, glissée parmi eux : Barberousse avait été mécontent de ne trouver que des vins et des vivres sur les navires français, et de s'être vu obligé de leur fournir des munitions de guerre ; le comte d'Enghien, de son côté, craignait que les Turcs ne missent garnison dans Nice. L'amiral de Soliman retourna à Constantinople, après avoir vendu publiquement, à Marseille, les esclaves chrétiens faits en Italie, et emmenant en outre avec lui quatorze mille captifs. Le duc de Savoie triompha de cette retraite ; il fit frapper des médailles où l'on voyait la croix de Savoie entourée des attributs de la victoire, avec cette inscription : *Nice assiégée par les Turcs et les Français.*

La guerre se trouva alors transportée dans le Piémont. Huit mille Suisses descendirent de leurs montagnes au secours de la France ; on enrôla aussi des Grisons, dans l'espoir qu'ils combattraient avec la même intrépidité. « Mais, dit du Bellay, autrement en advint, car il est mal aisé

de déguiser un âne en coursier.» Boutières, qui commandait l'armée, fut bientôt remplacé par le comte d'Enghien. Pallezol, Crescentino et d'autres petites places ouvrirent alors leurs portes aux Français. Carignan, à trois lieues de Turin, fut ensuite investi. Le marquis de Guasto accourut, et la bataille se serait immédiatement engagée, si François I[er], toujours poursuivi par le souvenir de Pavie, n'eût d'avance interdit toute action générale. Blaise de Montluc, envoyé à la cour pour demander la permission de combattre, réussit à grand'peine dans cette mission.

Le 11 avril 1544, la bataille de Cérisoles fut livrée. Guasto ne doutait point du succès. Il avait dit aux bourgeois d'Asti : « Si je ne reviens pas vainqueur, fermez-moi les portes de votre ville, je vous défends de me recevoir. » Et aux femmes de Milan, en leur montrant des chaînes dont il avait fait provision : « Voyez-vous ces chaînes ? elles vous ramèneront, pieds et poings liés, ce petit comte d'Enghien et tous ces jeunes et jolis volontaires français. » À la première charge de la gendarmerie française, les Allemands lâchèrent pied ; le prince de Salerne, qui commandait un des principaux corps, demeura, durant toute l'affaire, dans une étrange immobilité, et contribua puissamment à la déroute. Paul Jove attribue encore la perte de la bataille à la colère de Dieu, qui voulait punir les lansquenets d'avoir, la veille même qui était le jour de Pâques, joué aux dés jusque

sur l'autel. Les Français tuèrent douze mille hommes, en prirent trois mille, et trouvèrent, dans le camp ennemi, quinze pièces d'artillerie, un équipage de pont, une immense quantité de munitions, plus de 300,000 livres, tant en vaisselle qu'en argent monnayé. Ils n'avaient perdu que deux cents soldats.

La conquête du Milanais et le rétablissement de l'influence française en Italie auraient été les conséquences de la victoire de Cérisoles, si François Ier, menacé d'une invasion dans le nord par Henri VIII et Charles-Quint, n'avait rappelé treize mille hommes, plus de la moitié de l'armée du Piémont. Le comte d'Enghien dut se borner à l'occupation de Carignan, de Casal, de Turin, d'Albe et du Montferrat. Guasto proposa une trève pour l'Italie; elle fut acceptée, et les deux partis s'accordèrent à porter toutes leurs forces du côté des Pays-Bas.

L'empereur et le roi d'Angleterre avaient renouvelé ce fameux projet d'invasion qui avait échoué tant de fois. Ils commirent encore la faute de se diviser dès le début de la campagne. En effet, les Anglais descendirent à Calais, envahirent la Picardie, et, au lieu de marcher en avant sur Paris, s'arrêtèrent au siége de Boulogne et de Montreuil. Les Impériaux entrèrent par la Lorraine et la Champagne. Guillaume de Furstenberg, qui commandait leur avant-garde, se rendit maître de Commercy. Bientôt Charles-Quint en personne

s'empara du château de Lagny en Barrois, et investit Saint-Dizier.

Quand il somma cette ville de se rendre, on lui répondit qu'elle ne contenait pas de traître, et qu'il fallait l'emporter l'épée à la main. Le comte de Sancerre et le brave Lalande se signalèrent, à la tête de la garnison, par la plus brillante valeur. Vainement le dauphin vint camper à Jallon sur la Marne et le comte d'Aumale à Stenay sur la Meuse, afin de harceler les Impériaux ; ceux-ci ne sortirent pas de leurs lignes. Un jour, les habitants de Saint-Dizier reçurent une lettre en chiffres : c'était un ordre, signé du duc de Guise, gouverneur de la Champagne, de rendre la place au plus tôt, parce qu'il était impossible de la secourir. Le duc de Guise n'avait pas donné cet ordre ; mais son chiffre lui avait été dérobé et avait été envoyé au chancelier de Granvelle, par un agent de la duchesse d'Étampes, qui était vendue à Charles-Quint. Saint-Dizier manquait d'eau, et les soldats n'avaient plus de poudre : on capitula le 17 août.

L'empereur continua sa marche : sur un avis de la duchesse d'Étampes, il corrompit l'officier qu'on avait chargé de couper le pont d'Épernay, franchit la Marne, et occupa Château-Thierry. A cette nouvelle, le dauphin se replia vers Paris, jeta une forte garnison dans Meaux, et envoya de Lorges avec sept ou huit mille hommes d'infanterie et quatre cents hommes d'armes pour occuper Lagny. Charles-

Quint n'était pas sans inquiétude sur le résultat de la guerre: il se faisait vieux, il avait la goutte, et il manquait d'argent; Henri VIII s'obstinait à agir seul ; l'armée du dauphin coupait à tout moment les communications des Impériaux avec la Marne, et les menaçait de désastres semblables à ceux de la Provence; les populations pouvaient se lever derrière eux et leur couper la retraite. Un dominicain espagnol, Gabriel Guzman, habitant à Châlons, avait conservé des rapports avec le confesseur de l'empereur. François Ier se servit de lui comme d'un intermédiaire qui sauvait les apparences, et ses propositions de paix furent acceptées avec empressement.

Le traité fut signé à Crespy en Valois (18 septembre), entre l'amiral d'Annebaut et deux conseillers du roi, d'une part; le duc de Guastalla et le chancelier de Granvelle, de l'autre. Les deux souverains convinrent qu'il y aurait paix perpétuelle entre eux et entre leurs sujets, et que chacun restituerait à l'autre ce qu'il lui avait enlevé depuis la trêve de Nice. François Ier renonçait de nouveau à toute prétention sur le Milanais, Naples, les comtés de Flandre et d'Artois ; Charles-Quint, de son côté, abandonnait la Bourgogne et ses dépendances, et promettait de donner en mariage au duc d'Orléans sa fille Marie, avec les Pays-Bas, la Franche-Comté et le Charolais pour dot, ou une de ses nièces, avec le Milanais. Mais le duc d'Or-

léans mourut bientôt après, et cette clause ne fut pas exécutée. Le duc de Savoie, allié de l'Empire, n'avait pas été oublié, comme dans la trêve de Nice : la France devait lui restituer la Savoie et le Piémont, aussitôt que l'empereur aurait satisfait à toutes les conditions du traité. Mais la mort du duc d'Orléans servit de prétexte à François Ier pour retenir la Savoie et le Piémont, comme Charles retenait les Pays-Bas et le Milanais.

Henri VIII n'avait pas voulu être compris dans le traité ; tout fier d'avoir conquis Boulogne, que le gouverneur Vervins lui avait livré, il continua la guerre. L'armée du dauphin, dont on pouvait disposer librement, fut envoyée contre lui. A son approche, les Anglais levèrent le siége de Montreuil, et, après avoir laissé une forte garnison à Boulogne, se retirèrent vers Calais.

L'année suivante (1545), François Ier conçut le projet d'une descente en Angleterre. L'amiral d'Annebaut rassembla dans les ports de Normandie cent cinquante vaisseaux de guerre, avec quatre-vingt-cinq navires d'une moindre grandeur. Vingt-cinq galères de Marseille, amenées par le baron de la Garde, vinrent se joindre à la flotte de l'Océan. Annebaut partit du Havre, dévasta l'île de Wight, et fit trois descentes aux environs de Portsmouth, sans pouvoir amener à une bataille la flotte anglaise qui mouillait dans le port de cette ville.

Sur terre, le maréchal Oudard de Biez ne réussit pas mieux devant Boulogne : un fort était nécessaire pour fermer aux Anglais l'entrée du port ; les constructions furent commencées, mais on ne put y mettre la dernière main.

Néanmoins, Henri VIII se décida à négocier avec François Ier, et conclut le traité d'Ardres (7 juin 1546). Le roi d'Angleterre devait recevoir 2,000,000 d'écus d'or dans l'espace de huit ans ; toutes les anciennes dettes de la France envers lui étaient annulées : au paiement de la dernière annuité, Boulogne serait remis aux Français.

Henri VIII et François Ier n'eurent pas le temps d'exécuter ce traité. L'un mourut le 28 janvier 1547 ; l'autre, le 31 mars de la même année.

La lutte de la France et de l'Autriche n'était pas encore terminée, après les querelles toujours renaissantes de Charles-Quint et de François Ier. Ni l'un ni l'autre de ces deux princes n'avait tiré le moindre avantage de tant de désastres dont les peuples avaient eu à souffrir. Charles avait eu la gloire de voir son ennemi prisonnier et suppliant, mais sans pouvoir arracher un lambeau de cette France, dont l'opposition déjoua ses vastes projets. En renonçant enfin à ses prétentions sur l'Italie, la France gagna en force nationale. On doit louer son roi d'avoir compris, dans ses dernières années, qu'il était le champion

de l'égalité entre les peuples; sa gloire n'est pas seulement d'avoir maintenu l'intégrité du territoire français, mais aussi d'avoir sauvé les libertés européennes.

CHAPITRE IX.

Guerres de Henri II contre Charles-Quint et Philippe II.

Politique de Henri II. — 1548-1550. Guerre contre Édouard VI, roi d'Angleterre. — 1551. Alliance de la France avec les luthériens allemands. — État des affaires en Italie. — Hostilités dans le Piémont, dans le duché de Parme et en Toscane. — 1552. Conquête des Trois-Évêchés. — Siége de Metz par Charles-Quint. — 1554. Alliance de l'Angleterre et de l'Autriche. — Combat de Renti. — 1555. Abdication de Charles-Quint. — 1556. Trève de Vaucelles. — 1557. Le pape Paul IV fait rompre la paix. — Expédition du duc de Guise en Italie. — Invasion des Espagnols en France. — Bataille de Saint-Quentin. — 1558. Prise de Calais par le duc de Guise. — 1559. Traité de Cateau-Cambrésis.

Le successeur de François Ier, Henri II, suivit dans la politique extérieure les mêmes principes que son père. Défenseur de l'indépendance européenne, il se servit de l'Écosse contre l'Angleterre, et de la ligue protestante d'Allemagne contre Charles-Quint. Dès son avénement, on

put prévoir que la paix ne serait pas durable : en effet, il fit sommer l'empereur de venir assister à la cérémonie du sacre, en sa qualité de comte de Flandre, et Charles répondit que, s'il venait, ce serait à la tête de cinquante mille hommes. Henri II, d'ailleurs, n'avait jamais accepté le traité de Crespy; quand on le conclut, il signa à Fontainebleau une protestation secrète, en présence du duc de Vendôme et des comtes d'Enghien et d'Aumale, déclarant que l'abandon des droits de la couronne sur la Flandre, l'Artois, le Milanais et Naples, étaient contraires à son intérêt et à celui du royaume, et qu'il les reprendrait, aussitôt qu'il serait hors de la puissance paternelle. Il n'était pas disposé davantage à observer le traité d'Ardres, parce que, disait-il, la guerre de Henri VIII contre son père avait été injuste.

La rupture n'eut lieu d'abord qu'avec l'Angleterre. Le nouveau roi, Édouard VI, n'ayant pas renoncé à la main de Marie Stuart, Henri II gagna, par le don du duché de Châtellerault, le régent d'Écosse, James Hamilton, comte d'Arran, et lui envoya, pour le protéger contre les Anglais, un corps de six mille hommes, sous le commandement d'André de Montalembert, baron d'Essé, auquel s'étaient joints François d'Anglure, seigneur d'Étauges, et François d'Andelot, colonel-général de l'infanterie française. Nicolas Durand de Villegagnon, commandeur de

Malte, amena Marie Stuart en France; elle fut fiancée au dauphin François (1548), mais le mariage ne fut célébré que dix ans après. En même temps, Gaspard de Coligny, frère de François d'Andelot, était envoyé contre Boulogne : les quatre forts de Sellacques, d'Ambleteuse, de Blaquenai et de Mont-Lambert, élevés par les Anglais aux environs de la ville, furent emportés d'assaut. Mais les troupes, peu accoutumées aux travaux de siége, se fatiguèrent bien vite devant les murs de Boulogne; et, dans un ouragan terrible, le camp fut noyé sous les eaux, et les bagages perdus. Ce fut la nouvelle d'une victoire navale, gagnée près de l'île de Jersey par Léon Strozzi, réfugié florentin, qui détermina Édouard VI à envoyer un négociant italien, Antonio Guidotti, pour faire des propositions à la France. La paix fut conclue sur de nouvelles bases (24 mai 1550) : l'Angleterre rendit Boulogne et son territoire contre 400,000 écus d'or.

Depuis ce moment, les motifs de guerre avec l'empire se multiplièrent. Déjà la France avait resserré son union avec la maison d'Albret, par le mariage de Jeanne d'Albret, héritière de la Navarre, avec Antoine de Bourbon; c'était comme une menace dirigée contre l'Espagne. Henri II envoya Gabriel d'Aramont pour exciter les Turcs à envahir la Hongrie, et suscita des ennemis à Charles-Quint en Allemagne et en Italie.

Parmi les princes de l'Empire qui redoutaient le plus les progrès de la puissance impériale, se trouvaient Maurice de Saxe, chef de la ligue protestante, Georges-Frédéric, marquis de Brandebourg, Jean-Albert, duc de Mecklembourg, et Guillaume, landgrave de Hesse. Jean de Fresse, évêque de Bayonne, fut député vers eux, et les amena à signer le traité de Friedwald (5 octobre 1551), dans le but « de résister aux pratiques de l'empereur, employées pour faire tomber la Germanie en une bestiale, insupportable et perpétuelle servitude, comme il a été fait en Espagne et ailleurs. » Les luthériens s'engageaient à attaquer Charles-Quint, et à ne faire avec lui ni paix ni trève, sans l'aveu de la France; Henri II promettait à ses alliés 240,000 écus pour subvenir aux premiers frais de la guerre, puis un subside régulier de 60,000 écus par mois; il devait se jeter sur la Lorraine, occuper Cambrai, Metz, Toul et Verdun, et les garder comme *vicaire de l'empire*. Si l'on venait à élire un nouvel empereur, le choix ne pourrait tomber que sur un candidat agréé par la France. Le traité de Friedwald, confirmé par le roi à Chambord, a jeté les bases de cette politique éminemment française, suivie plus tard par Henri IV, Richelieu et Louis XIV, politique qui protégeait au-delà du Rhin les petits états contre le despotisme des plus forts, et qui assurait à la fois la grandeur de la France et l'équilibre européen.

En Italie, l'influence française tendit également à se relever. Dès l'année 1547, la conspiration de Fiesque contre les Doria avait failli ruiner la domination de l'empereur à Gênes. Le pape Paul III répétait souvent : « J'ai vu par l'histoire, par ma propre expérience et par celle d'autrui, que jamais le Saint-Siége ne fut puissant et prospère que lorsqu'il eut les Français pour alliés. » Avec le consentement du sacré collége, il attribua Parme et Plaisance, avec le titre de duc, à Pierre-Louis Farnèse ; ce prince ayant été assassiné, Henri II prit sous sa protection son jeune fils Octave, que la mort récente du souverain pontife aurait laissé sans défense contre l'empereur. A Sienne, le parti populaire appela les Français. L'archevêque de Reims, Charles de Lorraine, qui alla vers cette époque à Rome, recevoir le chapeau de cardinal, écrivit au roi : « Le peuple parle au moins autant français qu'italien, ou, pour le moins, sait bien dire : Vive France ! »

Enfin, les hostilités commencèrent sur mer, avant que la guerre ne fût déclarée. Le baron de la Garde, commandant une flotte qui croisait sur les côtes de Normandie, enleva quinze vaisseaux flamands, dont la cargaison lui valut plus de 400,000 livres. Sur la Méditerranée, un lieutenant de la Garde captura quatre navires impériaux dans le port de Villefranche. le signal de la rupture fut un manifeste, dans lequel Henri II prenait le titre de *défenseur*

des libertés germaniques, et où l'on voyait le bonnet de la liberté entre deux poignards. Suivons tour à tour les détails de la lutte en Italie et au nord de la France.

Le maréchal Charles de Cossé-Brissac, gouverneur du Piémont, qu'un contemporain appelle *le tant valeureux gentilhomme*, attaqua les places du pays qui restaient encore au duc de Savoie; il enleva Quiers, Albe, Verrue et Verceil. Une ruse lui livra Casal : il avait surpris le gouverneur et les soldats au milieu d'un tournoi ; ceux-ci, ayant eu à peine le temps de se jeter sans armes dans la citadelle, promirent de se rendre s'ils n'étaient secourus dans vingt-quatre heures. Sur ces entrefaites, Brissac eut avis de l'approche des Impériaux ; il fit alors avancer les horloges de quelques heures, et entra à temps dans la place. Il prit ensuite Vulpiano et Vignal. Bien que la cour de France n'eût fait passer aucun renfort à la division du Piémont, elle se soutint jusqu'à la fin de la guerre, à force d'habileté et de courage, contre le duc d'Albe, dont les forces étaient bien supérieures. C'est Brissac qui a créé le premier corps de dragons, arquebusiers à cheval, destinés à se transporter rapidement d'un point à un autre, et capables de combattre également à pied. Octave Farnèse était menacé dans Parme par Ferdinand de Gonzague, général des Espagnols. Paul de la Barthe, seigneur de Thermes, entra dans la ville avec un corps de troupes

françaises ; mais ce secours n'était pas suffisant. Parme ne fut sauvée que lorsque Pierre Strozzy, réfugié de Florence, eut traversé le camp des assiégeants avec cinq compagnies piémontaises. Une suspension d'armes fut signée, et Farnèse demeura en possession de sa principauté.

La France avait encore pour adversaire en Italie le nouveau pape Jules III et les Médicis. Henri II arrêta dans son royaume tous les revenus pontificaux, et déclara que les évêques français ne se rendraient point au concile de Trente, et que ni lui ni ses sujets ne se soumettraient aux décisions de cette assemblée. Cette démarche audacieuse effraya le pape, qui se hâta de conclure une trêve de deux ans avec le cardinal de Tournon, ambassadeur de France. Quant à la Toscane, de Thermes l'envahit, et mit une forte garnison dans Sienne, qui était destinée à tenir Florence en échec. Puis il alla rejoindre Dragut, amiral de Soliman, dont la flotte venait de paraître sur les côtes : tous deux débarquèrent en Corse, où ils prirent Bastia, San-Fiorenzo, Ajaccio, Corte et Bonifacio (1553). Le baron de la Garde saccagea l'île d'Elbe.

Tout allait au gré des Français, lorsque la fortune tourna brusquement contre eux. Les Florentins, sous les ordres du marquis de Marignan, mirent le siége devant Sienne ; repoussés par Strozzi, qu'on avait envoyé avec d'autres troupes, ils se rejetèrent sur Marciano. Strozzi, en vou-

lant encore les chasser de cette position, se fit battre à Lucignano (3 août 1554); grièvement blessé, il dut renoncer à tenir la campagne. Le siége de Sienne fut repris, et, pendant une lutte de dix mois, la population, frappée par toutes sortes de calamités, tomba de trente mille à dix mille âmes. Montluc, qui dirigeait la défense, fut obligé lui-même de dompter ses passions ordinaires, au milieu de si rudes épreuves : il a raconté plaisamment les efforts de sa volonté sur sa mauvaise nature. « Je m'en allai un samedi au marché, dit-il, et, en présence de tout le monde, j'achetai un sac, et une petite corde pour lier la bouche d'icelui, ensemble un fagot, ayant pris et chargé le tout sur le cou, à la vue d'un chacun. Et comme je fus à ma chambre, je demandai du feu pour allumer le fagot, et après je pris le sac; et là je mis dedans toute mon ambition, toute mon avarice, mes haines particulières, ma paillardise, ma gourmandise, ma paresse, ma partialité, mon envie, et toutes mes humeurs de Gascogne; bref, tout ce que je pus penser qui me pourroit nuire. Puis après je liai fort la bouche du sac avec la corde, afin que rien n'en sortît, et mis tout cela dans le feu. Et alors je me trouvai net de toutes choses qui me pouvoient empêcher en tout ce qu'il falloit que je fisse pour le service de Sa Majesté. » Sienne capitula, le 2 avril 1555, et les Français évacuèrent la Toscane.

La lutte dans le nord de la France présente un intérêt beaucoup plus vif. En 1551, Maurice de Saxe, conformément au traité de Friedwald, avait attaqué Charles-Quint à l'improviste ; ce prince, malade de la goutte, avait failli se laisser prendre dans Inspruck, et s'était fait transporter avec peine, au milieu des précipices des Alpes, jusqu'en Carinthie. Henri II profita des embarras de l'empereur pour se jeter sur la Lorraine avec trente mille fantassins et huit mille chevaux. Les trois évêchés de Toul, Metz et Verdun, formaient une sorte de république fédérative, sous la protection impériale. Toul et Verdun se livrèrent d'elles-mêmes. Le 10 avril 1552, Montmorency se présenta devant Metz. Le cardinal de Lenoncourt, évêque de la ville, fut employé pour gagner les habitants du quartier du Hen. « Le sieur de Tavannes y est envoyé ; il les harangue, les intimide, les remplit de promesses, tire parole d'eux de recevoir le connétable avec ses gardes et une enseigne de gens de pied. Puisque le roi alloit pour la liberté de l'Allemagne, il ne pouvoit moins qu'avoir son logis en leur ville. Il conduit les bourgeois au connétable ; soudainement tous les meilleurs hommes de l'armée, au nombre de cinq mille, sont mis sous une enseigne et entrent en la ville de Metz. Le sieur de Bourdillon s'avance en la place, le sieur de Tavannes demeure à la porte, que les bourgeois vouloient à tout coup fermer, voyant cette enseigne si accompagnée ;

toujours il les en garde par belles paroles. Un capitaine suisse, à la solde de ceux de Metz, tenant les clefs, ayant vu entrer plus de sept cents hommes, les jeta à la tête du sieur de Tavannes, avec le mot du pays : *Tout est choué*, et quitta la porte, que le sieur de Tavannes tint jusqu'à ce que le connétable arrivât *. »

Après l'occupation de Metz, l'armée traversa Lunéville et Sarrebourg, et entra en Alsace par Saverne. Montmorency s'était vanté « qu'il entreroit dedans Strasbourg et les autres villes du Rhin comme dedans du beurre, et qu'ils n'étoient pas plus spirituels que ceux de Metz. » Mais les habitants de Strasbourg s'étaient mis en défense ; les électeurs de Trèves et de Cologne, le duc de Clèves, invitèrent Henri II à ne pas commettre d'hostilités contre l'Empire, dont il s'était proclamé le libérateur ; les Suisses, qui lui fournissaient sa meilleure infanterie, lui remontrèrent aussi que les villes de l'Alsace étaient alliées avec eux. Le roi, commençant d'ailleurs à manquer de vivres et d'argent, se contenta d'*avoir fait boire ses chevaux dans le Rhin*, et reprit sa route vers la Champagne.

Pendant ce temps, Charles-Quint signait avec Maurice de Saxe la trêve de Passau : les luthériens allemands, satisfaits d'avoir obtenu le libre exercice de leur culte, aban-

* Mémoires de Tavannes.

donnèrent la France, et l'empereur put diriger toutes ses forces contre Henri II.

Quelques bandes d'Impériaux vinrent ravager la Champagne et la Picardie; le comte de Reuth brûla Noyon et s'avança jusqu'à Compiègne, le comte de Mansfeld mit Stenay à feu et à sang. Montmorency délivra bientôt les provinces menacées, reprit Stenay, enleva d'assaut Montmédy, Ivoi, Bouillon, et dévasta tout le Hainaut. Mais il recula jusqu'aux frontières de France, en apprenant que Charles-Quint arrivait avec soixante mille hommes, cent pièces de canon, et sept mille travailleurs. Cette armée formidable était dirigée contre Metz; l'empereur, retenu par la goutte à Thionville, laissa la conduite des opérations au duc d'Albe.

Metz était à peine fortifiée : les deux rivières qui l'entouraient lui servaient de remparts ; dans l'espace qui les séparait, la ville était couverte, entre l'occident et le midi, par un grand bastion. Le duc de Guise, François de Lorraine, qui s'y jeta avec onze mille hommes, s'occupa de compléter ces fortifications et d'en élever de nouvelles. Pierre Strozzi et l'ingénieur Camillo Marini en dirigeaient le tracé. Le duc donnait l'exemple du travail et de l'activité; souvent il portait lui-même la hotte, et le marquis d'Elbeuf, Biron, La Rochefoucauld, Randan, Nemours, Gonnor, Martigues, le comte de Soissons et le vidame de

Chartres l'imitaient. Il fit démolir cinq faubourgs, les maisons de plaisance et les églises qui pouvaient nuire à la défense. Tous les citoyens furent contraints de travailler en personne ; et lorsque l'œuvre fut terminée, Guise chassa de la ville les vieillards, les femmes, les enfants, et tous ceux des chefs de famille sur le dévouement desquels il ne croyait pas pouvoir compter. Le fameux médecin, Ambroise Paré, fut mandé pour soigner les blessés.

Les Impériaux arrivèrent devant Metz, le 19 octobre. Leur artillerie ouvrit bientôt de larges brèches dans la muraille. Mais derrière ces brèches s'élevaient de nouveaux remparts. Les assiégés, non contents de repousser tous les assauts, fatiguaient l'ennemi par de fréquentes sorties, que dirigeaient le comte d'Enghien, le prince de Condé et les deux fils de Montmorency. Vainement Charles-Quint se fit porter au camp en litière, pour animer les soldats par sa présence. Le découragement régnait dans son armée. Henri II, placé à quelque distance, interceptait tous les convois. La rigueur de la saison était intolérable ; le camp impérial était tantôt inondé de pluie, tantôt couvert de neige. Les Italiens et les Espagnols, accoutumés à un ciel plus doux, étaient moissonnés par la faim et les maladies, ou périssaient au milieu d'une fange glacée. Charles-Quint repartit découragé, répétant avec amertume : *La fortune n'aime pas les vieillards.* Toute l'armée leva le siége, le

1er janvier 1553, après avoir tiré onze mille coups de canon et perdu trente mille hommes.

La retraite fut désastreuse. « Sitôt qu'il fut su par le camp que l'empereur étoit parti, les chemins et villages à l'entour furent couverts et pleins de ses soldats, qui se retiroient en si grande indigence et misère, que les bêtes mêmes, voire les plus cruelles, eussent eu pitié de ces misérables, tombant, chancelant par extrême nécessité, et le plus souvent mourant près des haies et au pied des buissons, pour être proie aux chiens et oiseaux... Ils étoient délogés en un désordre étrange, sans bruit de trompettes ou tambourins, laissant les tentes dressées, et grande quantité de toutes sortes de harnois et armes, de caques pleines de poudre à canon, un nombre infini de meubles et ustensiles; ayant caché sous la terre une partie de leur artillerie; demeurant pour otages une multitude incroyable de pauvres malades, envers lesquels M. de Guise, les princes qui étoient dedans Metz, et généralement les autres, jusques aux simples soldats françois, usèrent de charité très-humaine, leur administrant toute nécessité et tels soulagements que pauvres malades étrangers ont besoin *. » Un témoin oculaire atteste que le duc de Guise donna l'exemple de l'humanité comme il avait donné celui du courage.

---

* Mémoires de François de Rabutin.

« Nous séjournâmes en la ville, dit-il, en très-grande liesse, qui eût été comble et parfaite, sans les grandes pitiés que nous vîmes au camp du duc d'Albe, qui étoient si hideuses qu'il n'y avoit cœur qui ne crevât de douleur. Car nous trouvions des soldats par grands troupeaux, de diverses nations, malades à la mort, qui étoient renversés sur la boue; d'autres assis sur grosses pierres, ayant les jambes dans les fanges, gelées jusques aux genoux, qu'ils ne pouvoient ravoir, criant miséricorde, et nous priant de les achever de tuer. En quoi M. de Guise exerça grandement la charité; car il en fit porter plus de soixante à l'hôpital pour les faire traiter et guérir; et, à son exemple, les princes et seigneurs firent de semblable, si bien qu'il en fut tiré plus de trois cents de cette horrible misère; mais à la plupart il falloit couper les jambes, car elles étoient mortes et gelées *. »

Cette noble conduite contrastait avec la cruauté de la gouvernante des Pays-Bas, qui envahissait alors la Picardie et y brûlait Nesle, Noyon, Chauny, Roye, et trois cents villages. Charles-Quint se vengea aussi de son échec : au mois de juin, Philibert-Emmanuel, duc de Savoie, s'empara de Térouane et d'Hesdin, et détruisit ces deux places de fond en comble.

---

* Mémoires de Vieilleville.

Avant de continuer la lutte, Charles-Quint voulut engager plus avant l'Angleterre dans son alliance. Édouard VI venait de mourir, et sa sœur Marie Tudor avait pris la couronne. Un mariage fut proposé entre cette princesse et l'archiduc Philippe, fils de l'empereur. L'ambassadeur français à Londres, Antoine de Noailles, mit tout en œuvre pour le faire manquer : il excita à la résistance les protestants anglais, que la nouvelle reine, zélée catholique, commençait à persécuter ; il détermina certains membres de la Chambre des Communes à présenter une adresse à Marie, pour l'engager à ne pas choisir son époux dans une famille étrangère. Néanmoins, la politique impériale l'emporta ; le traité de mariage fut conclu le 12 janvier 1554. Il fut décidé, il est vrai, que l'union de la reine avec Philippe n'engagerait pas nécessairement l'Angleterre dans la guerre qui durait toujours entre le roi de France et Charles-Quint.

La campagne de 1554, comme les précédentes, n'eut pas de résultat décisif. Montmorency, pénétrant en Belgique, prit Marienberg, Dinant, Beaurain, Bavay et Bouvines, sous les yeux mêmes de l'empereur. Puis on attaqua Renti, position importante sur les confins de l'Artois et du Boulonnais. Charles-Quint vint lui-même pour faire lever le siége de cette ville ; le duc de Guise mit en déroute son avant-garde (13 août), mais Renti fut ravitaillée. A l'affaire

de Renti, Tavannes s'était particulièrement distingué : « M. de Tavannes, lui dit le duc de Guise après l'action, vous avez fait la plus belle charge qui fut jamais. — Monsieur, répondit Tavannes, vous m'avez bien soutenu. » Le roi lui donna le collier de l'ordre de Saint-Michel. L'année suivante, les Français surprirent Cateau-Cambrésis; les Impériaux échouèrent dans leurs tentatives sur Abbeville et sur Metz.

La fortune abandonna encore Charles-Quint sur mer : le baron de la Garde, près de la côte de Gênes, et le capitaine d'Espineville, à la hauteur de Douvres, détruisirent deux de ses escadres.

Un invincible dégoût du monde et des affaires s'était emparé de l'empereur; accablé par la vieillesse et les infirmités, il comprit que son rôle était fini. Il n'avait pu fonder la monarchie universelle; la résistance des Français avait usé son énergie; il abdiqua (25 octobre 1555). La couronne impériale et les états héréditaires de l'Autriche passèrent à son frère Ferdinand : l'Espagne, les Pays-Bas, le Milanais, Naples et le Nouveau-Monde échurent à son fils Philippe II. Une trêve fut conclue à Vaucelles, sous la médiation de l'Angleterre, pour cinq ans (5 février 1556); chaque parti devait conserver tout ce qu'il possédait au moment de cette suspension d'armes. Charles-Quint se retira dans le couvent de Saint-Just en Estramadure.

La rupture de la trêve de Vaucelles fut provoquée par le pape Paul IV, de la maison de Caraffa. Paul IV avait deux neveux, qui, se rappelant que les Médicis avaient dû leur puissance en Toscane, aux pontifes de leur maison, et que Paul III avait fondé celle des Farnèse à Parme et à Plaisance, espéraient saisir à leur tour quelque principauté; le démembrement des domaines de l'empereur en Italie pouvant seul donner satisfaction à cette avidité, ils s'appliquèrent à gagner l'appui de la France. Le pape lui-même s'était persuadé que Charles-Quint, après avoir combattu son élection, voulait attenter à ses jours. Il comparait l'Italie à un instrument dont les quatre cordes étaient Naples, Milan, Venise, et l'État de l'Église : « Malheureuses, disait-il, les âmes d'Alphonse d'Aragon et de Ludovic le More, qui furent les premières à gâter ce noble instrument ! » Navagero, à qui il adressait ces mots, ajoute : « Jamais il ne parlait de l'empereur et de la nation espagnole sans les traiter d'hérétiques, de schismatiques et de maudits de Dieu, de race de Juifs et de Maures, de lie du monde, en déplorant la misère de l'Italie, contrainte de servir une nation si abjecte et si vile. » Le cardinal Della Casa, son secrétaire, qui désirait de voir l'affranchissement de la Toscane, sa patrie, animait sa haine contre la maison d'Autriche.

Mais les desseins de Paul IV étaient inexécutables :

Henri II aurait été proclamé empereur, un de ses fils roi de Naples, un autre duc de Milan ; la Toscane eût chassé les Médicis et recouvré la liberté avec le titre de république ; les Guises, les Caraffa et la maison d'Este auraient reçu des principautés considérables. Deux gentilshommes français, de Selve et Lansac, attachés à l'ambassade de Rome, nous ont laissé une relation où l'on voit jusqu'où la prévention contre la maison d'Autriche entraînait le pontife. « Il disoit que jamais le roi n'avoit eu ni n'auroit telles occasions pour la grandeur et pour l'exaltation de toute sa maison, que celle qui s'offroit; que, quant à lui, il ne cédoit à cardinal françois quelconque, pour aimer plus le roi ; que Sa Majesté pouvoit bien faire son compte de ne voir jamais pape tant sien que lui. »

Les sollicitations du pape et des Guises furent plus puissantes sur l'esprit de Henri II que les conseils de Montmorency. La trêve de Vaucelles fut rompue, et la guerre commença à la fois en Italie et dans les Pays-Bas.

Le duc de Guise passa les Alpes, pendant l'hiver de 1556, avec quinze mille hommes. Au lieu de chasser les Espagnols et les Allemands de la Lombardie, ainsi que le voulait le maréchal de Brissac, il s'avança vers Naples. L'imprudence était d'autant plus grande, que Venise gardait la neutralité, et que le duc de Ferrare, Hercule II, et Octave Farnèse lui-même, se déclaraient en faveur de Philippe II.

Mais le duc d'Albe, nommé vice-roi de Naples, s'était déjà emparé d'Ostie, de Tivoli, de Vellétri, de Civita-Vecchia, et Paul IV appelait à grands cris les Français. Le duc de Guise fut reçu avec enthousiasme à Rome, où il aurait mieux aimé trouver de l'argent et des provisions. Chargeant Strozzi et Montluc de reprendre Ostie et Civita-Vecchia, et de tenir en respect le grand-duc de Toscane, il pénétra dans les Abruzzes. En laissant massacrer tous les habitants de Campli, première bourgade qu'il rencontra, il souleva les populations contre lui, et personne ne s'intéressa à ses efforts, quand il mit le siége devant Civitella (24 avril 1557). Obligé de se retirer au bout de trois mois, il chercha à attirer les Espagnols à une grande bataille ; mais le duc d'Albe s'obstina à rester dans ses retranchements, et laissa la famine et les maladies détruire insensiblement l'armée française. Guise, dans son dépit, s'en prenait aux neveux du pape : dans un repas, il accusa Antoine Caraffa, marquis de Montebello, d'avoir volé ses soldats, et lui jeta une assiette à la tête.

A la nouvelle de la reprise des hostilités en Italie, Philippe II s'était rendu en Angleterre, et avait déterminé Marie Tudor à déclarer la guerre à la France. Douze mille Anglais, conduits par Guillaume Hébert, comte de Pembroke, vinrent se joindre aux troupes espagnoles, que commandaient Philibert-Emmanuel et le comte d'Egmont.

L'armée combinée s'élevait à trente-cinq mille hommes d'infanterie et douze mille chevaux. Henri II, dont les meilleurs soldats étaient avec le duc de Guise, enjoignit à François de Clèves, duc de Nevers, gouverneur de la Champagne, et à Gaspard de Coligny, gouverneur de la Picardie, de se tenir sur la défensive. Cependant Coligny essaya de surprendre Douai pendant la nuit; mais une vieille femme donna l'alarme, et les Français, au lieu d'être rejoints par ceux qui avaient promis de leur livrer la ville, furent attaqués à l'improviste et contraints de faire une retraite précipitée.

Les Espagnols, après avoir menacé Marienbourg, Rocroy et Guise, se présentèrent tout-à-coup devant Saint-Quentin. « Il était impossible de trouver une place en plus mauvais état; le faubourg d'Isle était intenable, le boulevard sans parapet, le fossé commandé par des maisons qui étaient sur l'autre bord. Des plantations d'arbres au dehors semblaient placées à dessein pour couvrir l'approche des ennemis. Un grand pan de muraille n'avait que sept ou huit pieds de haut, et il s'y trouvait encore deux grandes brèches qui n'étaient bouchées que par des claies et quelques balles de laine. Les magistrats de la ville, après avoir fait le recensement des vivres, n'avaient pas trouvé qu'il y en eût pour plus de trois semaines. On découvrit, dans deux trous, d'ancienne poudre à canon qui y avait été oubliée si long-

temps, que les barriques étaient pourries, en sorte qu'on fut obligé de la recueillir et de la transporter avec des draps; pendant cette opération, une flammèche y mit le feu, et ouvrit ainsi une large brèche aux murailles, en tuant une quarantaine d'hommes. Dans toute la ville, on n'avait trouvé que vingt et une arquebuses, tant bonnes que mauvaises *. » Coligny mit tous ses soins à réparer ces désavantages, fit fermer les brèches, couper les arbres qui masquaient l'ennemi, et brûler les maisons qui dominaient les murs. Mais il n'avait pu amener que sept cents soldats.

Montmorency accourut avec dix-huit mille hommes, afin de jeter des renforts dans Saint-Quentin. Le 10 août 1557, d'Andelot se hasarda à traverser sur quelques bateaux un marais qui avoisinait la ville : à moitié chemin, ces bateaux s'enfoncèrent dans la vase, et d'Andelot put à peine atteindre l'autre bord avec cinq cents hommes. Au moment où Montmorency donnait le signal de la retraite, il fut attaqué par toute l'armée espagnole. La confusion fut effroyable. Boldu, ambassadeur vénitien auprès du duc de Savoie, écrivit à sa patrie : « J'ai entendu, au sujet de cette bataille, de la bouche de Son Excellence, ces paroles, presque mot pour mot, savoir . que le résultat de la journée n'était pas dû à

* Sismondi.

beaucoup de valeur de la part de son armée, puisque le résultat aurait été le même si les hommes d'armes eussent été autant de demoiselles ainsi que sa cavalerie, n'ayant eu autre chose à faire qu'à poursuivre les fuyards, à tuer et à faire des prisonniers, tant ces gens de France étaient pris de frayeur. » Quatre mille hommes périrent les armes à la main, et dans ce nombre le comte d'Enghien, le vicomte de Turenne, Claude de la Rochechouart, La Roche du Maine, Saint-Gelais, Rochefort, et six cents autres gentilshommes. Montmorency demeura prisonnier avec le maréchal de Saint-André, les ducs de Montpensier et de Longueville, deux Biron, La Rochefoucauld, le comte de Soissons, Saint-Séran, d'Aubigné, trois cents gentilshommes et plus de quatre mille soldats. Le duc de Nevers ramena les débris de l'armée à La Fère. En mémoire de la victoire de Saint-Quentin, le roi d'Espagne fit construire dans ses états le monastère de l'Escurial : ce monument, qui coûta 50,000,000 de piastres, présente la forme d'un gril, instrument du martyre de saint Laurent, parce que l'affaire eut lieu le jour de sa fête.

Après la bataille, Philippe II, qui était resté à Cambrai, vint rejoindre son armée victorieuse. Philibert-Emmanuel proposait de marcher sur Paris, dont la route était ouverte; mais le roi, moins confiant, préféra continuer le siége de Saint-Quentin. Cette ville résista jusqu'au 27 août.

Coligny, d'Andelot, et une foule d'officiers distingués furent prisonniers de guerre. Les Espagnols occupèrent ensuite Ham, Noyon, le Catelet et Chauny. « Charles-Quint, tout religieux, tout demi-saint qu'il était dans sa retraite, ne se put garder, quand le roi son fils eut gagné la bataille de Saint-Quentin, de demander, aussitôt que le courrier lui apporta des nouvelles, s'il avoit bien poursuivi la victoire, et jusques aux portes de Paris. Et quand il sut que non, il dit qu'en son âge et en cette fortune de victoire, il ne se fût arrêté en si bon chemin, et eût bien mieux couru. De dépit qu'il en eut, il ne voulut voir la dépêche que le courrier lui apporta*. »

Les lenteurs de Philippe II donnèrent à la France le temps de se reconnaître. La reine Catherine de Médicis, en l'absence de son époux qui formait à Compiègne une nouvelle armée, rassura les habitants de Paris, dont une partie songeaient à fuir dans l'intérieur du royaume. Chaque province s'imposa extraordinairement; Paris offrit 100,000 écus, et les villes secondaires contribuèrent aussi en proportion de leurs ressources. Les états généraux, réunis à Paris, prêtèrent 3,000,000 d'or, et le tiers-état fit cette déclaration patriotique, « que s'ils ne suffisoient pas pour contraindre l'ennemi à faire une bonne paix, il exposeroit

* Brantôme.

tout le demeurant de ses biens et personnes pour le service du roi. » La noblesse s'arma de toutes parts, et des sommes considérables furent envoyées en Suisse pour y recruter des soldats. Enfin le duc de Guise fut nommé lieutenant-général du royaume, rappelé d'Italie, et chargé de défendre le nord de la France.

Quand le duc reçut cette nouvelle à Rome, Paul IV ne cacha pas son dépit. « Partez, lui dit-il; aussi bien avez-vous fait peu de choses pour le service de votre roi, moins encore pour l'Église, et rien du tout pour votre honneur. » Force fut bien au pape de traiter avec les Espagnols. Le duc d'Albe, qui, selon la remarque d'un historien, « n'avait pas encore éprouvé la différence qu'il y a à faire la guerre contre les autres princes et à la faire contre les papes, avec qui en définitive il n'y a rien à gagner, et même ses frais à perdre, » insistait pour continuer les hostilités; mais Philippe II accorda une paix généreuse au pontife. Elle fut signée à Cavi (14 septembre), et le duc d'Albe dut aller, au nom de son maître, demander pardon à Paul IV d'avoir envahi le patrimoine de l'Église; c'était le vainqueur qui s'humiliait devant le vaincu.

A son retour en France, le duc de Guise ne se contenta pas de fermer l'intérieur du royaume aux Espagnols et aux Anglais. Après avoir dirigé différentes attaques simulées sur différentes villes de la frontière de Flandre, il se présenta

inopinément devant Calais, le 1er janvier 1558. D'Andelot, qui s'était échappé des mains des Espagnols, combattait sous ses ordres. Le gouverneur, lord Wentworth, n'avait que neuf cents hommes; Senarpont, qui commandait à Boulogne, avait donné des détails précieux sur le peu de solidité des fortifications, et Strozzi, pénétrant sous un déguisement dans Calais, apprit que, pendant l'hiver, les Anglais rappelaient la plus grande partie de la garnison, jugeant la place suffisamment défendue par les marais qui l'entourent. Une flotte, formée par les armateurs de Saintonge, de Bretagne, de Normandie et de Picardie, bloqua le port de Calais, et la mit hors d'état d'être secourue par mer. En quelques jours, le pont de Nieullay, les forts Sainte-Agathe et Risbank furent emportés d'assaut; la citadelle qui commandait le port n'opposa qu'une faible résistance, et, le 8 janvier, les assiégés rendirent la place.

La perte de Calais, que les Anglais possédaient depuis plus de deux siècles, leur causa une profonde douleur; ils comprenaient qu'à l'avenir ils devaient renoncer à leurs prétentions sur la France. Marie Tudor répéta souvent que si, après sa mort, on lui ouvrait le cœur, on y trouverait le mot *Calais* profondément gravé. Au contraire, la confiance des Français se ranima. Le duc de Guise chassa lord Grey de Guines, s'empara de Ham et de Thionville; ce fut au siége de cette dernière place que Strozzi fut tué, et que le

gouverneur de Metz, François de Vieilleville, acquit une haute réputation militaire. D'un autre côté, le maréchal de Thermes, nommé gouverneur de Calais, enleva Dunkerque, Mardick, Nieuport, Bergues; mais il se laissa battre et prendre à Gravelines (13 juillet).

Les peuples désiraient la paix. Montmorency et Saint-André, prisonniers depuis la bataille de Saint-Quentin, s'ennuyaient de leur captivité; ils ouvrirent avec le duc de Savoie des conférences à Cercamp. Mais Philippe II, comptant toujours sur l'alliance anglaise, éleva des prétentions exorbitantes; il redemanda au roi de France toutes ses conquêtes et même celles de son père. Marie Tudor prétendit qu'on lui restituât Calais. Le duc de Guise et le maréchal de Brissac n'entendaient pas non plus que la France perdît ses avantages en Italie. Avec de telles dispositions, un accord était impossible.

La mort imprévue de Marie Tudor et l'avénement d'Élisabeth, qui écouta les ouvertures de l'ambassadeur français, Michel de Castelnau, rendirent Philippe II plus traitable. Les négociations furent reprises à Cateau-Cambrésis. Après plus de six mois de discussions, deux traités furent signés, le 3 avril 1559.

Le premier, entre l'Angleterre et la France, laissa Calais et ses dépendances entre les mains de Henri II, pendant huit années; à l'expiration de ce délai, il devait rendre la

place ou payer 500,000 couronnes. Toutefois, il serait délié de cet engagement, si la paix était violée par l'Angleterre. On trouva dans la suite un prétexte pour garder Calais sans rien payer.

Le second traité, entre la France et l'Espagne, n'avait rien de glorieux pour Henri II. En effet, si la France recouvra Saint-Quentin, Ham et le Catelet, elle rendit Thionville, Marienbourg, Ivoi, Montmédy et le Charolais à l'Espagne, Bouvines et Bouillon à l'évêque de Liége. Les trois évêchés de Toul, Metz et Verdun, lui restèrent par une concession tacite. Du côté de l'Italie, les pertes de Henri II furent considérables. Le duc de Savoie recouvrait la Bresse, le Bugey, la Savoie et tout le Piémont, excepté Turin, Pignerol, Quiers, Chivasso, Villanova et le marquisat de Saluces. La Corse était rendue aux Génois, le Montferrat au duc de Mantoue, Sienne au grand-duc de Toscane.

Deux mariages furent arrêtés entre les parties contractantes : Philippe II épousait Élisabeth, fille aînée de Henri II, avec une dot de 400,000 écus; la sœur du roi de France, Marguerite, dotée de 300,000 écus, était accordée au duc de Savoie.

Le traité de Cateau-Cambrésis termine les guerres d'Italie. On y reconnaît l'influence de Montmorency et de Saint-André, qui avait fini par prévaloir sur celle des Guises

auprès de Henri II ; ils ont fait payer plus cher leur rançon à la France que celle de François Ier. Les négociateurs français semblent n'avoir pas senti toute l'étendue de leurs concessions. Mais lorsqu'on vit revenir les garnisons d'Italie, on fit le compte effrayant de cent quatre-vingt-neuf villes fortifiées que la France s'était obligée de rendre par cette paix. Il y eut une explosion générale de fureur, surtout parmi les brillants capitaines auxquels on enlevait une excellente école de guerre et le théâtre de leurs exploits. « La paix se fit, dit Montluc, au grand malheur du roi principalement et de tout son royaume ; car elle fut cause de la reddition de tous les pays et conquêtes qu'avoient fait les rois François et Henri, qui n'étoient pas si petites qu'on ne les estimât autant que la tierce partie du royaume de France. Si la paix ne fût advenue, le Piémont seroit à nous, où tant de braves hommes se sont nourris ; nous aurions une porte en Italie, et peut-être le pied bien avant. » Le maréchal de Vieilleville adressa d'amères remontrances au roi sur cette paix. « Sire, disait le duc de Guise, vous donnez en un jour ce qu'on ne vous ôterait point par trente ans de revers. » Quand Brissac en reçut la nouvelle : « O malheureuse France ! s'écria-t-il, à quelle perte et à quelle ruine t'es-tu laissé ainsi réduire, toi qui triomphois par sus toutes les nations de l'Europe ! » Tavannes a dit aussi : « Paix honteuse et dommageable, par laquelle furent

cent cinquante forteresses rendues, pour tirer de prison un vieillard connétable et se décharger de deux filles de France, qui fut une pauvre couverture de lâcheté. »

CHAPITRE X.

Résultats des Guerres d'Italie.

L'Italie soumise à la domination espagnole. — Système d'équilibre européen. — Résultats particuliers à la France : — Progrès vers la frontière du Rhin. — Triomphe de l'autorité royale à l'intérieur. — Influence funeste de la politique italienne. — Renaissance des lettres et des arts.

Au premier coup d'œil, les guerres d'Italie semblent n'avoir causé que des calamités aux peuples qui y participèrent. La France, engagée la première dans la lutte, prodigua ses trésors et ses armées, sans pouvoir conserver ni le Milanais, ni le royaume de Naples, et l'on peut dire avec Comines : « Il n'est mémoire des Français en Italie que par les sépultures qu'ils y ont laissées. » A ne regarder que le résultat matériel, les expéditions de

Charles VIII, de Louis XII et de François Ier, n'ont rien produit.

Mais, si l'on étudie plus attentivement le seizième siècle, on trouvera que l'Italie est le seul pays qui n'ait rien gagné à ces rudes épreuves que traversa l'Europe occidentale. Au contraire, sa ruine fut consommée. Dès l'année 1529, Théodore Trivulzio, indiquant à François Ier les moyens qu'il conviendrait d'employer pour faire la guerre à l'empereur, lui recommandait d'amener de France une grande quantité de pionniers et de travailleurs, « la majeure partie des paysans étant morts, soit de faim, soit par la peste, soit autrement*. » L'Italie n'obtint pas la liberté comme prix de tant de sang répandu ; elle souffrit cruellement de l'ambition des étrangers, qui s'enlevaient tour à tour villes et provinces, en rivalisant de valeur et de férocité. La guerre apportée par Charles VIII fit sentir aux états de la péninsule la force de l'union, mais aussi l'impossibilité de la maintenir ; car les intrigues redoublèrent, et précipitèrent la ruine de l'indépendance nationale. Les luttes de Ferdinand le Catholique et de Louis XII livrèrent les plus belles provinces aux étrangers ; pendant la rivalité de François Ier et de Charles-Quint, l'influence espagnole s'étendit sur toute l'Italie, et il ne resta plus aux vainqueurs

---

* Molini, *Documents sur l'histoire d'Italie.*

qu'à se déchirer entre eux pour se disputer les lambeaux de ce malheureux pays. A l'époque de la paix de Cateau Cambrésis, Naples et Milan obéissaient à des gouverneurs espagnols, et Philippe II, maître ainsi des deux extrémités de la péninsule, imposait son autorité à tous les états inférieurs. Les Médicis, replacés à Florence par Charles-Quint, les ducs de Savoie, rétablis dans leurs possessions par son fils, étaient naturellement dévoués à l'Espagne. Les Farnèse à Parme s'étaient aussi détachés de l'alliance française. Des deux républiques maritimes de Venise et de Gênes, l'une était ruinée comme puissance politique, l'autre était soumise à l'aristocratie des Doria. L'Espagne pesait sur Rome elle-même : dans la seconde moitié du seizième siècle, Philippe II, en se déclarant le champion du catholicisme en Europe, en lui apportant l'appui de son immense empire, a éclipsé les souverains pontifes et détruit leur action politique. Depuis ce moment, les Italiens ont été effacés du rang des grandes nations; déplorant désormais dans le silence la perte de leur liberté, ou incapables, sinon de valeur, au moins d'abnégation, pour la reconquérir, assez aveugles pour ne pas sacrifier au bien commun les intérêts mesquins et les vanités puériles, ils se sont attiré cette insultante parole d'un diplomate moderne * :

* M. de Metternich.

« L'Italie n'est en Europe qu'un nom géographique. »

Les autres états ont, du moins, retiré quelques avantages des sacrifices qu'ils s'étaient imposés. Le système d'équilibre européen est un des plus précieux. Il était né depuis le jour où l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne s'étaient armées pour enlever le royaume de Naples à Charles VIII. Toutefois la coalition des puissances de second ordre pour défendre leur indépendance respective contre des voisins trop redoutables, n'a porté ses fruits que plus tard. Si la France de Charles VIII et de Louis XII figurait parmi les premiers royaumes, elle ne l'emportait pas sur l'Angleterre et l'Espagne. Mais lorsque, par une dangereuse déviation aux idées d'équilibre, les princes allemands eurent déféré la couronne impériale au possesseur de l'Espagne, des Pays-Bas et des Deux-Siciles, la moitié de l'Europe se trouva dans la main de la maison d'Autriche. Alors, les guerres entreprises par François Ier ne furent plus, comme celles de ses prédécesseurs, des guerres tout d'ambition; car il importait à la France de rétablir l'équilibre en s'appropriant la Navarre, les Pays-Bas ou le royaume de Naples. Les souverains du reste de l'Europe parurent ne pas le comprendre; excepté au temps de la ligue de Cognac, ils s'unirent à Charles-Quint, le plus fort, contre François Ier, le plus faible, pour s'asservir eux-mêmes. François Ier et Henri II combattirent constamment le projet de monarchie

ou de suprématie universelle conçu par l'empereur : non-seulement ils préservèrent la France de l'invasion et du démembrement, mais ils furent les défenseurs vigilants, infatigables, de l'indépendance de l'Europe. En attirant sur eux les efforts de la maison d'Autriche, ils sauvèrent une foule de petits états, qui n'avaient aucuns moyens de résistance contre cette puissance colossale, et leur donnèrent le temps de revenir aux sages principes d'équilibre et de contre-poids, base désormais invariable de la politique européenne. Les moyens qu'ils employèrent ont été vivement attaqués au seizième siècle; on regardait comme impie toute alliance avec les protestants et avec les Turcs. Cependant, lorsque la maison d'Autriche menaça de nouveau l'Europe, ce fut par les mêmes armes qu'on la combattit : le cardinal de Richelieu devait aussi soutenir les réformés d'Allemagne, et Louis XIV pousser les Ottomans sur la vallée du Danube.

On ne saurait nier que, durant les guerres d'Italie, les forces de la France furent jetées dans des expéditions hasardeuses qui la détournèrent d'améliorations intérieures et d'agrandissements à sa portée : la vraie politique du royaume fut sacrifiée aux intérêts particuliers des princes. La possession de l'Italie ne convient pas à la France; Naples, qu'elle avait d'abord revendiqué, est trop loin ; le Milanais lui-même est séparé d'elle par des barrières naturelles, les Alpes, qui rendraient son action lente et difficile, et cet

obstacle ne pourrait être levé que par l'occupation de la Savoie. Ainsi que le remarquait Pasquier au seizième siècle, l'Italie est un pays « que nature a séparé d'avec nous de mœurs, de langue, et d'un haut entrejet de montagnes. » La situation de l'Autriche est autrement favorable : l'entrée de la péninsule lui est ouverte par les vallées de l'Adige et de tous les cours d'eau de la Haute-Italie. Les plaintes des généraux français, lors du traité de Cateau-Cambrésis, n'avaient rien de bien sérieux. Que pouvait rapporter à la France l'occupation de toutes les places du Piémont ? Ce n'étaient en général que des bicoques, qui exigeaient le maintien très-onéreux de grandes forces militaires, et qui eussent été pour nous une perpétuelle tentation de retourner au-delà des Alpes. Mais, si l'on voulait se ménager un moyen d'influence en Italie, il fallait tenir à conserver des terres véritablement françaises, le Bugey, la Bresse, la Savoie, sans lesquelles l'accès des Alpes est peu sûr. La faute grave que l'on commit au traité de Cateau-Cambrésis, ce fut de les abandonner. Napoléon avait bien mieux compris les intérêts de la France, lorsqu'il était maître de la Lombardie.

Du moins, sous le règne de Henri II, la France revint à sa politique véritable. La limite du Rhin vaut beaucoup mieux pour elle que la possession de l'Italie. La conquête de Calais, qui excluait les Anglais du continent, celle de

Metz, Toul et Verdun, qui formaient un rempart contre l'Allemagne, assurèrent les frontières du nord. Plutôt que de chercher à s'étendre jusqu'à la vallée du Pô, la France, dorénavant maîtresse de celle de la Moselle, devait songer à celle du Rhin; sa grande affaire était d'y arriver par l'acquisition de l'Alsace, et du côté de la Flandre que Pasquier appelait un faubourg de Paris.

Les guerres d'Italie ont eu pour la France un autre résultat utile : elles contribuèrent à l'accroissement de l'autorité royale. En effet, les princes en prirent occasion pour établir de nouvelles taxes et entretenir une nombreuse armée permanente; ils s'entourèrent de ce prestige de gloire qui plaît aux nations belliqueuses. L'œuvre commencée par Louis XI sur les échafauds, s'acheva dans les camps. La noblesse, le clergé, le tiers-état, ne ménagèrent pas, en face du péril, leur soumission au monarque, et se serrèrent autour de lui ; car il était le symbole de l'unité et de l'indépendance nationales. Les grands seigneurs, avides de dangers et de renom, allèrent à la guerre « à leurs dépens et pour leur plaisir; c'est déshonneur au gentilhomme ayant biens, et issu de bonne race, d'être appelé casanier*. » Non-seulement les officiers se formèrent à la grande guerre, mais encore tous les nobles apprirent,

* Brantôme.

par la vie des camps, à substituer les mœurs militaires aux mœurs féodales, et l'esprit d'obéissance à l'esprit d'anarchie.

De toutes les conséquences des guerres d'Italie, la plus déplorable fut, sans contredit, cette politique dite *machiavélique*, dont les princes contemporains donnèrent tant d'exemples, et qui fut pratiquée par la plupart des hommes d'état au seizième siècle. Avec cette politique, de grands hommes usèrent leur génie dans de mesquines combinaisons; de profonds esprits appliquèrent leurs ressources à de misérables intérêts; de petits événements provoquèrent d'immenses efforts. Bien plus, on mit en honneur la ruse, la perfidie, le mensonge : on voulut résoudre avec le poison ou le poignard les questions qu'ailleurs et en d'autres temps on tranchait avec le glaive, à force ouverte; on justifia, par l'intérêt personnel et le succès, les violences les plus atroces. La diplomatie italienne fut véritablement une école de crimes; elle réduisit en maximes tout ce qu'on avait fait jusqu'alors sans le dire; elle rédigea le code et proclama le droit du mal; elle érigea en principe la négation de tous les principes.

La mauvaise foi et la trahison étaient alors passées dans les mœurs. Il suffira de rappeler quelques faits. Ne voyait-on pas César Borgia surprendre, sous la garantie de traités de paix, les petits tyrans de la Romagne; Gonzalve de

Cordoue jurer sur l'hostie de laisser le duc de Calabre se retirer où il voudrait, et puis le garder prisonnier; Ferdinand le Catholique tromper impudemment Louis XII; la France et l'Espagne abandonner leurs alliés; les Suisses déserter au moment décisif; François Ier renoncer à la Bourgogne, et puis la conserver; Charles-Quint promettre le Milanais, et manquer à sa parole, etc.? Machiavel n'a point été l'inventeur de l'art de gouverner qui porte son nom; il a retracé ce qui se pratiquait communément de son temps.

Son livre du *Prince* est la théorie des faits contemporains. Le modèle qu'il propose aux gouvernants n'est autre que César Borgia. « Après avoir réuni, dit-il, toutes les actions du duc, je ne saurais le blâmer; il me semble, au contraire, qu'il doit être offert en exemple à tous ceux qui sont arrivés au pouvoir. » Selon Machiavel, un prince doit avoir sans cesse à la bouche les mots de justice, de loyauté, de clémence, de religion, mais ne pas s'inquiéter de leur donner un démenti toutes les fois que son intérêt l'exige. Le but de tout gouvernement est de durer, et cela n'est possible qu'à l'aide de rigueurs; il faut plutôt se faire craindre que se faire aimer. « Lorsqu'une ville entière tombe en faute contre un état, le prince n'a pas de meilleur remède, pour l'exemple des autres et pour sa propre sûreté, que de la détruire; autrement il est tenu pour igno-

rant et pour lâche. » Il ne faut s'arrêter à aucune considération de juste ou d'injuste, d'humanité ou de cruauté, de louable ou d'ignominieux. Machiavel proclame cette maxime des terroristes de 93, que « dans les exécutions il n'y a aucun péril, parce que celui qui est mort ne peut songer à se venger. » Il enseigne ouvertement que l'idée de la justice est née de voir le bien tourner à l'avantage de celui qui le fait, et le mal à son détriment. Il montre une indifférence profonde pour les victimes et de la sympathie pour le succès, quels qu'en soient les moyens : la trahison n'est un mal que si elle ne réussit pas. « L'expérience prouve qu'il n'est arrivé de faire de grandes choses qu'aux princes qui ont fait peu de cas de leur parole. » La politique est l'art de dominer honnêtement ou non, de se maintenir à tout prix. L'habileté du chef d'un état ne consiste pas à affronter le péril, mais à y faire tomber son ennemi ; à persévérer dans ses haines, mais à les dissimuler ; à faire exprimer au visage le contraire des sentiments du cœur, et à voiler de douces paroles les desseins les plus criminels

Ces détestables doctrines sont exposées sans passion, comme des choses naturelles. Les divers états de l'Europe, la France surtout, se corrompirent au contact des mœurs politiques de l'Italie. Avant même que Catherine de Médicis et les Italiens de sa cour missent en pratique, pendant nos guerres de religion, les principes dont ils avaient été nour-

ris dans leur pays, Montaigne trouvait que « en toute police il y a des offices nécessaires, non-seulement abjects, mais encore vicieux : les vices y trouvent leur rang et s'emploient à la couture de notre liaison, comme les venins à la conservation de notre santé. S'ils deviennent excusables, d'autant qu'ils nous sont besoin et que la nécessité commune efface leur vraie qualité, il faut laisser jouer cette partie aux citoyens plus vigoureux et moins craintifs qui sacrifient leur honneur et leur conscience... Le bien public requiert qu'on trahisse et qu'on mente, et qu'on massacre : résignons cette commission à gens plus obéissants et plus souples. » C'est ainsi que la politique du seizième siècle corrompait la saine morale ; elle montrait froidement les avantages du vice, parce qu'elle ignorait ceux de la vertu.

On a hâte de détourner les yeux d'un pareil spectacle. Aussi bien, les guerres d'Italie ont eu des résultats heureux et plus durables.

Elles ont mis la France en contact avec le peuple le plus civilisé du monde, avec le peuple qui avait produit le Dante, Pétrarque, Boccace, l'Arioste, le Tasse, Raphaël, Michel-Ange et le Titien. Ce mélange des deux nations a été fécond ; car il a appris aux Français à admirer les chefs-d'œuvre de l'art antique et de l'art italien, pour les imiter et pour chercher un jour à les surpasser.

Les études littéraires prirent un nouvel essor. Sous

Louis XII, le recteur de l'Université, Robert Gaguin, forma une précieuse bibliothèque de manuscrits anciens, achetés dans les pays étrangers par les agents diplomatiques, ou enlevés à Milan et à Naples; le roi ramena d'Italie le grec Lascaris et Jérôme Aléandre, qui furent chargés d'enseigner les langues anciennes à Paris, et l'historien Paul-Emile, qui rédigea en latin classique les annales de la France; il s'attacha le savoisien Claude de Seyssel, qui a écrit son panégyrique. Au temps de François Ier, le savant Scaliger, de Vérone, fut naturalisé français; Alciat vint enseigner le droit à Bourges; et il ne tint pas au roi qu'Erasme vînt à sa cour. Alors les littératures grecque et latine modifièrent profondément le génie français : l'école de Ronsard, ridicule quand elle voulut donner à la poésie nationale le rhythme, les mètres variés et jusqu'aux désinences des langues anciennes, tenta une noble entreprise en cherchant cette grandeur, cette élévation qui manquait à l'école toute naïve, toute gracieuse de Marot. Les traductions des pièces du théâtre grec et latin remplacèrent les *mystères* et les *moralités* du moyen âge, et formèrent la transition aux chefs-d'œuvre du siècle de Louis XIV, où l'esprit français fut si heureusement combiné avec les formes de l'antiquité. Les *Nouvelles* de la reine de Navarre et de Despériers ont été la première imitation importante de la littérature italienne elle-même.

Les guerres d'Italie favorisèrent principalement les

beaux-arts. Louis XII et Georges d'Amboise attirèrent en France le dominicain Giocondo, l'architecte du château de Gaillon. François Ier, non content d'acquérir à grands frais quelques chefs-d'œuvre de Raphaël et de Michel-Ange, donna son amitié et ses faveurs à d'illustres italiens, Léonard de Vinci, le Rosso, le Primatice, André del Sarto, Benvenuto Cellini, par lesquels il fit bâtir ou décorer les châteaux de Fontainebleau, de Saint-Germain, de Madrid, de Chenonceaux, de Follembray, de Villers-Cotterets, etc. A l'école de ces grands maîtres se formèrent des artistes qui allaient être l'honneur de l'école française, Jean Cousin, Jean Goujon, Germain Pilon, Pierre Lescot et Philibert Delorme.

On pourrait signaler, dans les autres pays aussi bien qu'en France, l'influence de l'Italie sur les lettres et les arts. Boscan, Garcilaso de la Vega et Montemayor perfectionnèrent la poésie espagnole par l'imitation de l'antiquité païenne et des auteurs italiens ; Berruguète, peintre, architecte et sculpteur, vint se former à l'école de Michel-Ange, et le Palais-Vieux de Florence servit de modèle à celui que Charles-Quint fit élever à l'Alhambra de Grenade; le palais de l'Escurial et la maison royale d'Aranjuez sont aussi des constructions inspirées par l'exemple de l'Italie. Des artistes italiens portèrent en Allemagne et en Flandre les principes et les procédés de leurs écoles, et l'on a

donné avec quelque raison aux Flamands le nom d'Italiens de l'Allemagne. Henri VIII, enfin, chercha à attirer en Angleterre quelques hommes distingués de l'Italie; la littérature anglaise, qui semblait, moins que toute autre, à portée de se modifier sous l'influence des littératures méridionales, subit la loi commune : un de ses poètes les plus renommés, Spencer, fut un imitateur de l'Arioste.

Ainsi, le sang versé en Italie pendant le seizième siècle a été comme une rosée féconde qui est venue, au temps marqué par la Providence, hâter le développement de la civilisation européenne. La guerre peut augmenter un royaume de quelque coin de terre; mais elle fait toujours payer cher ses gains et ses victoires. Les conquêtes pacifiques de l'intelligence ne portent aucuns fruits amers, tandis que les provinces, achetées au prix de l'or et du sang, échappent avec la fortune des combats; les progrès des lettres, des sciences et des arts, sont aussi durables que les sociétés mêmes, et profitent à l'humanité entière.

FIN.

